



Library
of the
University of Toronto



[Any Goudar]

Pen

LES
INTÉRÊTS
DE LA
FRANCE

MAL ENTENDUS,
DANS LES BRANCHES
DE L'AGRICULTURE , DE LA POPULA-
TION, DES FINANCES , DU COMMER-
CE , DE LA MARINE , & DE
L'INDUSTRIE.

PAR UN CITOYEN.

TOME PREMIER.



A AMSTERDAM,
Chez JACQUES COEUR , à la Corne
d'Abondance.

M. DCC. LVI.

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917



P R É F A C E.

CE Livre auroit besoin d'une longue Préface ; car , comme dans la foule des Matières que j'y traite , je me trouve le plus souvent en contradiction avec les Auteurs qui ont écrit sur elles avant moi , j'aurois dû commencer par détruire les préjugés déjà établis. Mais cette discussion seule eût formé un autre Livre que je n'ai pas envie de faire.

Par exemple , tous nos Ecrivains économiques parlent éternellement dans leurs Ecrits du superflu de la France ; de sa puissante Population ; de son grand Commerce , &c.

Pour moi , je déclare hautement que
à ij

*j'ignore ce que c'est que le superflu d'une Nation à qui il manque le nécessaire. **

Je ne connois pas mieux ce qu'on veut dire par le mot de puissante Population , lorsqu'on la restraint au seul numeraire ; puisque la force d'un Etat (comme je le dis dans cet Ouvrage) n'est point dans le grand nombre d'hommes , mais dans le plus grand nombre , comparé avec les autres Gouvernemens de l'Europe, relativement à leur grandeur.

J'avouë de même que je ne comprends point ce qu'on entend par le terme de grand Commerce , en France , sur-tout étant environnée de Peuples qui en font de plus considérable qu'elle.

Je ne veux pas dire par-là que la France manque d'aucun des moyens nécessaires pour lui faire acquérir la supériorité sur tous les autres Etats de l'Eu-

** Les Anglois fournissent continuellement du grain à la France.*

PRÉFACE. v

rope. Je dis seulement que cette supériorité qu'on lui donne, n'existe pas , & cela , parce qu'on n'est point remonté jusques ici, à la source des causes qui pourroient la lui donner.

Avant que de commencer cet Ouvrage , j'ai lû avec attention tous les Ecrivains économiques , pour découvrir les ressources que leur lumières pouvoient fournir à notre Gouvernement ; mais , au lieu de moyens , je n'ai trouvé que de systèmes.

Quoique tout ce qui entre dans les vûes du Gouvernement politique & Civil , puisse être appelé de ce nom ; on peut dire cependant qu'il y a des systèmes moins systèmes.

Je me flatte que celui-ci est de ce nombre. On trouvera peut-être que les changemens que je propose sont trop grands , parce qu'ils frappent sur la

constitution même ; & à cause de cela ; on ne manquera pas de m'accuser d'avoir manqué mon Plan.

Je déclare qu'il n'y a peut-être personne au monde plus persuadé que moi de la nécessité qu'il y a de ne faire aucun changement considérable dans un Etat.

Je vais plus loin ; je dis que si chaque Gouvernement étoit isolé , ou , ce qui est la même chose , séparé d'intérêts d'avec les autres , ce seroit la maxime suprême.

Mais , depuis la liaison politique de l'Europe , les Etats ont perdu , pour m'exprimer ainsi , le droit de leur immutabilité. Il n'est plus permis aujourd'hui à un Gouvernement de demeurer immobile , lorsqu'un autre qui lui est relatif , se meut. Ça été une faute énorme à notre administration d'avoir été sim-

PRÉFACE

vij

ple spectatrice des grands coups que l'Angleterre & la Hollande ont frappé sur leur Agriculture , leur Commerce , & leur Marine , sans les avoir imités.

Cette négligence politique est peut-être irréparable ; car , il n'en est pas des affaires des Etats , comme de celles des Particuliers. Il n'est pas impossible que ce que ceux-ci perdent dans un tems , ils ne le reparent dans un autre ; mais , les avantages de la politique ne se reparent pas de même.

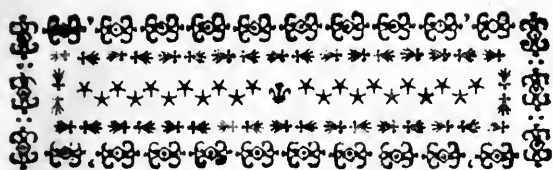
Pour que ceux qui ont une fois le dessous , reprenent le niveau , il faut attendre l'occasion des fautes d'Etat ; sans quoi la supériorité reste toujours.

Cet Ouvrage est divisé en trois volumes. Dans celui-ci , il s'agit de notre Agriculture, & de notre Population. Dans le second , il sera question de nos Finances , & du Commerce. Et dans le troi-

sième il sera traité de la Marine & de l'industrie.

Je demande ici une grace au Lecteur, que je crains bien qu'il ne me refuse ; je veux dire , de ne pas juger de cet Ouvrage par le stile. Je me suis plus attaché aux choses , qu'à la manière de les dire , &c.





LES INTÉRÊTS
DE LA
FRANCE
MAL ENTENDUS
DANS LA BRANCHE
DE
L'AGRICULTURE.

VOIQU'EN disent les sys-
tèmes de l'Europe, il man-
que à la politique une
définition sur ce qu'on
appelle la puissance d'un Etat.

Tous les Gouvernemens font des
efforts continuels pour se rendre su-

A

érieurs à ceux qui les environnent.

En général il n'y en a point qui ne visent à joüir un premier Rôle ; mais on peut dire que la plûpart , faute de connoître leurs véritables intérêts , s'éloignent eux-mêmes continuellement du point où ils cherchent toujours à parvenir.

Plusieurs moyens peuvent conduire un Peuple à la grandeur ; mais si ces moyens sont fondés sur des causes étrangères , ou de pur accident , la puissance de ce Peuple sera dans un état précaire , parceque le principe de son élévation ne prendra point sa source dans l'Etat.

Il y a dans notre monde politique plusieurs sortes de Puissances : on peut les distinguer par les dénominations suivantes.

La Puissance *Militaire* , la Puissance d'*Industrie* , la Puissance de *Commerce* ,

la Puissance de *Convenance* , la Puissance d'*Intérêt général* , & la Puissance de *Convention*.

Suivant l'état présent de l'Europe , on peut appliquer la première au Royaume de Prusse ; la seconde à la Republique de Hollande ; la troisième au Gouvernement d'Angleterre ; la quatrième au Roi de Sardaigne ; la cinquième aux Etats confederés d'Allemagne , & la sixième à l'Empire Ottoman.

C'est par les armes que la Prusse s'est élevée à la grandeur ; l'industrie a formé la Hollande ; le commerce a mis l'Angleterre au rang des premières Puissances ; la convenance a laissé agrandir , & subsister les Etats du Roi de Sardaigne ; les intérêts de l'Europe ont demandé que l'Allemagne ne changeât point de Maître ; & tous les Princes ont une convention tacite pour laisser le Turc paisible possesseur de ses Etats.

4 *Les intérêts de la France*

Mais tous ces Gouvernemens, malgré le bruit qu'ils font aujourd'hui dans le monde, sont toujours dans une disposition prochaine à être renversés, parce que leur puissance n'est que réfléchie. Ils peuvent être détruits, indépendamment de tous les efforts qu'ils peuvent faire pour l'empêcher.

Une combinaison dans les forces de l'Europe, différente de celle qui existe aujourd'hui, peut, d'un seul coup, anéantir la Prusse.

Les différentes Nations sur lesquelles la Hollande a formé sa puissance, n'ont qu'à reprendre les droits que son industrie a usurpé sur elles, pour que cette Republique ne compte plus en Europe.

L'Angleterre, considérée purement comme Etat commerçant, peut, d'un moment à l'autre, voir sa grandeur s'évanouir. Il suffit pour cela que cha-

que Gouvernement, relativement à lui-même , adopte son système de commerce.

Des nouveaux rapports de convenue entre les Puissances , remettroient la fortune du Duc de Savoye dans le premier Etat de celle de ses Ancêtres.

La Puissance des Etats confederés d'Allemagne finiroit d'abord , s'il n'étoit de l'intérêt de plusieurs Puissances qu'elle n'existât.

On n'a qu'à s'accorder sur les dépouilles du Turc , & il ne sera plus question de cet Empire.

La politique avance que ces différens rapports sont indissolubles , parce que , c'est de leur liaison que dépend l'équilibre que l'Europe a un intérêt personel de conserver.

Les combinaisons concernant la balance de l'Europe forment le plus beau spectacle de raisonnemens poli-

6 *Les intérêts de la France*

tiques que jamais l'esprit de calcul ait pû former ; mais il est dommage que ce qu'on lit de si bien écrit sur cette matiere , soit dementi tous les jours par l'expérience.

La Hollande vient de perdre les deux tiers de sa Puissance par l'endroit même qui avoit servi à la former.

L'Angleterre diminuë continuellement de sa force , dans la proportion que les autres Etats rentrent dans le Commerce qu'elle leur avoit enlevé.

L'établissement de Dom Philipe en Italie, a porté un coup mortel à la Puissance du Roi de Sardaigne.

Chaque Empereur ajoute des nouvelles chaînes aux Etats confederés d'Allemagne. &c.

Au reste , plusieurs Etats de l'Europe peuvent perdre de leur Puissance, & même périr, sans que l'équilibre de l'Europe en soit alteré , parce que ce

qui diminue la force des uns , est toujours ajouté aux autres ; ainsi la balance peut exister toujours.

L'Europe , prise en Corps, ne sçau-
roit être dans un Etat précaire , parce
qu'il n'y a actuellement aucune Puif-
sance dans le monde avec qui on
puisse la comparer.

Il n'en est pas de même des Etats
particuliers , qui mesurant continuel-
lement leur forces les uns avec les au-
tres , sont réellement plus ou moins
puissans.

C'est de cette Puissance , dont je
veux parler.

La véritable Puissance d'un Etat ,
est celle qui a pour base l'agriculture.
1^o. Parce qu'elle est au-dessus de tous
les accidens étrangers , 2^o. Parce que
c'est une Puissance créatrice , qui for-
tifie les nerfs des Etats , en augmen-
tant continuellement ses richesses. 3^o.
Parce que tout y est réel , 4^o. parce

8 *Les intérêts de la France*

que ses productions sont indépendantes des préjugés , des goûts , des caprices & des bizarreries des Nations.

Non-seulement , l'agriculture forme une Puissance réelle ; mais elle en établit encore une relative. Si on évaluë les besoins de subsistance de l'Europe , prise en Corps , à quatre cent milliars de productions de la terre , ou à telle autre somme qu'on voudra imaginer ; il est certain que la Nation qui en fournira d'avantage à la Population générale , jouïra de la Puissance relative la plus étenduë , parce que ses productions , comparées à celles de chaque Peuple en particulier , seront plus considérables.

Comme étant la Nation qui dépendra le moins , & de qui les autres dépendront le plus ; elle aura plus de part aux affaires générales de

la Republique universelle. La foiblesse de tous les Peuples viendra se mesurer avec ses forces.

On a beau donner des noms differens aux choses , il faut toujours en venir à un premier principe , sçavoir : que tout ce qui constituë la puissance des Etats , vient généralement des productions de la terre ; or , dans ce sens il sera donc toujours absolument vrai de dire , que la Nation qui aura le plus de ces productions , de son propre cru , sera par-là nantie d'un plus grand nombre de premiers materiaux pour élever l'édifice de sa grandeur.

Sans l'Agriculture , toute Puissance est précaire ; sans elle la bravoure n'est qu'un nom , le courage qu'une chimere. Le soldat lui doit sa valeur ; car , c'est elle qui le nourrit , & l'habille. Le Général lui doit les progrès de toutes ses opérations ; car , c'est

elle qui lui fournit la subsistance de ses Armées. L'Agriculture est la force motrice des combats , l'ame des victoires ; elle est le ressort du Commerce , le fondement de l'Industrie , la cause première de l'augmentation des richesses étrangères.

Elle seule peut donner l'Empire de la terre , & de la mer , à la Nation qui l'établit pour le premier principe de son administration générale.

Avons-nous jamais considéré l'Agriculture en France dans tous ces point de vuë ? Notre Gouvernement, d'ailleurs si éclairé , a-t-il jamais connu ses véritables intérêts dans cette partie ?

Suivant un méfuration calculé sur les meilleures Cartes du Royaume , je trouve que la France , suivant l'étenduë qu'elle a aujourd'hui , y compris la Lorraine , contient cent cinquante millions d'arpens de terre quarrés , ou environ.

Ce vaste continent , combiné par le physique de son climat , & suivant les expériences d'Agriculture qui ont été faites , dans différens endroits du Royaume , sur différentes qualités de terrains ; sçavoir , bons , mauvais , médiocres , maigres , secs , &c. peut , en déduisant les terres incultes , tout-à-fait stériles , les terrains qu'occupent les chemins , lacs , rivières , ruisseaux , fleuves , rivières , landes , bruyeres , bois , l'emplacement qu'occupent les villes , bourgs , hameaux , maisons répandues à la campagne , fournir à la subsistance de vingt-cinq millions d'habitans ; cependant nos récoltes ordinaires ne suffisent pas pour donner du pain à notre population , que j'estime à dix-sept-millions.

Il s'en faut donc de huit millions d'habitans, que notre puissance ne soit au degré de force où notre gouver-

nement politique pourroit la porter.

Nous tenons à grand fraix des Ambassadeurs dans toutes les Cours de l'Europe , pour nous appendre continuellement le degré de puissance des Souverains. Nous combinons sans cesse la force de tous les Monarques de l'Europe. Nous étudions leurs intérêts, pour être plus à portée de connoître leurs ressources.

Le Royaume est rempli de politiques , notre Cour d'habiles Ministres , le Conseil de nos Rois , de grands hommes d'Etat. Nos négociateurs l'emportent sur ceux des autres puissances de l'Europe , tant par l'étenduë de leurs lumières , que par des grandes connoissances sur les intérêts de la Couronne.

Nous avons perfectionné l'Art de la guerre au-delà des autres peuples. Notre milice est bien disciplinée ; nos Troupes sont aguerries ; la subordination

dination & l'ordre , sont chez nous des vertus naturelles ; nos Arsenaux sont en grand nombre ; nos munitions de guerre abondantes ; nos places fortes en bon état ; le capital de nos richesses en espèces , est plus grand que celui de chacun de nos ennemis ; nous avons plus des ressources qu'eux.

La docilité du peuple chez nous à se prêter aux besoins de l'Etat, (ce qui favorise , & hâte la levée des nouveaux Impôts,) nous donne à la guerre un grand avantage. La Nation par elle-même est brave , courageuse , aimant la gloire. Le François est patriote ; cependant la Monarchie est dans un état precatre.

C'est qu'on a toujours oublié chez nous cette importante maxime dont je viens de parler ; sçavoir , que le Gouvernement seul qui a les meilleures loix sur l'Agriculture , & qui sçait les tenir en vigueur , devient le plus puissant.

Ce n'est que dans les tems des crises , qu'on peut juger de la force des Etats ; c'est-à-dire , quand ses mêmes forces sont mesurées à d'autres.

Une Guerre de cinq ou six ans nous découvre toujours la foiblesse du nôtre.

Le songe de la ruine de la Hollande, commencé sous le Règne du Louis XIV. alloit être vérifié dans nos dernières Guerres , sous celui de Louis XV. Nos Généraux n'avoient qu'un pas à faire, pour arriver aux portes d'Amsterdam. Cette industrieuse Nation , habile dans le Commerce ; mais qui touche toujours au moment de sa ruine dans la Guerre , n'avoit d'autre ressource que de s'embarquer pour les nouveaux mondes , qui sont à sa disposition ; lorsque la disette des grains , ou pour mieux dire la famine , qui menaçoit plusieurs de nos Provinces , arrêta nos Armes victo-

rieuses, au plus fort de nos conquêtes.

Heureux encore que l'Angleterre, oubliant ses anciens ressentimens, voulût nous donner une subsistance * qu'elle étoit en droit de nous refuser ; & par-là éviter la destruction inévitable d'une partie du Royaume.

A quoi sert d'avoir les Armées les plus nombreuses de l'univers ? A quoi nous sert de pouvoir mettre cinq-cent-mille hommes sous les Armes ? si ce n'est à donner à l'Europe le spectacle de notre foiblesse , par l'endroit même qui devoit servir à montrer notre puissance.

On parle beaucoup de nos conquêtes : Depuis un siècle la France , dit-on , a ajouté plusieurs grandes Provinces à son ancien domaine.

Mais en est-elle devenuë plus puissante ?

* Les Anglois firent passer à Marseille & à

La foiblesse d'un peuple augmente, à mesure qu'il dépend plus des autres pour sa première subsistance. Voilà qui décide le problème. Les étrangers nous fournissent aujourd'hui plus de choses nécessaires qu'ils ne faisoient avant nos conquêtes. Cette augmentation de grandeur n'a donc servi elle-même qu'à diminuer notre première puissance ?

Nos politiques ne reviennent point de leur étonnement, en voyant que l'Angleterre, avec deux tiers moins d'habitans, & trois fois moins de terrain, tient en échec le Colosse de notre grandeur.

Mais, ne voit-on pas que ce Gouvernement existe par lui-même ; qu'il a une Agriculture florissante ; qu'il peut se passer de nous ; & que par le mauvais état de notre Agriculture,

Bourdeaux plus de 500. vaisseaux chargés de grain.

nous ne pouvons pas nous passer de lui.

Depuis deux Régnes , notre Ministère a mis tout en usage pour augmenter la puissance de la Monarchie ; mais on peut dire qu'il a élevé l'édifice avant que de placer l'échafaut. Au lieu d'augmenter la valeur des terres , toute son attention a été d'augmenter le continent ; au lieu d'augmenter les richesses réelles , il n'a pensé qu'à multiplier celles de fiction.

On peut dire que nous avons pris, jusqu'ici, l'ombre de la puissance, pour la puissance elle-même.

Aucun système ne peut suppléer au défaut d'une première subsistance. Point de pain , point de politique. Il faut que le nécessaire physique des sujets , se trouve en entier dans l'Etat. Une Monarchie , où tout autre Gouvernement qui soit au monde , sera

toûjours dans une état précaire , lorsque son Agriculture ne lui fournira pas les moyens de nourrir ses habitants.

Un peuple n'a ni force ni puissance directe , lorsque tout autre continent que le sien , lui donne les moyens d'exister. On n'a pas besoin de soldats ; il ne faut point d'Armées pour détruire un tel peuple : on n'a qu'à lui refuser la subsistance , & le voilà perdu sans ressource.

Nos ennemis regardent comme une providence favorable à leurs desseins , que la France , d'ailleurs si clair-voyante dans toutes les autres parties de son administration , ait , jusqu'ici , elle-même fourni des moyens à ses voisins de ruiner son Agriculture : du moins il semble que nous ayons fait tout ce qui étoit humainement possible , pour encourager celle des autres nations , au préjudice de la nôtre.

Pour ne parler que d'un abus qui se présente d'abord le premier , nous faisons payer des droits considérables à nos propres grains , à la sortie du Royaume , lorsque des années abondantes nous permettent d'en exporter ; & nous n'en levons aucuns sur l'entrée des étrangers ; ce qui remplit continuellement le Royaume des bleds des autres nations.

La France a reçu de l'Angleterre , depuis l'année 1715. jusqu'à l'année présente 1755 , vingt-un-millions * de septiers de froment , qui ont coûté à la Monarchie environ deux-cent-millions de nos livres tournois. Je ne parle point des autres qualités de grains qui nous sont venuës de ce Royaume , ni de celles que nous avons reçu de la Sicile , & de la

* Ce fait peut se vérifier par les régîtres des Cargaïsons dans nos ports , où ces grains ont versé.

Côte de Barbarie, qui montent sans doute au-delà.

On répondra ce qu'on a toujours répondu sur cette matière ; je veux dire, que la France en a fait la balance avec son industrie.

Une seule réflexion générale, peut d'abord prouver le contraire : la nature est toujours plus prompte que l'Art.

Une valeur de cent millions, en productions de la terre, coûte moins de travail à un peuple, qu'à un autre cent-millions des productions de ses manufactures : Or, c'est d'abord un avantage de recevoir plus d'industrie qu'on n'en donne.

La somme générale du travail de la République, est l'unique richesse réelle. Celle qui, dans ses échanges avec l'étranger pour compléter ses besoins, en donne moins, reste toujours la plus riche.

Mais , quand cette balance seroit exactement vraie ; ne seroit-ce pas toujours un très-grand mal d'accoutumer un peuple à recevoir partie de sa première subsistance d'une nation étrangère ? L'échange des choses superflues avec celles qui sont d'une absolue nécessité , sont d'une conséquence infinie pour le Gouvernement qui les reçoit.

Le Royaume d'Angleterre , dans les divisions qu'il a avec nous , peut se passer des matières que nous lui fournissons , parcequ'elles ne sont relatives qu'à son luxe & à sa délicatesse ; au lieu que nous ne pouvons pas nous passer de celles qu'il fournit , parcequ'elles sont relatives à notre première subsistance.

La dernière guerre , que j'ai déjà citée pour exemple , en est la preuve. Dieu sçait où nous aurions poussé nos conquêtes , si la diminution de la denrée que nous nous étions accou-

tumés à recevoir de cette Monarchie, n'avoit formé un vuide dans la subsistance générale de l'Etat, qui obligea la Monarchie de recevoir la loi de ceux à qui ses conquêtes la mettoient en droit de la faire. *

D'un autre côté, il n'est pas facile de calculer combien ces vingt-millions de septiers de bled étranger (pour ne parler que de ceux-ci) ont causé du mal à l'Etat. Le travail de nos terres a diminué en proportion ; une partie du Royaume en a demeuré en friche ; la classe de nos laboureurs est devenue moindre ; notre population n'a point augmenté ; la France a perdu un capital de plusieurs millions de moins en fonds de terre : en un mot, notre Agriculture générale y a perdu tout ce que les Etats qui ont

* Qu'on lise l'Histoire de nos Traités de Paix depuis 60. ans, on trouvera que la crainte de la famine les a presque tous dictés ;

contribué à notre subsistance , y ont gagné.

Comme le Gouvernement économique a un rapport nécessaire avec le politique , notre puissance a diminué dans la proportion que notre Agriculture a perdu.

A mesure que certains Etats de l'Europe ont pris , de ce côté-là , des avantages sur nous , nous avons perdu ceux que nous avions sur eux. Plusieurs Gouvernemens , qui ne comptoient point auparavant en Europe , y jouient aujourd'hui des premiers rôles.

Si nous lisions dans quelque histoire étrangère , qu'il y a un peuple dans le monde qui possède un continent de cent - cinquante - millions d'arpens de terre en quarré ; que ce continent est placé sous le plus beau ciel de l'univers ; que ce vaste terrain est naturellement fertile , fécond ;

24 *Les intérêts de la France*

abondant ; que sa position lui donne absolument toutes les choses nécessaires à la vie ; que sa culture est aisée ; que son sol produit facilement ; que ce beau país est arrosé par une infinité de fleuves , de rivières, & de canaux ; & que cependant son peuple n'a pas de quoi se nourrir , & est obligé d'avoir recours annuellement à ses voisins , pour compléter sa subsistance ; nous ne manquerions pas de donner à cette nation le nom de barbare. Voilà pourtant notre histoire.

L'histoire de nos négociations politiques avec l'Angleterre , depuis 60. ans , formeroit un corps d'ouvrage de plus de cent volumes. En sommes-nous devenus plus puissans respectivement à cette Monarchie ? Non ; toute proportion de population & de grandeur gardée , elle a l'avantage sur nous. C'est qu'elle a trouvé le moyen d'établir une puissante marine,
&

& une florissante Agriculture sur la ruine de la nôtre.

Ce Gouvernement nous amuse continuellement par des belles chimères politiques. Dans les guerres qu'elle nous suscite , ordinairement à dessein de diminuer notre culture , souvent , c'est l'intérêt d'une puissance alliée qu'elle s'est engagée de protéger , & toujours l'équilibre de l'Europe qu'il a en vuë , dit-il , de soutenir.

Cependant il nous oblige adroitement de tenir des grandes Armées sur pied de toutes parts ; tandis qu'il n'en entretient que des médiocres ; ce qui ne porte aucun préjudice à ses productions , en même-tems qu'il arrête les progrès des nôtres. Au milieu des troubles dont il agite l'Europe , ses richesses naturelles augmentent toujours , en même-tems qu'ils font la cause que les nôtres diminuent continuellement. Nos négociateurs qui

voyent tout , ne voyent jamais ce double raffinement de politique , qui depuis 60. ans a porté un si grand préjudice à la France , qu'elle n'est peut-être , plus à tems aujourd'hui à y remédier , sans changer le fonds de son administration.

Pendant le Règne de Louis XIV. c'est-à-dire dans le tems de l'enfance de tous nos projets d'agrandissement , les Anglois , en recevant nos manufactures , nous ouvrirent eux-mêmes une porte à la ruïne de la culture de nos terres. Le piège étoit bien tendu ; il étoit difficile de résister à l'appas : notre ministère y donna tout au travers. Une espèce de maladie , dès-lors, gagna ceux qui gouvernoient l'Etat. Tout fût établissement de Fabrique ; des récompenses accordées inconsidérément ; des gratifications données presque à tous venans qui s'addonnoient aux Arts , porterent le

coup funeste à notre Agriculture. La plupart de nos ménagers furent changés en artisans.

Des Ministres de détail , mais non de grands Ministres , parcequ'ils virent la grandeur de l'Etat où elle n'étoit point , & ne l'apperçurent point là où elle étoit , furent les premiers instrumens de ce désordre , en faisant le principal de l'administration de ce qui , en bonne politique , n'en devoit être que l'accessoire.

Un Conseil de Commerce fut établi pour cet effet. On le composa de plusieurs membres différens.

Des Charges d'Intendans de Commerce furent créées. On nomma des Inspecteurs Généraux & particuliers.

Le Royaume fut inondé d'Arrêts * concernant les Manufactures. On fit plus de loix sur les Fabriques , qu'on

* Ils forment plusieurs volumes.

28. *Les intérêts de la France*

n'en avoit formé, à l'établissement de la Monarchie, pour la police universelle.

Une nouvelle Jurisprudence concernant les Arts & métiers, se développa.

Des nouveaux Statuts, ou Réglemens jusqu'alors inconnus, donnerent naissance à la création d'un tas d'officiers; comme *Jurés*, *Echevins*, *Egards - Commis*, *Mésureurs*, *Plombeurs*, *Embaleurs*, *Chefs de Bureaux*, *Garde - Magazins*, &c. Emplois qui, multipliés au-delà de la proportion relative des professions de premier besoin, sont devenus préjudiciables à l'Etat, parcequ'ils ont dérobé une infinité de bras à l'Agriculture.

Cette manie s'est toujours accrue du depuis.

Tous nos Ministres d'aujourd'hui, parlent manufactures : c'est à présent le langage à la mode.

Nos Intendans de Commerce , qui de tems à autre galoppent la France , en faisant ce qu'ils appellent leur tournée , sont dans l'admiration. Ils tombent comme en extase à la vuë de ce grand nombre d'Arts dont nos villes sont remplies.

Cependant , ces hommes d'Etat , ces combineurs de la puissance de la Monarchie , traversent eux-mêmes des vastes pays incultes , ou mal mis en valeur ; & il ne leur vient jamais dans l'esprit que ce désordre prend sa source dans cette grande affluence d'Arts superflus qui dépeuplent les Campagnes de laboureurs.

Ils sont toujours fort contents d'eux-mêmes , & croient d'avoir bien rempli leur mission lorsque , dans leurs tournées , ils ont fourni des nouveaux moyens pour augmenter le nombre des Frabriquans.

Ils changeroient volontiers tous les ménagers du Royaume en manufacturiers.

Ils n'entendent point le mot d'Agriculture ; ils ne connoissent que celui de Fabrique. Tout mémoire qui ne parle point d'augmenter les Arts , est pour eux une pièce mal combinée , ou au moins inutile. Nous avons au-delà de trois-cent-mille métiers battans , tant grands que petits. Plusieurs millions de sujets sont employés à faire valoir nos Arts , tandis que nos champs n'ont pas assez de laboureurs. Toutes nos Villes régorgent d'étoffes , du produit de nos Manufactures. Bientôt nous n'aurons plus de pain , nous n'aurons que des habits.

On a beau vanter le système des Arts : lorsqu'il ne sera pas fondé sur une Agriculture florissante , il sera toujours lui-même la première cause de la ruïne des Etats.

Le Manufacturier ne fait que subdiviser les matières ; le laboureur en crée toujours de nouvelles.

Il est clair , je le répète ici , que les richesses que produit l'Agriculture , doivent être plus considérées que celles que fournissent les Arts.

Plusieurs révolutions subites peuvent priver un Etat de son or & de son argent. Des guerres , des invasions inattenduës le lui enlèvent souvent sans retour.

Les Arts & les Manufactures , à quelque haut degré de perfection qu'on les porte , & quelques avantages qu'ils puissent procurer aux Etats , sont sujets aux-mêmes vicissitudes. La variation continuelle des goûts & des modes , peuvent apporter dans les Fabriques une infinité d'altérations. On sçait que les goûts d'un siècle ne sont presque jamais ceux d'un autre.

D'ailleurs , comme je l'ai dit autre part , chaque Nation n'a qu'à ouvrir les yeux sur ses propres intérêts , c'est-à-dire , se former le même système d'industrie , pour détruire la puissance d'un Etat qui n'est fondé que sur les Arts ; & malheureusement pour la France , cet événement est plus près d'arriver qu'elle ne pense.

La première cause de la grandeur d'une Monarchie , je l'ai encore dit , n'étant point dans l'Etat , il n'est point en son pouvoir de prévenir sa ruine , parcequ'elle dépend d'une infinité d'accidens qui lui sont étrangers. Il n'en est pas de même des richesses que produit l'Agriculture , qui sont fixes & permanentes.

„ Les richesses des terres (dit le
célèbre Montesquieu) “ appartiennent à chaque Etat en particulier ;
„ mais les effets mobiliers , comme
„ l'argent , les billets , les lettres de

„ change , les actions sur les Com-
„ pagnies , les vaisseaux , & toutes les
„ marchandises , appartiennent au
„ monde entier.

Je supplie qu'on me passe les répétitions , en faveur de l'importance de l'objet.

Que l'Agriculture mérite la préférence sur toutes les autres parties de l'administration : une seule réflexion peut d'abord le décider. Les Nations n'ont que deux moyens de se pourvoir de leur subsistance ; l'un , c'est leurs productions naturelles, & l'autre, c'est leur or & leur argent, avec lesquels elles peuvent acheter leurs besoins des autres Etats. Car , si on y fait attention , on trouvera que toutes les branches particulières de subsistance, se rapportent à ces deux générales. Supposons, pour un moment , que la France voulût subsister avec le produit de ses effets mobiliers , ou , pour

34 *Les intérêts de la France*

mieux dire, qu'elle devînt pensionnaire d'un Etat, comme le Portugal l'est actuellement de l'Angleterre.

En évaluant le capital de ses richesses, en or & en argent, à un milliart, cette somme produiroit à l'Etat un revenu général de cinquante-millions, qui, répartis en dix-sept-millions de sujets, formeroit un moyen de subsistance particulière de cinquante-neuf sols & quelques deniers, pour chaque citoyen.

Cependant, l'énumération des choses qui entrent dans la composition des besoins de chaque membre de l'Etat, est l'un dans l'autre, d'environ 160. livres.

La France, dans cette hypothèse, doit donc retirer de son Agriculture, pour compléter sa subsistance générale, une valeur en productions, de deux milliarts-sept-cent-vingt-millions tous les ans, tandis que ses finances,

deniées des rapports qu'elles ont avec l'industrie & les Arts , ne peuvent lui en produire qu'une de cinquante-millions en denrées étrangères.

S'il étoit possible de subdiviser les idées, & de mettre comme des proportions à l'attention de ceux qui sont chargés de notre administration générale, & qu'on formât de celle-ci un tout composé de cinquante parties; voici comment je voudrois les diviser. Une pour la guerre , deux pour la police générale , trois pour le gouvernement intérieur , quatre pour les Arts , cinq pour le Commerce , six pour les Finances , & vingt-neuf pour l'Agriculture.

Mais le désordre de la culture , chez nous , a d'autres causes que celles que nous avons rapportées. Parcourons-les.

*L'Economie des Peuples.*

LA distribution locale des habitans en France , est très-défavorable à l'Agriculture générale.

Quelques parties de la Monarchie sont extrêmement peuplée , tandis que les autres n'ont presque point d'habitans.

Il s'est fait dans l'Etat une transmigration de ses propres sujets , qui ne se trouvent plus à une certaine distance proportionnée les uns des autres.

Une Ville immense s'est élevée ; elle a englouti le Royaume. Paris est aujourd'hui le lieu de l'Assemblée générale de la Nation , le congrès universel de ses peuples , une seconde Rome , qui avoit tous ses citoyens dans ses murailles.

Bientôt il n'y aura plus d'Etat ;
Paris sera le Royaume. Chaque

Chaque Province a sa Capitale , qui dépeuple ses Campagnes.

Que de bras, cette disproportion de l'économie locale des hommes, ne dérobe-t-elle pas à l'Agriculture !

Si on entre dans les détails de cette distribution , on trouve que , de dix-sept-millions d'habitans dont la France est peuplée , douze-millions qui habitent les villes , occupent un enclos de terrain , qui , eu égard au reste de la grandeur de la Monarchie qui n'a point d'habitans , n'est qu'un point imperceptible. Les hommes en France , pour m'exprimer ainsi , se sont repoussés les uns sur les autres ; ils ont laissé derrière eux des vastes contrées incultes.

Tant d'hommes occupant un si petit terrain : le moyen que le terrain ne manque point d'hommes !

Si on demande la cause de cette révolution survenue dans la distribu-

tion locale du Peuple François, je répondrai, qu'il faut l'attribuer en partie au système du Cardinal de Richelieu, qui, en réunissant l'autorité suprême en un seul point, donna un centre à la population.

Avant cet événement, le Royaume, partagé presque en autant de Souverains qu'il avoit des Seigneurs particuliers, tenoit les hommes à une certaine distance les uns des autres; mais lorsqu'il n'y eut qu'un Roi, qu'un Seigneur, qu'une Cour; tous les hommes se portèrent avec affluence vers ce lieu, d'où couloient les grâces & les richesses.

Ce n'est point à moi à décider si ce Gouvernement plein de tumulte, & rempli de Guerres Civiles, mais qui étoit favorable à la culture des terres, par la nécessité où les peuples étoient d'être à une certaine distance les uns des autres, étoit plus avantageux

à la Monarchie, que celui qui lui a succédé, où la paix & la tranquillité qui a suivi l'établissement de l'autorité suprême, en détruisant l'ancienne distribution locale des hommes, a diminué la culture des terres.

Je rapporte les causes, & rien de plus.

Quelques politiques ont avancé, que cette population des grandes villes étoit avantageuse à la République, parceque, lorsque beaucoup d'hommes sont assemblés dans un même lieu, ils ont des besoins qu'ils n'auroient pas s'ils étoient placés à une certaine distance les uns des autres.

Ce raisonnement peut être fondé dans un Etat où le sol est si abondant, qu'avec un travail médiocre, il fournit plus de grain qu'il n'en faut pour la subsistance de son peuple.

On ne risque rien alors d'assembler beaucoup d'hommes dans un même

lieu , pour les occuper aux Arts de superfluité. Souvent ces Arts deviennent eux-mêmes une partie de la puissance , parcequ'ils attirent dans l'Etat des richesses étrangères, en échange des choses superfluës.

Mais lorsqu'une Monarchie n'a point ces avantages naturels , c'est toujours un désordre pour lui d'assembler une grande partie de la Nation dans un même lieu.

Le mal est que , dans ces raisonnemens de combinaison , on ne remonte point au principe des choses. On ne voit point que , pour quelques avantages particuliers , la République perd des biens généraux. Cette population des grandes Villes , toujours formée aux dépens de celle de la campagne , occasionne un vuide dans l'Agriculture , qui est mal réparé par l'augmentation de quelques Arts. L'influence de ceux-ci ne s'étend point

assez au loin. Le Corps général de la Monarchie ne s'en ressent pas assez.

La distribution des Terres.

Tous les grands Législateurs , chez les Anciens , sentirent la nécessité de Loix agraires : ils les proposèrent toujours lorsqu'il fut question de remédier aux maux de la République ; c'est peut-être en effet le seul spécifique qui convienne pour arrêter les désordres qui se glissent dans le Gouvernement politique & civil.

On dit que cette proportion géométrique dans le partage des terres, ne sçauroit avoir lieu dans nos Gouvernemens modernes : mais , en supposant aujourd'hui le système des Anciens impraticable ; du moins est-il certain que nous avons abusé en France de cette disproportion.

On trouve chez nous des particuliers qui jouissent de dix-mille arpens de terre , tandis que , d'un autre côté , on voit dix-mille particuliers qui n'en possèdent pas cent.

Une quantité prodigieuse de citoyens du Royaume , n'a point un seul pouce de terre en propriété. Des millions sont étrangers dans leur propre patrie. Plusieurs sont obligés d'acheter le terrain où il se font enterrer. Le Continent sur lequel ils marchent a des maîtres.

La France est divisée en grandes portions séparées , qui appartiennent à des hommes qui les ont en propriété.

Des principaux Seigneurs se sont partagé la Monarchie. Deux-cent-mille particuliers , par droit d'acquisition , se sont emparés du Continent.

Si un Maltotier a dépoüillé l'Etat d'une partie de ses richesses , il tourne ses vûës du côté des grands domaines. On lui laisse acheter des Provinces entières.

C'est une expérience reconnüe , que cent particuliers , qui auront chacun dix arpens de terre , les feront mieux valoir qu'un particulier qui en aura mille à lui seul.

Si tout le Continent étoit partagé par égale portions , chaque Citoyen François auroit pour sa part neuf arpens & demi de terre. Plusieurs millions de sujets n'en ont point du tout , & plusieurs millions d'autres en possèdent cent fois plus. Cette idée générale seule , peut indiquer à quel excès de désordre est tombée notre Agriculture.

En général , les Propriétaires qui n'ont qu'une médiocre portion de terre , cherchent à la faire valoir

par des productions de première nécessité , comme sont les grains ; parceque c'est la denrée dont ils ont eux-mêmes le premier besoin. Ils n'imaginent guères les échanges des denrées. Ils vont au plus pressé , qui est leur subsistance ; au lieu que les particuliers qui possèdent des vastes Domaines , administrent , pour l'ordinaire , leur biens d'une manière qui , pour être avantageuse à leurs intérêts particuliers , ne l'est pas toujours au bien général de l'Etat.

Chaque grand Propriétaire s'attache à la denrée qui lui donne le plus sans s'embarrasser de celle de premier besoin. Il ne craint point la famine. Il est seul à la tête d'un vaste Domaine. Pour peu que le champ de son voisin donne , il est sûr d'avoir du pain. Ce sont les grands Possesseurs qui ont rempli la France de bois , de parcs , de pays friches ,

réfervés pour leur chasse , qu'ils ne veulent pas laisser cultiver , & qui , par conséquent , ne rendent aucune valeur à l'Etat.

Il semble que leur premier soin soit de remettre la terre dans son premier état naturel ; ils ne pensent qu'à la peupler de Biches & de Daims ; ce qui la dépeuple d'hommes.

En général , les grands Propriétaires de terres , s'appliquent plus à embellir la nature , qu'à la rendre utile. Ils cherchent moins l'avantage de l'Etat , que celui de leurs plaisirs particuliers.

Les terrains les plus féconds , ceux qui donneroient en grande abondance des denrées de premier besoin , sont employés en vastes jardins fleuristes , ou potagers.

Tous nos Châteaux en France , dont le nombre , qui est déjà immense , s'accroît tous les jours , sont entou-

rés de grandes allées , qui forment de tous côtés des avenues , où l'œil se perd dans un éloignement qui forme un vuide immense pour l'Agriculture.

Tout ce terrain est perdu pour l'Etat. S'il étoit en propriété à des petits particuliers , il donneroit une valeur quelconque.

Je n'entrerai point ici dans un détail circonstancié des grands fonds de terre , qui forment ce qu'on appelle chez nous le Domaine de l'Eglise ; portion qui met , elle-même , un obstacle invincible aux progrès de notre Agriculture.

Trois Ordres Religieux * en France , possèdent seuls presque le huitième du Continent du Royaume cultivé. Il est vrai que ce désordre a fixé l'attention du Gouvernement. Il a été

* Les Bernardins , Chartreux , & Bénédictins.

défendu aux Moines de faire des nouvelles acquisitions. Un ordre qui les eût obligés de vendre , eût été bien plus salutaire ; il eût remédié au mal ; au lieu que l'autre empêche seulement qu'il n'augmente.

Pour jouir de grands Domaines , les Conventistes alléguent une raison qui ne peut séduire que ceux qui se laissent frapper par les apparences. Ils disent , qu'ils font valoir tout le terrain qui leur est échû ; & qu'après leur consommation , tout le reste est au profit de l'Etat.

L'expérience est la meilleure réponse qu'on puisse leur faire. Elle prouve , ainsi que je l'ai déjà dit , que dix-millions d'arpens de terre , partagés entre deux-cent-mille sujets , donneront plus à l'Etat , que divisés entre cinq-mille : Or , chaque Communauté , dans ce cas , ne représente qu'un simple particulier.

D'ailleurs , il n'est pas exactement vrai , que les Communautés Religieuses fassent valoir leurs biens au plus grand profit de l'Etat.

Ces Maisons se voyent toujours avant la République.

Chaque Monastère a une méthode & une combinaison d'Agriculture relative à ses intérêts : c'est toujours la denrée qui leur donne le plus , à laquelle leur Agriculture s'applique davantage.

Des pays immenses , qui produisoient une quantité prodigieuse de grains , ont été convertis en bois , parceque des circonstances particulières ont fait que cette denrée donne plus que le produit des champs.

Cependant , ces Pays ont perdu peu-à-peu l'usage de la culture ; & insensiblement les habitans de ces Cantons se sont trouvés sans pain ; car cette méthode a formé un vuide immense

immense dans la denrée la plus nécessaire à la République.

Des enclos , des Parcs d'une étendue prodigieuse , formés par les Cloîtristes , ont dérobé à l'Etat des millions d'arpens de terre , qui ne lui produisent rien.

D'un autre côté , comment supposer que des terrains immenses , qui , dans chaque Communauté , sont sous la direction d'un seul Religieux , homme dont la vie & l'éducation n'ont eu rien de commun , pour l'ordinaire , avec la profession de ménager , soient mis en valeur , autant qu'il se pourroit avec l'expérience nécessaire ?

La plûpart de ces maisons dépérissent tous les jours , par l'incapacité de ceux qu'on emploie à leur régie.

La distribution des terres , partagées au reste du Clergé , est aussi défavorable à notre Agriculture générale.

En général , les Abbés , les Prieurs ,

E

n'améliorent point les terres. Ils ne cultivent point ; ils ne plantent point d'arbres : ils laissent les choses en nature. Ces hommes , qui ne se marient pas , n'ont point d'héritiers directs : contents de jouir de leur revenu , il vivent du jour la journée.

C'est presque une loi établie chez eux , de remettre leur Bénéfice à leur successeur , en plus mauvais état qu'ils ne l'ont reçu ; cependant , la République perd toutes les valeurs que ces terrains ne produisent point.

Comme la portion des biens des gens d'Eglise est très - considérable , cette perte est immense , & ne sçauroit être réparée par aucune autre partie de notre administration. Ses conséquences s'étendent à l'infini : elles soutiennent chez nous le reste des denrées à un haut prix ; ce qui diminue la consommation , l'emploi des hommes ; & , par une suite né-

cessaire , met des bornes à la population.

Pour que les Professions soient susceptibles d'amélioration , il faut qu'elles soient fondées sur la nature.

Un Pere de famille , outre le premier motif de sa propre subsistance , a bien d'autres raisons pour augmenter les productions de son champ. Il voit dans ses fatigues , l'héritage de ses enfans se multiplier ; il ne lui en faut pas davantage pour le porter à un travail dur & pénible , dont le produit revient à l'avantage de la République.

Le Célibataire , qui ne laisse aucune postérité , ne voit rien dans le monde après lui.



*Le système des Successions adopté
en France.*

Il perpétuë des grandes portions de terres à des branches aînées ; ce qui tient en général notre Agriculture dans un état de langueur.

On voit chez nous des vastes Domaines , passer sans aucun démembrement , pendant cinq ou six siècles , des mains des peres dans celles des fils.

Outre , comme nous l'avons déjà rapporté plusieurs fois , l'impossibilité qu'il y a qu'un particulier puisse faire valoir une vaste étendue de terrain à son plus grand profit ; des raisons particulieres font que ces biens diminuënt continuellement en valeur.

Un Gentilhomme qui ne peut point aliener son Domaine , le re-

garde comme un bien de main morte. Il se trouve étranger au milieu d'un héritage , qu'il n'a reçu de ses Ancêtres qu'à condition qu'il le transmettroit à certains de ses descendans. Il considère sa terre comme un dépôt. Il ne lui vient jamais dans l'esprit de l'améliorer , parceque cela n'ajoute rien à son prix : Car un Domaine substitué & qui ne peut pas se vendre , n'en a point.

En général , les terres substituées en France , dépérissent pour la plupart. Ces biens tombent tous les jours en ruïne..

On allégué que cette méthode perpétuë les branches aînées des familles , qui sans cela s'éteindroient. Qu'importe après tout à l'Etat , que certaines familles portent toujours le même nom , ou subsistent toujours ? Le premier de tous les systèmes du Gouvernement Civil , ne doit-il pas

être celui , de l'harmonie duquel , résulte le bien universel de la République ? Les loix de la société doivent avoir le pas sur celles du sang , parceque nous leur devons plus qu'à la nature : nous lui sommes redevables de notre sûreté , & de la jouissance paisible de notre fortune ; au lieu que nous ne devons à l'autre que notre existence , qui pourroit d'abord être détruite sans elles.

La plûpart des Gentilshommes en France , dit-on , se ruïneroient , s'il leur étoit libre d'aliéner leur bien-fonds. Ce désordre particulier seroit lui-même la cause d'un bien général. Une infinité de grandes terres substituées , qui , à cause de cela même sont presque en friche , distribuées & vendues par portions à différens particuliers , seroient mieux cultivées ; & par-là l'Etat se verroit en-

richi tous les ans de nouvelles valeurs.

Les Droits Seigneuriaux & de Directe.

Ils diminuënt les productions des terres.

Cette matière demanderoit un ouvrage exprès , tant elle est relative au sujet que je traite ; mais , les bornes que je me suis prescrites , ne me permettent pas d'entrer dans tous les détails. Je me contenterai de rapporter quelques désordres particuliers.

1. La plûpart des biens-fonds en France , croupissent sous des pauvres propriétaires , ou coulons , qui n'ont pas les moyens de les faire cultiver , parceque le droit des lods & ventes , empêchent qu'ils ne passent en des meilleures mains , qui les feroient valoir à un plus grand avantage pour l'Etat : ainsi ce droit est cause que

la République perd toutes ces valeurs.

2. Beaucoup de particuliers qui ont des Domaines , ne les améliorent point , parceque le droit des lods & ventes , étant de douze pour cent de la valeur du Domaine , la dépense qu'on fait pour leur amélioration , surtout lorsque ce sont des biens exposés à être souvent vendus , est plus relative au Seigneur de la Directe , qu'au propriétaire même.

3. Par les Droits Seigneuriaux & de Directe , les particuliers en France , ne sont que les Fermiers de leurs propres biens ; ce qui jette partout le découragement.

Les Taxes.

Elles tombent presque en entier sur le petit ménage. Les grands Propriétaires des terres , chez nous ,

trouvent toujours les moyens de s'en exempter , ou , du moins , ne payent pas proportionnellement à l'étendue de leurs Domaines. La plupart des biens des Gentilshommes , en France , sont nobles , c'est-à-dire , qu'ils ne payent presque rien à l'Etat ; cependant , il faut que la Taxe générale soit levée. Elle est prise en entier sur la classe des laboureurs , qui , accablés par son poids , abandonnent la culture des terres.

Comme par cette disproportion de Taxes , leur travail est plus relatif aux Princes qu'à eux-mêmes ; ils n'ont aucun intérêt de défricher des nouvelles terres.

„ Un Fermier (dit l'Auteur des remarques sur les Avantages & des avantages de l'Angleterre ,) “ n'a pas „ plus en France , d'émulation d'acquiescer , qu'un esclave , qui n'acquiesce que pour son maître ; il n'a

58 *Les intérêts de la France*

„ pas d'espérance de devenir plus ri-
„ che ; & son intérêt est de se mon-
„ trer pauvre.

Il y a long-tems qu'on a proposé d'établir le système des tailles réelles. Ce seroit peut-être le seul moyen de changer la face de la Monarchie Françoisé : l'abondance de ses productions naturelles , n'étant plus retenue dans la terre par ce monopole , la rendroit bientôt une des plus riches du monde.

Comme ce ne seroient plus les hommes qui payeroient , mais les terres , à proportion de leur valeur , chaque propriétaire auroit un intérêt personnel d'en augmenter le produit.

Mais il y a trop de gens qui ont un intérêt manifeste que ce système ne réussisse pas , pour qu'il n'échoue toujours. Cette foule des grands Propriétaires , dont les biens ne payent rien l'Etat , seroit obligée alors

d'en partager les Charges avec le reste des Sujets.

L'établissement des Rentes.

Les dépenses immenses que l'Etat , depuis cent ans , a été obligé de faire , a porté le Gouvernement à avoir recours aux Sujets par des emprunts , comme Lotteries , Tontines , Rentes - constituées , viagères , &c. Ce qui a formé dans le Royaume un peuple de rentiers.

La somme dont le Roi s'est rendu débiteur , & dont l'intérêt donne à vivre à une infinité de gens , sans rien faire , est la cause qu'une grande partie de notre continent demeure en friche.

Cependant , quoique cette somme soit exorbitante , eu égard à la somme monoyée existante en France , ce désordre n'est rien , en comparai-

son du mal que son exemple a causé.

Toutes les Maisons-de-Ville du Royaume , à l'imitation de celle de Paris , ont ouvert une caisse d'emprunt. La plûpart des Communautés d'hommes & des filles , en France , reçoivent de l'argent des particuliers à rente viagère , ou constituée. Les Compagnies , Corps des métiers , & jusques aux Confréries , prennent des grandes sommes à intérêts : les Hôpitaux en reçoivent pareillement.

Enfin , la contagion de cette maladie a gagné toutes les classes.

Il n'y a point de petit Gentilhomme chez nous , qui ne prenne des sommes en donnant sa terre en hypothèque.

Il suffit qu'un ménager ait acquis un capital de mille écus , pour (en le placant à rente viagère à dix pour cent) qu'il ait le moyen de passer sa vie sans rien faire. Si notre Gouvernement

nement fait prendre un Etat général de tous les Contrats aujourd'hui existans dans le Royaume , qui constituent des rentes de toutes les natures , il ne trouvera pas moins d'un capital de quatre-milliarts , qui forment tous les ans un revenu de deux-millions ; somme qui suffit à faire vivre dans le Royaume trois-cent-mille sujets sans rien faire ; ce qui cause un vuide immense dans la somme générale du travail de notre Agriculture , &c.

L'inégale distribution des Richesses.

La protection que le Gouvernement accorde à certains Arts ; les privilèges dont quelques Compagnies jouissent , au préjudice du reste des sujets du Royaume , jettent toutes les espèces de l'Etat d'un côté. La somme générale des

richesses en France , a un point fixe. Une seule Ville la contient presque en entier , au grand préjudice de la culture générale des terres du Royaume , qui manquent , par-là , de moyens pour être mises en valeur.

Paris attire à lui tous les trésors de l'Etat.

Les premiers Banquiers du Royaume résident dans cette Capitale ; c'est de là que , par des spéculations de Banque & d'Agiotage , ils attirent à eux tout l'argent de la République. Toutes les Caisses des premières Compagnies de l'Etat y sont établies : C'est le lieu de la recette générale de la Monarchie. Les premiers Bureaux y sont.

Les principaux Seigneurs habitent Paris, par préférence aux autres Villes. Tous les particuliers riches y font leur résidence ordinaire.

Cet assemblage de la somme pres-

que générale des richesses dans un même lieu , fait que l'or & l'argent perdent chez nous leur qualité de Représentans universels ; leur influence qui ne s'étend pas assez au loin , n'est plus générale.

La somme totale de l'espèce , n'étant point répartie dans le Royaume par égales portions , arrête , dans cette proportion , les progrès de l'Agriculture générale .

„ * On peut assurer que la distribution des richesses est mal ordonnée dans un Etat , quand on voit les propriétaires des terres occuper à la Ville des Palais somptueux , tandis que leurs Châteaux , leurs Fermes , leurs Villages tombent en ruine ; quand leurs denrées sont sans consommation dans les Provinces , parcequ'on ne vit dans ses terres

* L'Auteur des Remarques sur les desavantages de la France.

„ que le tems qu'il faut pour récolter
„ l'ir dequoi vivre à la Ville ; quand
„ un Royaume fertile manque de
„ bled , parceque le laboureur est
„ forcé, par la pauvreté, de venir à la
„ Ville servir les besoins & les fantai-
„ sies de l'homme riche ; enfin ,
„ quand il ne reste plus à l'homme
„ riche d'autre manière de luxe , que
„ celle de consommer en meubles de
„ toute sorte , l'or & l'argent qui
„ manque à la culture des terres.

Le système politique.

Il est diamétralement opposé, chez nous , à celui de la culture des terres. Depuis cent ans tout est combats , tout est sièges , tout est batailles.

Quelques avantages que nos victoires aient pû rapporter à l'Etat , il est certain qu'elles ont contribué

elles-mêmes à diminuer notre puissance , parcequ'elles ont été une des premières causes du peu de produit de nos terres.

Presque toute la classe du Militaire a été formée aux dépens de celle des laboureurs & des ménagers ; & souvent nous avons eu jusqu'à cinq - cent - mille hommes sous les armes.

Quelle immense diminution dans la masse générale du produit de nos terres ! La moitié du Royaume a demeuré en friche , faute d'hommes pour la cultiver.

Cette perte est irreparable pour l'Etat , parceque cette foule de campagnards qu'on a retiré des champs , pour en faire de soldats , n'y est plus retournée ; car , rarement les descendants de ceux qui ont quitté la charrue pour adosser l'épée , la reprennent ; cela fait aujourd'hui une classe

de citoyens qui mettent un tribut sur ceux qui ont resté à la campagne.

La considération qu'il a fallu en même-tems attacher à l'Etat Militaire, a porté le dernier coup à notre Agriculture.

Cet état a entièrement décidé notre noblesse : & c'est une profession qui seule aujourd'hui en France , passe pour honorable.

En général , nos Gentilshommes abandonnent leurs terres & le soin de l'Agriculture , pour embrasser la profession des Armes.

On appelle cela chez nous , servir l'Etat.

La noblesse le serviroit bien mieux, si elle mettoit toute son attention à augmenter les richesses de la Monarchie par la production de nouvelles valeurs. Cette manie, qui tient aujourd'hui au génie françois , a des conséquences infinies.

Notre Agriculture sera toujours dans un état languissant , & , par conséquent , la Monarchie dans un état fixe & permanent de foiblesse , lorsque les sujets qui , par leur éducation & leurs lumières naturelles , seroient le plus en état de fournir des moyens pour perfectionner la culture des terres , la priveront volontairement de leur secours,

Règle générale : les terres seront nécessairement mal mises en valeur , lorsque les Majeurs seront absens , & qu'ils délivreront la conduite générale de leurs Domaines à des Fermiers.

Des gens d'un certain ordre de génie , qui s'addonneroient à l'Agriculture , y feroient bien de plus grands progrès que nos ménagers , en général gens bornés & stupides.

Par quelques cas particuliers , il est aisé de juger de l'avantage gé-

néral qu'il en reviendrait à la République.

On voit tous les jours des Gentilshommes qui , après avoir quitté le service , & s'être retirés dans leurs Domaines , les font valoir quatre fois au-delà de ce qu'ils produisoient pendant leur absence.

Il en est de la culture des terres comme de toutes les autres professions , dont le produit dépend entièrement de l'intelligence de ceux qui les exercent.

Au lieu de regarder comme une maxime nécessaire à la prospérité de l'Etat , d'entretenir dans la noblesse ce goût pour les Armes , le Gouvernement devrait mettre , au contraire , toute son application à la porter à s'addonner à l'Agriculture. Il en seroit bien plus puissant qu'il ne le deviendra jamais par le système des nombreuses armées.

La forme d'administration.

Presque tous les revenus de l'Etat sont en Fermes.

Ce système nouveau dans la levée des droits du Prince , a formé une quantité de professions inconnuës en France sous les Regnes précédens.

Toutes ces professions causent nécessairement chez nous un vuide dans l'Agriculture générale. Elles sont exercées par des hommes , dont la plupart pouvant être employés à la culture des terres , produiroit tous les ans une nouvelle valeur à l'Etat ; au lieu que leur subsistance , qui est prise sur la somme du travail des ménagers qui ont demeuré à la campagne , est pour lui une charge.

Il est de fait, que la levée des revenus de la Couronne , par une Compagnie.

a diminué la valeur des terres. En général, toute la classe des Officiers subalternes des Fermes, Petits-Commis, Contrôleurs, Ambulans, Gardes aux Doüanes, Gardes de Tabac, &c. a été formée aux dépens de celle de nos ménagers.

Quelques-uns doutent encore que cette manière d'administration soit défavantageuse à l'Etat. Les raisons de part & d'autre ont été réduites en système.

J'ai souvent entendu à Versailles débattre la cause des Fermiers, soit par eux-mêmes, ou par ceux qui avoient un intérêt personnel à les défendre; & je les ai toujours vûs sortir triomphans de ces débats. Et le moyen que des gens qui joignent à l'autorité la possession de presque toutes les richesses de l'Etat, puissent avoir tort.

Je les défie cependant de parer

ce coup qu'on peut toujours leur porter ; sçavoir , que les Fermes ont retiré de la campagne au-delà de cinquante-mille * citoyens , dont la plus grande partie , au lieu d'être des Employés , seroit aujourd'hui des laborateurs , dont le travail augmenteroit continuellement les richesses de la Monarchie , &c.

Notre administration a donné son attention à toutes les parties du Gouvernement , excepté à celle qui devoit préalablement la fixer.

Nous avons des Bureaux pour les affaires étrangères , ecclésiastiques , extraordinaires ; les Finances , la Guerre , la Marine , le Commerce ,

* Les Fermiers n'occupent que vingt-mille Employés , à qui ils donnent paye ; mais il n'est pas moins vrai que le nombre de Citoyens , relatif aux Fermes , est plus considérable.

ont aussi les leurs ; mais il n'y en a point en France dont l'établissement & l'institution regarde directement l'Agriculture générale du Royaume : aussi, ceux qui gouvernent l'Etat, sont dans une ignorance parfaite à l'égard de cette partie de l'administration.

Nos Ministres peuvent rendre un compte exact du nombre des Manufactures du Royaume ; de celui des étoffes de soye , & des pièces de drap qui s'y fabriquent annuellement ; de l'importation & exportation des marchandises ; du nombre des Troupes ; des vaisseaux ; des mariniens , &c. Mais le Roi les embarrasseroit beaucoup , s'il leur demandoit quelle est la portion de ses sujets qui s'occupe à l'Agriculture ? C'est-à-dire , quel est le nombre des hommes en France qui habitent la campagne , & font valoir la terre ?
Quelle

quelle portion du Domaine donne une valeur , & quelle est celle qui ne produit rien ?

On diroit que la subsistance de la Nation ne les intéresse point : notre administration n'est pas encore parvenue à sçavoir à combien se monte la récolte du Royaume dans les années communes. Elle n'a imaginé, jusqu'à présent, d'autre combinaison pour juger de la stérilité ou de l'abondance, que celle du prix des grains ; méthode qui est sujette à une infinité d'inconveniens , parceque la plûpart de nos Provinces n'ont point de communication entr'elles , & que quelques-unes , qui tirent de l'étranger , n'augmentent pas le prix des grains dans les années les plus stériles.

Notre Législation a entièrement oublié l'Agriculture.

Chaque particulier , en France , est

le maître de faire valoir son bien comme il lui plait. Il n'est responsable à personne de la mauvaise économie de ses terres. Un ménager a le droit de changer en bois un champ qui produit beaucoup de grain ; de métamorphoser en pré un terrain qui fournissoit auparavant la matière du premier besoin.

Les meilleures pièces de terrain, aux environs des villes ; celles qui sont le plus à portée d'être les mieux cultivées , & dont les moissons seroient les plus abondantes , sont devenues des vastes vergers , dont les fruits , dans plusieurs provinces , sont transportés chez l'étranger , qui en paye la valeur à l'Etat en matières de luxe ; tandis qu'un grand nombre de sujets manquent de pain , & qu'il sort d'un autre côté tous les ans des sommes considérables pour compléter notre subsistance.

Plus de dix-millions d'arpens de terre sont employés en jardins , qui , en augmentant chez nous les denrées de seconde nécessité , ont diminué celles de premier besoin.

Si quelque Ministre de ces Peuples que nous appellons Barbares , voyageoit en France , il ne pourroit s'empêcher de regarder le système de notre Gouvernement économique comme ridicule , en voyant qu'un peuple qui boit fort peu de vin & mange beaucoup de pain , a converti la plûpart de ses champs en vignes.

Ce n'est que depuis quelques années qu'il a été défendu à nos ménagers d'augmenter le nombre des vignobles; précaution qui n'a remédié à rien , faute de loix précises sur cette partie de notre administration. Il n'en coûte aujourd'hui que la façon d'un procès verbal ; moyennant quoi les

meilleures pièces de terrain sont , comme auparavant , converties en vignes.

Des Pays immenses sont couverts de chanvres & de lins , tandis que la disette des grains jette la famine dans ces contrées.

Des Continens entiers , qui pourroient donner à l'Etat d'abondantes récoltes , sont expressement conservés en friche , pour faire paître de nombreux troupeaux.

Des vastes campagnes sont remplies d'oliviers & des meuriers ; ce qui a fait que les champs ont diminué , sinon en étendue , du moins en valeur , parcequ'ils donnent moins de grains qu'ils ne faisoient avant ces plantations.

On répondra , que l'Agriculture générale n'a point besoin de loix ; que les ménagers , dans la culture , sont guidés par un instinct naturel , supé-

rieur à tous les réglémens ; que c'est toujours sur le taux de la consommation générale que leur travail est fondé ; que leur industrie a toujours été utile à l'Etat , lorsque la denrée à laquelle ils ont donné leur travail , s'est consommée.

On ajoutera , que les denrées de superfluité , chez nous , perdent leur nom , parceque nous les convertissons , chez l'étranger , en celles de premier besoin.

Je réponds à cela , que la France , sous le plus heureux ciel du monde , & un terrain qui pourroit fournir à la subsistance de huit-millions d'habitans de plus , est sujette à des grandes disettes ; & que cela n'arrive que faute de loix sur l'Agriculture.

A l'égard des échanges des denrées de superfluité , que nous convertissons en celles de première utilité ;

quand cette mauvaise direction de notre économie seroit rectifiée par-là , ne seroit - ce pas toujours un grand inconvénient pour nous d'aller à notre subsistance par un long détour ?

Outre les raisons qu'on a déjà alléguées , qui intéressent le système politique , il y en a d'autres qui affectent la Nation en particulier.

Les récoltes peuvent manquer chez les Nations sur qui nous nous reposons du soin de notre première subsistance.

Il est défendu, en Angleterre, d'exporter des grains lorsque la Monarchie n'en a pas abondamment.

L'Italie , l'Afrique ne nous fournissent des grains que de leur superflu ; il n'a qu'à leur manquer, pour que nous soyons privés du nécessaire.

En un mot , c'est s'exposer volon-

tairement à la famine , que de diriger son travail pour des denrées dont la plus grande abondance ne sçauroit l'arrêter ni la prévenir.

Comment a-t-on pû supposer que la partie de l'administration la plus difficile iroit d'elle - même , sans le secours des loix ?

Nos ménagers , nos payfans en général , sont des automates , ou des machines que d'autres machines font mouvoir.

Leurs pratiques d'Agriculture sont toujours les mêmes ; ce qu'ils ont vû une fois , ils le voyent toujours ; leurs erreurs sur la culture se multiplient ; les peres les transmettent aux enfans : elles passent d'une génération à l'autre.

Nos laboureurs ne portent jamais leurs regards au-delà de leurs charuës. Cette classe d'hommes , qui a le plus besoin d'instruction , est pré-

cifément celle qui en reçoit le moins.

Il ne manque cependant pas d'Ecrivains en France. Il n'y a point de Royaume dans le monde où il s'imprime plus de livres.

C'est quelque chose de prodigieux, de voir les découvertes qu'on a fait de nos jours dans certaines sciences inutiles , ou du moins peu nécessaires à la société ; tandis que celle d'où dépendent la population , les richesses , & par conséquent la force & la puissance de l'Etat , a été négligée par ce nombre d'auteurs qui ont écrit sur tant d'autres matières frivoles. C'est que notre administration n'a jamais montré aucun goût décidé pour l'Agriculture.

Si de tems à autres , quelques Auteurs ont traité de la culture des terres , c'a été plutôt dans la vûë de se faire un nom dans les Académies Royales des sciences , que dans

celle de se rendre utiles à leur patrie. Du moins, par la manière dont ils ont écrit sur cette matière, il ont ouvert eux-mêmes la porte à ce soupçon.

Ces livres sont plus faits pour orner les cabinets des sçavans, que pour l'utilité des laboureurs & des ménagers ; car, si leurs Auteurs avoient voulu les leur rendre familiers, ils les auroient mis à leur portée.

En général, nos payfans n'entendent pas plus à ces écrits qu'à nos livres d'Algèbre. Notre administration n'encourage pas mieux l'Agriculture par des récompenses.

Si un particulier trouve le moyen de donner une vivacité de plus à une couleur, il est fondé à demander une récompense, & pour l'ordinaire il l'obtient. S'il imagine une nouvelle Fabrique, il est assuré d'une gratification.

Un tour , une rouë , un métier perfectionné , est payé par le Gouvernement.

Chaque Province a des fonds destinés à encourager l'industrie des Arts ; l'Agriculture seule n'a aucun de ces encouragemens.

Le système des gratifications qui , en passant jusqu'à l'Agriculture , eût rendu la France un des plus puissans Etats de l'Europe ; pour s'être borné aux Arts seulement , a contribué lui-même à ruiner la Monarchie.

La plupart des habitans de la campagne ont quitté la culture des terres , pour embrasser des professions qui avoient seules les bonnes grâces du Gouvernement.

Qu'un colon , chez nous , après un long travail & des pénibles recherches , trouve , par des pratiques nouvelles , le moyen d'augmenter les productions de la terre , il est décidé

qu'il en fera pour ses peines & ses dépenses ; ce qui le décourage , de même que ceux qui , comme lui , auroient les mêmes vûes de découvertes.

Notre administration se repose sur autrui , dans cette importante partie du Gouvernement.

Chaque Province , en France, a son Intendant particulier , qui est chargé de cette matière ; & comme l'Agriculture, chez nous, n'entre point dans le nombre des sciences qui doivent servir à former l'homme d'Etat ; en général nos Intendants de Provinces , (quoique d'ailleurs très-habiles sur d'autre matières ,) n'entendent jamais rien à celle-ci.

J'en ai connu quelques-uns dont l'ignorance étoit si grande à cet égard , qu'ils ne sçavoient pas distinguer le seigle du froment.

Ce sont pourtant-là ces hommes,

à qui l'Agriculture de chaque département est confiée , qui font continuellement des Réglémens sur une matière qu'ils n'entendent point , & que ceux qui le guident , ont toujours un intérêt personnel d'empêcher qu'ils ne l'entendent.

Comment des gens qui n'ont pas eux-mêmes les premières notions de la culture des terres , pourroient-ils fournir des nouveaux moyens aux ménagers ?

Il y a plus , ces hommes sont eux-mêmes un des premiers obstacles à l'Agriculture générale.

Un Intendant de Province , en France , ne voit que l'enclos du terrain qui lui a été confié ; le reste de la Monarchie est pour lui comme non avenu.

Ma Province , vous leur entendez dire à chaque instant ; ils ne prononcent jamais le nom de *Royaume*. On
dirait

diroit que les peuples qui habitent hors du district qui leur a été confié, ne sont point les sujets de l'Etat comme ceux dont le Roi leur a confié l'administration particulière.

Un de leurs premier Réglémens est toujours d'empêcher la communication & les secours que les différens continens pourroient se prêter les uns aux autres ; & cela , disent-ils , pour prévenir les disettes que les usuriers , ou marchans de grains pourroient causer , en en faisant de gros amas dans une Province , pour les transporter dans une autre.

Ils ne voyent point que les moyens qu'ils mettent en usage pour éviter la famine , sont précisément ceux qui la procurent.

Si la récolte a manqué totalement dans une Province ; le principal oin de l'Intendant de celle qui est

voisine , est de ne pas lui fournir des grains , sous le prétexte ordinaire , que la sienne n'en a que pour sa subsistance.

Cependant , cette Province qui éprouve la disette , a recours à l'étranger pour se pourvoir de sa subsistance , ce qui l'appauvrit en la dépouillant de ses richesses , dont la privation est pour l'avenir un obstacle invincible à l'avancement de son Agriculture ; & ainsi des autres , &c.

Au lieu que si on donnoit la liberté à tous les riches Fermiers du Royaume , négocians en grains , & à ce qu'on appelle communement usuriers , de transporter leurs grains partout où ils voudroient , & que cette denrée devînt marchandise comme les autres , il y auroit moins de disettes en France. *

* Cela a déjà été proposé dans un petit écrit , intitulé *La Police des grains*.

Si on avoit une histoire exacte de toutes les déffenses , prohibitions , Réglémens qui , depuis la création des Intendans , chez nous , ont formé ce qu'on appelle la Police des grains , on verroit distinctement que c'est à eux principalement qu'il faut attribuer le désordre où se trouve notre Agriculture générale.

Je ne parle point des monopoles dont on les accuse , qui sont toujours au détriment de la culture des terres de chaque Province , &c.

D'un autre côté , cette foule de mendians dont la France est remplie , & qui pourroient être employés à la culture des terres , est une conviction qui démontre le peu d'attention qu'on a apporté à cette partie.

Rien ne prouve mieux la mauvaise administration , & ne découvre davantage le vice d'un Gouverne-

ment, que le grand nombre de pauvres.

En bonne politique, il n'y en auroit point, ou presque point dans les Etats, si l'attention du Ministère portoit sur cette partie, comme sur les autres de l'administration. Elle est directement de son ressort, parcequ'elle influë sur l'Etat Civil.

C'est à la politique à régler le zèle des fidèles en fait d'aumônes, parceque celles-ci mal entendues, peuvent être la source première d'une infinité de désordres dans la République.

Le nombre de mendiants entretenus chez nous par les Charités publiques, a beaucoup contribué à dégarnir nos campagnes de ses cultivateurs.

Toutes nos villes sont remplies de laboureurs, que les Aumônes y attirent. La plupart quittent le travail

dur & pénible de la campagne , pour embrasser la profession commode & aisée de mendiant.

Les aumônes réglées d'une infinité de maisons riches qui , à certains jours de la semaine , donnent à tous venans , sans distinction d'hommes sains ou malades , un aliment abondant , font perdre le goût du travail à un nombre prodigieux de campagnards.

Chaque Maison Religieuse des deux sexes , a ses mendiants , qu'elle entretient de son superflu ; & comme ces Communautés ont augmenté au-delà de la proportion des autres Etats , le nombre des pauvres , parmi nous , s'est accru à l'infini ; ce qui a réduit considérablement la somme du travail de l'Agriculture générale.

Si on prend un Etat de toutes les fondations générales du Royaume pour l'entretien de nos pauvres , on

ne trouvera pas moins d'une somme de deux-cent-quarante-millions ; & si, à celle - là , ont joint les aumônes journalières des particuliers , on verra que le total passe quatre-cent-millions tous les ans ; somme qui suffit pour donner à vivre au dixième des sujets de l'Etat , sans rien faire.

Nous sommes surpris que la plus grande partie du continent du Royaume demeure en friche ; mais on ne voit pas que ce sont ces aumônes & ces fondations indiscrettes , qui en sont la première cause !

Comment a-t'on pû supposer que de gens qui pourroient vivre sans travailler , choisissent de travailler pour vivre ?

A Dieu ne plaise , que je veuille me déclarer contre la première des vertus chrétiennes.

Mes réflexions ne portent que sur l'abus de l'aumône.

Qu'on examine tous nos pauvres du Royaume ; de mille , on n'en trouvera pas deux à qui le travail ne pût donner à vivre , indépendamment des aumônes.

Les Hôpitaux , dont le nombre s'accroît tous les jours dans nos villes & à la campagne , contribuent également à diminuer le produit général de l'Agriculture. Ce sont-là des aziles pour nos pauvres , où la faim , le néantisme & la paresse se trouvent comme dans un port assuré.

La plupart de ces Hôpitaux sont remplis de campagnards , à qui l'habitude de vivre d'aumônes a fait perdre l'usage du travail. En général , ces établissemens sont au préjudice de la République , parcequ'ils croisent les bras à une infinité de sujets qui , sans cette ressource , auroient été forcés à s'adonner au travail de la terre.

On allégué pour raison , que dans

ces Hôpitaux on occupe les pauvres ; mais ce travail équivaut-il à la première perte qu'il cause à la Monarchie , par la diminution de la culture des terres ? Qu'est-ce que l'industrie de ces Hospitaliers , comparée avec celle de nos laboureurs ?

Je sçai qu'il y a de véritables pauvres qui , pour subsister , ont besoin de ces fondations ; mais ceux-ci sont en si petit nombre , comparés avec ceux qui en abusent , qu'ils forment à peine une exception à la règle générale. Peut-être que deux seuls Hôpitaux en France contiendroient tous ces pauvres.

Je n'ai pas besoin d'avertir , que dans le nombre de ces Hôpitaux , je ne comprends point ceux des pauvres malades & des incurables , établissemens nécessaires dans l'Etat , & qui font autant d'honneur à la Religion , qu'à l'esprit public qui les a fondés.

Le mauvais état de nos chemins ; & , à cause de cela , le peu de communication que nos Provinces ont entr'elles , est un autre désordre qui empêche que l'Agriculture ne devienne florissante.

Il semble que notre administration ait pris plus de soin de leur embellissement , que de leur utilité.

L'étranger est surpris de voir la beauté & la largeur de ceux qui traversent la France. Il sort du Royaume avec une idée avantageuse de notre Gouvernement , qui nous fait honneur chez les autres Nations ; cependant , il s'en faut bien que cette partie de notre administration nous doive mériter des loüanges.

La plupart des pays riches en grains , chez nous , n'ont point de chemins commodes pour les voiturier , autrement qu'à dos de mulet , dans ceux qui , par leur stérilité na-

turelle , en manquent. On a négligé les canaux intérieurs de communication. Celui de Riquet , dont on parle tant , ne traverse qu'une Province. La plupart des autres , faute de communications , ne peuvent recevoir du secours de celles qui sont très-abondantes.

Il en coûte moins à certains cantons du Royaume , de faire venir du bled de l'Angleterre , ou de l'Affrique ; c'est-à-dire , des continens éloignés de cinq-cent lieuës , que de les faire voiturer pendant dix lieuës en France.

Outre les sommes immenses dont ce défaut de notre administration prive la France , il ruïne l'Agriculture dans ces Provinces , qui ne défrichent point leurs terres , & qui ne sèment & ne receüillent que pour leurs besoins ; car , que feroient-elles du reste ?

Le Luxe.

Il a dépeuplé nos campagnes de laboureurs. C'est aux dépens de cette classe, que se sont formées celles des laquais, valets-de-pied, valets-de-chambre, maîtres-d'hôtels, intendants, pages, écuyers, portiers, picqueurs, coureurs, palfreniers, valets-d'écurie, &c.

C'est lui qui a formé ce tas de professions de superfluité, qui occupent chez nous vingt fois plus de sujets que celle de premier besoin.

Nos campagnes sont remplies de merciers qui vont porter le luxe jusques dans le sein de la rusticité même.

Les villes sont pleines de marchans de gallons d'or & d'argent; de marchans de modes; de bijoutiers; orphèvres; miroitiers; parfumeurs; tail-

leurs ; perruquiers ; & autres , dont les noms seuls formeroient un volume.

Tous ces Arts ont nécessairement enlevé une infinité de bras à l'Agriculture.

On veut que le luxe soit nécessaire , surtout dans les Gouvernemens Monarchiques : c'est aujourd'hui le système à la mode. Je le croirois aussi , si ceux qui en devroient être la cause , n'en étoient eux-mêmes les effets.

Le malheur est que la contagion se répand , & gagne insensiblement le petit peuple , sur le travail duquel est fondé tout l'édifice du Gouvernement Civil.

Il est moralement impossible que la mollesse , inséparable du luxe , ne diminuë l'activité générale. Les Loix Civiles ont beau rappeler les hommes de la dernière classe à leur premier

mier travail ; lorsque les mouvemens du cœur sont une fois dérangés , ce n'est plus à la politique à régler ceux de l'esprit.

A tous ces désordres , nos Ministres qui n'ont pû s'en dissimuler les conséquences , ont opposé quelques Réglémens vagues ; mais on ne parviendra jamais à y remédier , qu'en remontant à leurs principes. Il faut corriger le mal dans sa source ; sans quoi , notre Gouvernement ne doit jamais se flatter d'avoir une Agriculture florissante.

Quelques Réglémens particuliers ne sçauroient corriger la négligence générale de plusieurs siècles.

Il sera toujours moralement impossible que ceux qui sont à la tête de notre Gouvernement économique , dirigent la culture des terres au plus grand profit de l'Etat , s'ils ne connoissent point en menu le local du continent.

Les idées générales sur cette partie de l'administration , lorsque nos Ministres se borneront à elles , laisseront toujours des lacunes immenses dans cette partie. Il faut des détails.

Un des plus importans seroit un méfuration exacte de toutes les terres du Royaume qui produisent une valeur quelconque , & de celles qui ne produisent rien du tout.

En rapprochant ces deux méfurages , on verroit d'abord du premier coup d'œil , l'état présent de notre Agriculture , & en même-tems , où on pourroit la porter à l'avenir , en défrichant la partie considérable qui est encore en friche ; système nouveau d'agrandissement , dont jusqu'ici on n'a jamais eu l'idée , parcequ'aucun de nos Ministres n'en a pas encore formé le plan dans toute son étendue.

Cette comparaison auroit un effet très-salutaire , en ce qu'elle découvriroit mieux la source de notre foiblesse que tous nos systèmes politiques : on verroit distinctement que celle-ci prend son origine dans l'Etat même.

Mais ce mésurage général , quoique des plus propres à lui faire ouvrir les yeux sur la première cause de notre impuissance , ne seroit tout-au-plus que le premier cahos de notre Agriculture , qu'une infinité d'autres branches de détails devroient développer & faire sortir de son néant.

1. Tel seroit celui de la Géographie détaillée de nos plus grandes plaines du Royaume.

2. La quantité de nos lacs , étangs , marais , maraîcages , fleuves , rivières ; leur longueur & largeur , & combien elles prennent sur le terrain de notre continent.

3. Les qualités particulières de tous les fonds de la Monarchie, distingués ; savoir , de *bons* , *mauvais* , *médiocres* , *humides* , *secs* , *gras* , *arides* , *marecageux* , *pierreux* , *sabloneux* , tout-à-fait stériles , &c.

4. Les productions particulières de chaque Province , & la nature de leur denrées.

5. La quantité d'arpens de terre appartenant à chaque Cité , Ville , Bourg , Village , Hameau , &c.

6. Celle des bois , pays couverts , ou ceux qui sont dépoüillés d'arbres.

7. L'étenduë du sol qu'occupent les Capitales , & les principales Villes.

8. La portion du terrain que chaque citoyen a en propriété.

9. Le nombre des Fermes répandues dans la campagne ; la distance des unes aux autres.

10. Un état juste du nombre d'ar-

pens de terre que possède le Clergé tant séculier que régulier.

11. Un dénombrement général des arpens de terre qui sont employées en vignes, & de ceux que la culture de grains employe.

12. Un méfurage exact de tous les jardins du Royaume, Parcs, Enclos, qui appartiennent aux particuliers, & de ceux des Communautés Religieuses, & du terrain qu'occupent les chemins Royaux.

13. Un état général de la production générale des grains des cinq dernières années 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, c'est-à-dire la liste de nos moissons générales, pendant ces cinq années.

14. La répartition de la récolte générale distribuée par Provinces, & même par Villes, Villages, Hameaux.

15. Celle des fruits, vins, huiles, laines, chanvres, lins,

plantes , racines à teintures , &c.

16. Un état exact & général des plantations d'arbres dans l'étendue de tout le Royaume , comme fruitiers , oliviers , meuriers , faules , chataigniers , ormes , &c.

17. Le dénombrement général de tous les laboureurs du Royaume , fait par Provinces , Villes , Villages , & Hameaux , &c.

18. Celui des ménagers dont les terres sont en propriété , & de ceux qui tiennent des biens-fonds à ferme.

19. Un état des bestiaux propres au travail de la terre , &c.

Nantis de tels mémoires , nos Ministres à l'avenir marcheroient avec une bouffole dans cette partie de l'administration. Ce ne seroit plus le hazard , ou des simples conjectures qui leur dicteroit des Réglémens sur une matière qu'ils n'en-

tendent point. Ils agiroient avec pleine connoissance de cause.

Un détail géographique de la largeur & longueur des principales plaines de la Monarchie ; ainsi que de la hauteur & étendue de toutes ses plus élevées montagnes, leur donneroit une idée distincte des ressources , &, comme je viens de le dire , des avantages que notre Gouvernement pourroit un jour retirer de son Agriculture générale.

Celui des lacs , marais , fleuves , rivières , en déduisant leur longueur & leur étendue du total de notre continent cultivé , serviroit à rendre ces idées plus précises.

En connoissant la qualité de chaque fonds du Royaume , ils seroient plus en état de juger quelle partie , ou quelles parties ont le plus besoin d'encouragement.

Ce seroit d'après la connoissance

des productions des denrées particulières à chaque district, qu'on donneroit des ordres aux Intendans pour augmenter la culture des unes, & diminuer les productions des autres, dans la proportion de celles de premier besoin; ce qui formeroit précisément la balance de notre nécessaire.

Une fois que notre Ministère auroit une idée exacte de la quantité d'arpens de terre en culture, appartenant à chaque population particulière de l'Etat, il verroit, par les Etats de comparaison, les endroits de la Monarchie qui ont le plus besoin d'attention & de vigilance de leur part pour augmenter l'Agriculture générale.

La connoissance de l'étenduë du sol qu'occupent les Villes, les porteroit naturellement à deffendre d'accroître le nombre de bâtimens. Ce

détail les conduiroit insensiblement à leur démontrer qu'une infinité d'arpens de la meilleure terre, que couvrent toutes les années des édifices nouveaux, est une perte réelle, attendu que les maisons & leur enclos ne donnent rien à l'Etat; au lieu que le terrain sur lequel elles sont bâties donneroit un produit.

Le dénombrement exact de la portion de terre que chaque citoyen a en propriété, seroit un coup de lumière pour nos Ministres. Il leur apprendroit la première cause générale du peu de productions de nos terres, & en indiqueroit en même-tems le remède, c'est-à-dire, l'établissement des loix, pour empêcher que les Ordres, * les Communautés, les Corps de métiers, les Confréries, en un mot, des Financiers, Parti-

* Il y a un Arrêt à ce sujet, mais toujours éludé.

sans , & autres particuliers riches du Royaume, ne s'appropriassent des païs entiers par droit d'aquisition , &c.

La connoissance du nombre des Fermes répanduës dans la campagne , & du nombre d'arpens de terre que chacune fait valoir , seroit pour eux un thermomètre économique , qui leur indiqueroit annuellement à quel degré est la subsistance de la Nation.

L'Etat circonstancié & exact du nombre d'arpens de terre que possèdent le Clergé, les Moines, & Maisons Religieuses de tous les Ordres, étant enrégistré dans un livre public, & pouvant par-là être continuellement présent aux yeux de nos Ministres, les accoutumeroit insensiblement à établir pour maxime, de prohiber à ces ordres de recevoir des terres en dons, legs pies, fondations de Messes, ou de faire avec leur deniers des nouvelles aquisi-

tions ; ce qu'on leur accorde tous les jours , malgré l'Arrêt donné à ce sujet , faute d'avoir à tout moment devant les yeux le tableau de leur immenses possessions.

Le dénombrement d'arpens de terre qu'occupent les vignobles , & ceux qu'occupent les fonds qui sont employés à la culture des grains , leur indiqueroit la source de nos récoltes médiocres dans cette denrée.

Par le méfusage du terrain immense employé chez nous en jardins , parcs , cours , enclos , ils apprendroient que par cette mauvaise économie du terrain , une grande partie du continent est inutile à la population , ou , pour mieux dire , elle contribuë à diminuer le nombre des habitans en France , parceque tous ces jardins ne produisent point la matière de nos premiers besoins ; ce qui les porteroit à faire des Ré-

glémens sur cette partie de notre Agriculture , qui , jusqu'ici a échappé à leur attention , parceque personne n'en a revelé la conséquence.

Celui des grands chemins Royaux leur découvreroit , que dans leur construction , on a sacrifié l'utilité publique à l'ostentation. Ils verroient , par l'étenduë du terrain qu'ils prennent , tant par leur largeur , que par celle de leur fossé , qu'ils ont formé un vuide immense dans l'Agriculture de la République.

L'état des productions générales de grains du Royaume des cinq dernières années , ou de telles autres cinq , depuis soixante ans , leur découvreroit l'insuffisance où est la Monarchie de pourvoir elle-même à sa première subsistance. Cet état les feroit remonter au vrai principe de notre foiblesse , qu'on cherche toujours dans d'autres causes. C'est-à-dire

dire que cinq années communes de récolte devant fournir chez nous à la population de quatre-vingt-cinq-millions d'habitans ; & celles-ci ne suffisant jamais à l'Etat , il a recours aux moissons des Nations étrangères , ce qui l'appauvrit continuellement de ses richesses , & par conséquent , diminuë sa puissance.

La répartition de la récolte générale , détaillée par Provinces , leur indiqueroit quels sont les districts du Royaume qui ont le plus besoin de secours , & ceux à qui il manque davantage de moyens pour augmenter leurs moissons.

L'état général de la récolte des fruits & vins , toujours considérable chez nous , leur apprendroit une vérité importante ; sçavoir , que ce n'est point le terrain cultivé qui manque en France , mais une meilleure direction dans notre Gouvernement économique.

Celui des plantations d'arbres de toute espèce , dans le Royaume , depuis trente ans , leur prouveroit , par celui des comparaisons , que nos terrains , avant ces plantations , donnoient plus de grains ; ce qui les conduiroit insensiblement à une recherche importante ; sçavoir , si les fruits , vins , huiles , foyes , bois à charpente , qui est le produit de ces arbres , indemnise l'Etat de la première perte qu'il fait par la diminution qu'il cause dans la denrée de premier besoin.

Le dénombrement général de nos laboureurs , leur ouvreroit les yeux sur une vérité des plus importantes , & d'où dépend presque en entier le salut de la Monarchie ; c'est-à-dire , que cette classe , chez nous , devient tous les jours moindre , parcequ'elle est la plus pénible , & la moins payée de la société ; ce qui en dé-

tâche continuellement les sujets.

Un état distinct de ceux qui font valoir leurs propres biens en France , & de ceux qui font valoir celui des autres , leur indiqueroit , par la perte que fait continuellement l'Etat à cause de la manie établie chez nous de donner généralement ses biens à ferme , la nécessité des Réglémens là-dessus.

Celui des bestiaux propres au travail des terres , balancé avec les besoins de la culture générale , leur découvreroit que plusieurs cantons sont mal mis en valeur , ou ne le sont point du tout , faute de n'avoir pas fourni aux payfans les moyens de les garantir de certaines maladies auxquelles ils sont sujets , &c.

Mais nos Ministres d'Etat ne sont point stables dans leurs fonctions ; ils changent souvent de départemens. D'un autre côté , il suffit presque toujours qu'un d'eux ait adopté une

manière d'administration , pour que celui qui lui succède s'en écarte entièrement. Ces hommes veulent toujours créer , jamais imiter ; c'est la maladie, chez nous, des gens en place. Cependant il faudroit à notre Agriculture un établissement fixe & permanent.

Projet d'un Conseil économique, ou Chambre d'Agriculture, composée de soixante des meilleurs Cultivateurs pratiques du Royaume , pris dans les différentes Provinces , conduite par un Intendant-Général d'Agriculture , & dirigée par un Secrétaire d'Etat créé uniquement pour cette partie , &c.

Nous avons en France un Conseil de Commerce ; pourquoi notre Gouvernement n'en a-t-il pas un d'Agriculture ? Et d'où vient même n'a-t-il pas commencé par celui-ci ?

Le Commerce ne s'exerce que sur les productions de la terre : il falloit donc d'abord fournir des moyens aux sujets d'augmenter les premières matières ; puisque , de leur multiplicité , dépendoit entièrement l'étenduë de notre Commerce.

Si l'on suit de près la conduite d'administration de presque tous nos Ministres , depuis un siècle , on découvre que leurs soins ont plus tendu à augmenter les méthodes de subdiviser les matières , que d'en créer des nouvelles. Il eût fallu , pour la prospérité de la Monarchie , que les traits de lumière que ces hommes d'Etat répandirent sur les Arts , eussent porté également sur l'Agriculture.

La France étoit sur le chemin des Richesses ; encore un pas , & sa puissance étoit assurée pour toujours.

Cette Chambre d'Agriculture auroit pour objet unique la culture gé-

nérale des terres , comme celle du Commerce , les progrès des Manufactures , & l'avancement de l'industrie.

On pourroit la dresser à-peu-près sur le même plan de direction ; le nombre prodigieux de nos Fabriques , & l'avantage qu'elles ont sur celles de nos voisins depuis l'établissement de cette Chambre , nous assurent d'avance des progrès de notre Agriculture.

Ces Arts , dont ceux qui n'en voyent aujourd'hui que la perfection , sont tentés de croire l'ouvrage du hazard , ou celui du génie particulier de notre nation , ne doivent néanmoins leur existence qu'aux ressorts cachés à qui ces Ministres sçurent leur appliquer.

Jusques-là tout avoit été confusion dans l'industrie : c'étoit le cahos de notre mécanique , à qui le créateur Colbert donna une forme.

Après l'établissement de ce Conseil , tout fut traité méthodiquement dans le Commerce. Un premier Règlement servit toujours de base à un second.

Dans le département des Manufactures , les qualités des laines , pour chaque espèce de fabrication , furent déterminées. Le nombre des fils dans les chaînes , fixé ; & la longueur & largeur des draps décidée par Arrêt.

Chaque étoffe eut ses Réglémens particuliers , relatifs aux avantages que leur fabrication devoit procurer à l'Etat.

Il fut établi des Inspecteurs Généraux & Particuliers dans chaque département pour faire observer ces loix ; & en même-tems , des peines contre ceux qui ne s'y soumettroient pas ; ainsi que des gratifications & des récompenses pour ceux qui se distingueroient dans cette nouvelle police des Arts.

Des Statuts furent dressés , & on vit se former en France comme un nouveau code sur l'industrie , qui eût élevé la Monarchie à la suprême grandeur , si l'Agriculture avoit formé la base de l'édifice , &c.

Pour donner plus de facilité aux opérations de cette Chambre d'Agriculture , le continent de la Monarchie seroit divisé en quarante-quatre départemens , qui auroient chacun leur Directeur particulier d'Agriculture , nommé par ladite Chambre.

Chacun de ces Directeurs seroit chargé d'abord de donner , dans le terme d'un an & demi , un mémoire détaillé de l'état * présent de toutes les branches générales & particulières.

* On en avoit autrefois chargé les Intendants ; mais l'expérience fit voir qu'ils n'étoient point propres à cette opération.

tes de l'Agriculture de son département, &c.

Tous ces mémoires, qui formeroient un corps complet de l'état présent de notre Agriculture générale, seroient remis à la Chambre d'Agriculture, pour servir de base à l'avenir à toutes les opérations & délibérations qui se prendroient sur l'Agriculture.

L'ouverture de cette Chambre se feroit par l'instruction générale de nos campagnards & laboureurs, sur l'Agriculture ; on sçait qu'ils n'ont pour tout Art de cultiver la terre, qu'une routine qu'ils suivent aveuglement depuis plusieurs siècles.

Il est de fait que nos terres cultivées ne produisent point autant que celles de nos voisins, toutes proportions gardées de leurs bontés respectives, & de la différence des climats. La première cause de la

médiocrité de nos récoltes est donc essentiellement dans notre culture. Nous ne pouvons remédier à ce désordre général, qu'en en corrigeant la source ; je veux dire, qu'en fournissant des moyens & des lumières au gros de nos ménagers & laboureurs, pour augmenter, par des nouvelles pratiques, les productions de la terre.

Mais l'instruction de cette classe d'hommes, chez nous, demande une méthode particulière, & entièrement opposée à celle qu'on a pratiquée jusqu'ici.

En général, nos payfans en France n'entendent pas le françois, * du moins celui des livres. Nos Missionnaires qui vont leur expliquer l'Evangile, sont obligés de le faire dans leur idiome, c'est-à-dire, dans un

* Il faut en excepter les payfans de l'Isle de France.

jargon ou patois , qui varie dans chaque Province au point , que nos ménagers d'un certain canton ne sçauroient absolument se faire entendre de ceux d'un autre.

- Si les Prêtres ne peuvent par leur faire comprendre la parole de Dieu lorsqu'ils la leur prêchent en françois , comment nos Auteurs sur l'Agriculture pourroient-ils leur faire entendre leurs nouvelles pratiques ? eux surtout qui se piquent toujours d'écrire avec plus d'élégance que nos Missionnaires ne prêchent.

J'établis comme un fait certain , que sur dix-mille de nos petits laboureurs, il n'y en ait pas actuellement cent dans le Royaume qui soient en état de rien comprendre au sçavant *Traité de la Culture des Terres* , suivant le principe de Mr. Tull , donné au public par Mr. Duhamel de l'Académie des Sciences. Tout-

au-plus ce livre , après avoir servi d'ornement aux bibliothèques des curieux , a percé chez quelques Gentilshommes de la campagne , qui font une étude particulière de l'Agriculture.

Or , ces ouvrages manquent toujours leur coup , & deviennent inutiles à la République , lorsqu'ils n'affectent pas le gros de nos laboureurs , sur qui est fondé l'édifice de l'Agriculture.

Que deux ou trois-cent Fermiers du Royaume tirent quelque parti d'un sçavant traité sur la culture des terres , la Monarchie n'en deviendra pas plus riche , ni l'Agriculture générale plus florissante.

Qu'on n'allégué point l'Angleterre qui , sans aucunes instructions particulières à ses laboureurs , a rendu son Agriculture florissante.

Au travers de la grossièreté des
campa-

campagnards , des coulons Anglois , on découvre chez eux un germe Républicain qui les porte à diriger leur travail à l'avantage général ; au lieu que nos payfans n'apperçoivent jamais l'Etat : Ils ignorent jusques au nom de Citoyen & de République.

Le premier soin de la Chambre d'Agriculture , étant autorisée par le Roi , seroit ,

1. De charger tous les Curés des Bourgs , Villages , Hameaux , Granges répandus dans la campagne du Royaume , de traduire nos meilleurs livres sur l'Agriculture dans l'idiome de chacune de leurs Paroisses.

2. Après leur traduction , la Chambre ordonneroit de les faire imprimer aux dépens des Provinces de chaque département.

3. Les faire distribuer *gratis* à tout pauvre laboureur , fermier , coulon , qui n'auroient pas le moyen de les

acheter. A l'égard des ménagers aisés, ils leurs seroient délivrés sur le prix de l'impression.

4. Avant la traduction de ces ouvrages, les faire dépoüiller de ces préfaces, introductions, avant-propos, & de toutes les superfluités dont ils sont remplis, pour ne dire précisément que ce qui est essentiel à la culture des terres.

5. Réduire le Corps général de l'Agriculture nouvelle en préceptes aisés à comprendre & faciles à retenir. La tête de nos paysans ne sçauroit contenir des longs détails : il leur faut des maximes courtes qui s'arrangent facilement dans leur cerveau.

6. Tous les outils & nouvelles machines reconnues propres à augmenter les productions de la terre, fussent données *gratis* aux pauvres ménagers ; & que cette dépense fût

à la charge des Provinces ; ou de l'Etat , lorsque les Provinces , déjà trop chargées , n'en auroient pas le moyen. Pourquoi non ? Il donne bien des armes au soldat pour soutenir & augmenter sa puissance ; d'où vient ne donneroit-il pas des outils aux laboureurs pour l'enrichir.

Ensuite , on deviendrait aux expériences pratiques de la culture ; car , il ne suffiroit pas d'instruire nos payfans par les oreilles , il faudroit encore les convaincre par les yeux.

La Chambre députeroit dans tous les départemens , non point des Auteurs , des Académiciens ; mais des Cultivateurs pratiques , pour faire des expériences d'Agriculture sur toute sorte de terrains , en présence des premiers laboureurs , qui seroient chargés à leur tour de les pratiquer devant les autres.

Ces expériences s'étendroient généralement sur toutes les branches de l'Agriculture pratique, depuis la première préparation de la terre de toute sorte de sémences, plantations, &c. jusqu'à la dernière maturité de toutes ses productions.

Le Directeur de chaque département, auroit pour unique objet celui d'augmenter généralement les productions de la terre. Toute l'Agriculture de son département rouleroit entièrement sur lui.

Par l'autorité qui lui seroit donnée par Lettres-patentes de la Chambre d'Agriculture, autorisées par le Roi, il seroit en droit de demander compte à tout Fermier, Coulon, Propriétaire de fonds de son district, de l'administration de ses terres, de ses productions, &c. & d'en faire changer l'ordre & la direction à un meilleur avantage de l'Etat.

Déterminer , d'après les experts les plus habiles de son département, les terres propres à porter du bled , & les enrégîtrer dans un grand livre, qui seroit dressé pour cet effet dans chaque Communauté ; défenses étant faites à tout particulier d'employer ces terres à toute autre culture.

Je n'ignore point les objections qu'on peut faire contre la nature de ce Réglément , qui paroît enfreindre la liberté que chaque particulier a naturellement de faire valoir ses terres comme il le juge convenable ; mais , je réponds que tout Réglément qui a pour objet l'avantage général , est lui-même un des fondemens de la liberté.

D'ailleurs, ce système ayant été adopté pour les Arts , les qualités des laines sont indiquées, sans qu'il ait essuyé des murmures de la part des Citoyens , pourquoi ne pourroit-on pas l'étendre

à l'Agriculture ? La nourriture & l'habillement ont des rapports analogues entr'eux.

Les Réglémens économiques, comme tous ceux qui regardent les intérêts de la République, ont une pierre de touche, qui est leur avantage combiné par leurs inconvéniens.

Pour quelques pertes que feroit par-là un petit nombre de Citoyens, quel profit général n'en reviendrait-il pas à l'Etat !

Quoiqu'il en soit, on ne doit pas s'attendre de voir la culture de nos terres portée à son plus grand avantage, lorsqu'il sera toujours permis aux propriétaires des fonds, comme il a été dit, de changer quand il leur plaira en prairie une pièce de terre qui portoit auparavant du grain ; convertir en verger un champ labourable ; changer en jardin telle quantité de bon terrain qu'ils voudront ;

de métamorphoser en vignobles , malgré la défense , des continens entiers qui donneroient à l'Etat la matière de ses premiers besoins.

Tandis que nous n'aurons pas de Réglémens qui embrassent cet objet , cette partie de notre administration fera toujours dans le cahos. Avec un terrain immense , nous ne receüillons pas assez de grains pour notre subsistance ; cela vient de ce que nous n'avons point de direction dans l'économie générale de nos terres, &c.

Chacun de ces Directeurs rendroit tous les ans un compte exact à la Chambre , de l'Etat de l'Agriculture générale de son département ; c'est-à-dire :

1. Du nombre d'arpens de terre qui auroient été labourés pendant le cours de la précédente année.

2. De la quantité de ceux qui auroient réposé , & des nouvelles terres qu'on y auroit défriché.

128 *Les intérêts de la France*

3. Des sémences qui auroient été jettées en terre en tous grains.

4. Du nombre de pieds d'arbres élevés.

5. Un état des vignes qu'on auroit planté.

6. Un état de celles qu'on auroit arraché.

7. Celui de récolte en tous grains.

8. Celui des légumes , fruits , huiles , foyes , laines , vins , &c. chacun suivant l'ordre de leur récolte.

9. Le nombre des laboureurs qui auroient été employés à la campagne pendant cette année.

10. La somme totale de leurs journées , par départemens de Villes , Villages , Bourgs , Hameaux , &c.

11. Le nombre de leur mariages.

12. Un état des morts.

13. Ce qu'il en reste d'existens.

14. Un état de tous les bestiaux , espèce par espèce.

15. Leur propagation.

16. Ceux qu'on a consommé dans les boucheries pendant cette année.

17. Ceux qui sont morts de maladie à la campagne.

18. Ce qu'il en reste en vie.

19. Un état général de consommation de denrées.

20. Un , en particulier , des grains, froment , seigle , orge , &c.

21. Une liste des nouvelles Fermes qui se sont formées à la campagne.

22. Une de celles qui se sont détruites , &c.

Ce seroit sur tous ces mémoires de chaque département particulier , que la Chambre dirigeroit ses opérations générales d'Agriculture pour cette année.

Mais tous ces soins & cette vigilance seroient assez inutiles sans le système des récompenses. C'est à lui

à qui nous devons le rétablissement de nos Arts ; ce sera à lui seulement à qui nous devons les progrès de notre Agriculture.

C'est peut-être le seul moyen qui nous reste pour la rendre florissante.

Il faudroit donc que la Chambre d'Agriculture établît des prix proportionnés aux avantages que les particuliers procureroient à l'Etat par leurs nouveaux soins à augmenter la culture des terres : sçavoir , une gratification ou prix à celui qui défricheroit un certain nombre d'arpens de terre ; & que cette gratification fût combinée par la difficulté du terrain , ainsi que par celle de sa position , & de la nature de la denrée que sa culture donneroit.

Une à qui feroit produire une valeur quelconque à une portion de terrain qui n'en donnoit auparavant aucune à l'Etat.

Une à qui dessécheroit un étang , un marais , qu'on convertiroit ensuite en champ.

Une à qui changeroit une forêt , ou quelque partie d'icelle en terre labou-rable.

Une à qui brûleroit plus de broussail-les dans certains terrains , pour les re-duire en culture.

Une à qui détruiroit plus d'arpens de landes.

Une à qui auroit mis en enclos quel-que portion de terrain qui étoit aupa-ravant en communes.

Une à qui découvreroit une méthode de labourer la terre avec moins de fraix que toutes celles qui ont été propo-sées jusqu'ici.

Une à qui trouveroit un moyen de garantir nos récoltes des insectes aus-quelles elles sont sujettes dans une infinité de cantons.

Une à qui pourroit, avec moins de tra-

vail, dépouïller nos champs des mauvaises herbes qui étouffent nos récoltes.

Une à qui auroit sémé un plus grand nombre d'arpens de terre qu'il ne faisoit avant l'établissement de la Chambre d'Agriculture.

Une à qui auroit une plus belle récolte, proportion gardée de la bonté & de l'étendue de son terrain.

Une à qui planteroit plus d'arbres dans les cantons où il manque de bois.

Une à qui en abbatroit davantage dans ceux où il y en a trop.

Une à qui trouveroit le secret de conserver long-tems les grains après la récolte, dans les pays humides.

Une à qui les garantiroit des papillons dans ceux qui son trop secs.

Une à qui auroit les plus nombreux troupeaux dans les cantons où leur subsistance ne fût pas un obstacle à la culture des grains.

Une

Une à qui receüilliroit plus d'huile dans les départemens où les oliviers ne seroient pas préjudiciables à la culture des champs.

Une à qui feroit plus de vers à soye.

Une à qui en auroit la plus forte récolte.

Une à qui découvreroit des secrets pour guérir certaines maladies épidémiques qui attaquent nos laboureurs à la campagne.

Une à qui en trouveroit pour les maladies des animaux propres au travail de la campagne , &c.

Il seroit sans doute nécessaire que les Corps des Communautés jouïssent de ce système de gratifications ; c'est-à-dire , que celles qui auroient récolté une plus grande quantité de denrées de premier besoin , qui auroient fait la plus belle récolte en grains , proportion gardée de l'étendue de leur terrain , de l'abondance

de leur sol , comparé à ceux des autres Communautés concourantes à la gratification , obtiendroient le prix.

Par exemple , celle qui auroit subsisté par elle-même , & qui auroit le moins employé de denrées étrangères.

Celle qui auroit le plus fourni de grains à nos Villes , ou Provinces , dans le tems des disettes , &c.

Cette émulation feroit naître dans la hiérarchie de notre Corps politique un esprit public qui ne s'y trouve point , & que la nature de notre Gouvernement peut être lui refuse.

Mais , ce qui augmenteroit considérablement le produit de la culture de nos terres , seroit les récompenses qu'il seroit nécessaire d'accorder à la nouvelle composition de nos fonds à demi stériles par le mélange de marnes.

Il faudroit donc établir des prix

plus considérables pour ceux qui , par le transport des terres grasses , rendroient fécondes des terres qui auparavant ne produisoient rien.

Pour ceux qui par le mélange de ces marnes , changeroient la nature d'un terrain pierreux , sabloneux , &c. pour le rendre fécond & abondant.

Pour ceux qui auroient rendu forte une terre auparavant légère.

Enfin , pour ceux qui prépareroient mieux les terres par les mélanges des terres glaïses , &c.

Il est venu quelquefois dans l'esprit de ceux qui ont voulu donner des lumières au Gouvenement pour augmenter notre Agriculture , de proposer la découverte de ces marnes ; mais les recherches pénibles qu'il falloit faire en ont toujourns dégoûté.

On a eu plutôt fait de dire qu'elles ne se trouvoient point dans notre continent , que d'essuyer les tra-

vaux nécessaires pour les découvrir ; & de-là on a conclu , sans autre examen , qu'il étoit impossible que nos terres pûssent jamais devenir aussi fécondes que celles d'Angleterre.

Je rapporterai ici la méthode d'Agriculture qu'on suit dans la Comté de Nortfolk , déjà citée par un Auteur ; * mais les répétitions sur cette matière ne doivent point passer pour des superfluités. On ne sçauroit trop les exposer aux regards de ceux qui ont quelque part à notre Gouvernement économique ; car , s'il y a quelquefois à perdre pour la France d'imiter les maximes politiques de l'Angleterre , il y aura toujours à gagner pour elle de suivre ses pratiques sur l'Agriculture.

„ L'application que les Anglois ont
„ apporté à l'Agriculture , depuis un
„ nombre d'années , leur a assuré ,

* Les Elemens du Commerce.

„ dans ce genre , une telle supériorité
„ sur les autres Nations , qu'il est
„ intéressant de connoître la gradation
„ de leurs succès dans chaque
„ contrée.

„ On croit communément à Londres
„ que feu Milord Thownhend
„ a le premier imaginé de féconder
„ nos terres avec de la glaise. Cette
„ opinion n'a d'autre fondement que
„ le parti que prit ce Seigneur de
„ faire une dépense par laquelle peu
„ de Gentilshommes songent à améliorer
„ leurs terres , qu'ils ne voyent
„ presque jamais. Celui-ci enrichit
„ ses Fermiers & doubla ses revenus.

„ Il y a très-peu de grandes terres
„ dans le Royaume , sur lesquelles
„ milles guinées dépensées à propos ,
„ ne rapportent au moins 10. pour
„ 100. Malgré l'absence de nos Seigneurs
„ , & la dissipation de la plupart
„ d'entr'eux , il n'est point rare

„ de voir des personnes de la première qualité s'appliquer à ces sortes de méliorations.

„ Milord Thownhend s'étant retiré dans ses terres , imita d'abord , mais il surpassa bientôt ses modèles. Par ses soins , il établit des fermes au milieu des bruyeres & des pâturages ; il forma des champs fertiles , enclos des haïes vives , dans des terrains réputés trop maigres jusques-là pour les labourer.

„ Cette sorte de défrichement avoit déjà été poussée très-loin dans la partie occidentale de cette Province. Monsieur Allen , de la maison de Lynge , est le premier que l'on suppose y avoir glaisé une grande étendue de terres. Avant lui cependant on le pratiquoit ; mais les gens âgés de quarante à cinquante ans ne se souviennent pas de l'avoir vu faire sur un plus

„ grand espace que de deux ou trois
„ acres.

„ Ces méthodes sont très-ancien-
„ nes dans les Provinces de Sommer-
„ set & de Stafford ; je ne doute point
„ qu'elles ne les soient également
„ dans celles-ci. Nous avons beau-
„ coup de carrières dont il paroît
„ que l'on a tiré de la glaise , &
„ qui même en ont conservé le nom
„ dans des titres qui ont plus de
„ deux-cents ans. Divers anciens Au-
„ teurs économiques parlent de cette
„ manière de mélïorer les terres par
„ des engrais tirés de son sein même.

„ En Angleterre , la Régence est
„ l'époque de plusieurs établissemens
„ avantageux à l'Agriculture. Un des
„ principaux , à mon avis , est l'intro-
„ duction des prairies artificielles.
„ Elles ne furent d'un usage com-
„ mun que sous le Règne qui sui-
„ vit ; cependant on voit par les

„ ouvrages de MM. Hartlip & Blith ,
„ qu'elles commencèrent alors à pren-
„ dre pied. En 1689. on établit la
„ gratification sur la sortie des bleds.
„ Au commencement de ce siècle on
„ introduisit l'usage de nourrir les
„ bestiaux avec des navets ou tur-
„ nipes.

„ L'avantage d'enclorre les pièces
„ de terre a été connu depuis long-
„ tems dans toutes nos Provinces ;
„ & depuis qu'on s'est dégoûté du
„ partage des terres en petits hérita-
„ ges , l'ancienne coutume est reve-
„ nue plus facilement ; souvent leur
„ mélange empêchoit que l'on ne pût
„ enclorre des grandes enceintes. La
„ Province de Nortfolk a été parti-
„ culièrement dans ce cas ; au point
„ qu'autrefois les chefs-lieux n'étoient
„ pas fermés.

„ La plûpart des terres de cette
„ Province sont molles & légères ,

„ un peu grassès , & en général assez
„ profondes.

„ Les Fermiers de la Partie Occi-
„ dentale ont long-tems borné leur
„ culture à nourrir des brebis , pour
„ avoir des agneaux qu'ils vendoient
„ aux Provinces voisines pour faire
„ race.

„ Depuis la défense de l'extrac-
„ tion des laines , le prix en a di-
„ minué ; celui des moutons en a
„ souffert également ; tandis que la
„ valeur du bled , du beurre , & du
„ gros bétail a augmenté.

„ Cette révolution n'a pas peu con-
„ tribué à introduire la nouvelle cul-
„ ture dans cette Province , où les
„ grains , le beurre , & le gros bé-
„ tail sont , par conséquent , deve-
„ nus plus abondans.

„ A cette cause , j'en joindrai une
„ autre plus éloignée , mais qui doit
„ avoir influé sur ce changement.

„ On ſçait que les Hollandois ont
„ beaucoup diminué des achats qu'ils
„ faiſoient des bleds de la Pologne
„ par Dantzik ; ſoit que les Guerres
„ Civiles ayent laiffé dans ce Ro-
„ yaume des veſtiges de leurs rava-
„ ges ordinaires ; ſoit que la plus
„ grande demande des Suédois , de-
„ puis la paix de Nyſtad , en ait ren-
„ cheri le prix. En effet , depuis ce
„ traité , la Ruſſie eſt en poſſeſſion
„ des ſeules Provinces qui puiſſent
„ fournir à la ſubſiſtance de la Sué-
„ de , & l'extraction des grains n'y
„ eſt pas touſjours permife.

„ Ces deux dernières circonſtan-
„ ces peuvent avoir contribué à la
„ mélioration des terres dans le Com-
„ té de Nortfolk , plus que dans au-
„ cun autre endroit ; parceque ſa ſi-
„ tuation eſt la plus commode pour
„ le transport en Hollande. Elle a
„ dû faire en même - tems plus de

„ bruit , parceque , sous la Reine
„ Elizabeth , c'étoit la Province où le
„ labourage fût le plus abondant pour
„ la nourriture des moutons.

„ Toutes ces causes ont naturel-
„ lement concouru aux progrès ra-
„ pides de cette Province dans l'A-
„ griculture , & y ont accredité une
„ méthode connuë il y a près de
„ cent ans ; mais dont l'usage s'est
„ infiniment accru depuis.

„ Pour en concevoir mieux la dif-
„ férence , il faut en examiner l'état
„ progressif dans plusieurs metairies ,
„ dont les propriétaires n'ont encore
„ pû se résoudre à quitter une pra-
„ tique qui les a fait vivre eux &
„ leurs peres , quoiqu'ils voyent leurs
„ voisins s'enrichir par la nouvelle.

„ Il reste encore un petit nombre de
„ Fermes dont les champs sont ouverts,
„ & ne peuvent jouir du benefice des
„ prairies artificielles. Quelques-uns

„ de ces propriétaires cependant ont
„ glaisé leurs terres ; mais ils n'en
„ retirent pas autant d'avantages que
„ leurs voisins qui sont enclos. La
„ raison en est simple : ils suivent
„ la routine de leurs quadrisayeuls.
„ A une récolte de froment , succède
„ une recolte de jachère ; ensuite ,
„ deux , trois , ou quatre moissons , au
„ plus , d'orge , d'avoine , de poids ;
„ après lesquelles revient une année
„ de repos. Par conséquent , sur trois ,
„ quatre , ou cinq années , il y en a
„ toujours une de perduë , pendant la-
„ quelle la terre reste en friche & se
„ maigrit. Les meilleures de ces ter-
„ res portent 5. à 8. septiers par acre ,
„ (de six à neuf livres , dix sols
„ tournois ,) & aucun Fermier ne
„ peut vivre dessus. Quelques-uns
„ sèment un peu de trefle , ou de lu-
„ zerne ; mais avec peu de profit ,
„ étant obligés de donner du fou-
„ rage

„rage à leurs bestiaux pendant l'hy-
„ver ; & dans la saison où chacun
„les envoie paître dans les champs ,
„leur herbe devient commune aux
„troupeaux des autres.

„ Quelques-unes des parties glai-
„sées ne sont point encloses , &
„l'on y sème peu de luzerne ; on
„se contente d'y receüillir du fro-
„ment ou du seigle , après une an-
„née de repos. Tous , à la vérité ,
„sèment de navets ; mais , en géné-
„ral , ces laboureurs usent leurs ter-
„res par des récoltes successives , &
„qui dès-lors sont peu abondantes.
„Ceux qui ne glaisent point , lais-
„sent , pour la plûpart , leurs champs
„ouverts ; d'autres glaisent & ne fer-
„ment point du tout leurs pièces
„de terre ; par conséquent ils per-
„dent l'avantage des prairies artifi-
„cielles.

„ Il s'agit maintenant d'expliquer en

„ quoy consiste cet avantage , &
„ comment il est plus considérable
„ dans nos terres qu'ailleurs.

„ J'ai dit que le revenu ordinaire
„ de nos meilleures terres est de 5.
„ à 8. sols sterlins par acre. Lorsqu'un
„ homme en possède en entier une
„ certaine étendue , il peut y faire
„ avec profit les améliorations dont
„ nous parlons ; mais , en général ,
„ c'est dans les défrichemens qu'il y
„ a plus à gagner.

„ Les terres en pâcage sont esti-
„ mées communément du produit de
„ 2. à 4. sols sterlins par acre. Lorsqu'el-
„ les avoient nourri des moutons
„ pendant sept , dix , ou quinze ans ,
„ l'usage étoit de les labourer ; elles
„ donnoient communément une ré-
„ colte de seigle , qui étoit suivie par
„ une autre d'orge & d'avoine.

„ Ces terres retournoient ensuite en
„ pâcage pour autant de tems , &

„ d'autres prenoient leur place. Au
„ bout de quelques années elles se
„ trouvoient couvertes d'une croûte
„ dure & assez mince.

„ C'est dans cet état que je les
„ prens. On répand sur la surface de
„ chaque aire environ quarante à
„ quarante - six charretées de terre
„ glaise grasse. La moins dure est
„ réputée la meilleure ; elle est grisâ-
„ tre , au lieu que notre marne est
„ brune. On pensoit autrefois que la
„ marne étoit la seule substance ca-
„ pable de féconder ces terres ; mais
„ l'expérience a prouvé que la glaise
„ est préférable dans les terres chau-
„ des & légères. Il est d'ailleurs plus
„ facile de se la procurer. Il est rare
„ que sur trente , ou quarante acres
„ de terre , il ne s'en trouve pas quel-
„ ques veines. Si elles étoient éloi-
„ gnées , la dépense deviendrait trop
„ considérable.

„ Les puits que l'on creuse re-
„ tiennent l'eau , pour l'ordinaire , &
„ forment un reservoir dans chaque
„ pièce de terre ; avantage que j'ai
„ souvent entendu évaluer par nos
„ Fermiers à un quart de revenu
„ d'un champ , lorsque les bestiaux
„ y paissent en été ; ce qui arrive
„ souvent deux fois en cinq ans.

„ La clôture de ces pièces de terre ,
„ est une haie alignée d'épines blan-
„ ches. A chaque perche de distance ,
„ nous plantons un chêne. Plusieurs
„ qui l'ont été dans le tems que l'on
„ a commencé de clore les pièces de
„ terres , promettent de très-beaux
„ bois de construction à la première
„ génération. Ces haies croissent fort
„ hautes , & forment , avec les arbres ,
„ un abri très - salutaire , tant aux
„ grains qu'aux bestiaux.

„ Dans nos terres nouvellement
„ défrichées , nous sèmons rarement

„ autre chose que des navets , pour
„ la première fois. Les façons que
„ l'on donne à la terre la purgent
„ des mauvaises herbes ; & aident
„ à la mêler avec l'engrais qui a été
„ répandu sur la surface. Ce dernier
„ objet est perfectionné par la récolte
„ des navets , soit qu'on les leve de
„ terre pour nourrir les bestiaux pen-
„ dant l'hyver , soit qu'on les fasse
„ manger sur le lieu. La seconde
„ méthode est préférable ; elle amé-
„ liore la terre , & opère mieux le
„ mélange. Si cependant le champ
„ est sujet à être trop mouillé pen-
„ dant l'hyver , on transporte les
„ navets dans une autre pièce ; mais
„ comme cette pièce est beneficiée ,
„ elle paye suffisamment cette dé-
„ pense sur la récolte. Après les tur-
„ nipes , vient l'orge & l'avoine.
„ Avec l'un ou l'autre , on sème de
„ la graine de luzerne , qui produit

„ une récolte pour l'année suivante ,
„ soit qu'on la fauche , soit qu'on
„ la laisse paître par les bestiaux. Le
„ froment succède régulièrement à la
„ luzerne ; & de cette façon , on ne
„ perd aucune moisson. La terre re-
„ çoit quelquefois jusques à trois la-
„ bours ; mais le plus souvent on se
„ contente d'un seul. Les racines de
„ luzerne ou de trefle se trouvant
„ labourées & enfoncées dans le fil-
„ lon , il en pourroit résulter que
„ la terre se chargeroit d'herbes ; on
„ y remédie en y sémant des navets
„ & des turnipes immédiatement
„ après le froment. Si cependant la
„ récolte du froment s'est trouvée
„ nette , on la remplace par de l'orge.

„ Au moyen de cette culture , nous
„ sémions cinq fois plus de froment
„ que nous ne faisons , & deux fois
„ plus d'orge. Le froment nous rend
„ trois fois plus qu'il ne faisoit ,

„ & l'orge deux fois seulement.

„ Le pays est devenu plus agréa-
„ ble à la vûë au moyen des plan-
„ tations , qui forment en même-
„ tems un abri salutaire contre l'ar-
„ deur du soleil & la violence des
„ vents. Il y a trois fois plus de tra-
„ vail qu'il n'y en avoit auparavant ,
„ & il soutient le double de famil-
„ les ; & quoique notre population
„ se soit accruë , nous avons les den-
„ rées à meilleur marché. Une an-
„ cienne ferme est partagée en deux ,
„ trois , ou quatre , suivant sa force.
„ On a construit de nouveaux bâ-
„ timens ; les anciens sont réparés ;
„ toutes les maisons sont de brique.
„ Chaque jour nos chefs-lieux & nos
„ marchés deviennent plus considé-
„ rables. Il s'y trouve déjà six fois
„ plus de maisons qu'il n'y en avoit
„ Le nombre des ouvriers s'est accru
„ dans la même proportion. Nos

„Gentilshommes ont doublé leurs
„revenus , & quelques-uns l'ont aug-
„menté au-delà , suivant que la terre
„s'est trouvée plus ou moins pro-
„pre à recevoir les améliorations.
„Mr. Morley de Barsham retire 800.
„livres sterlin d'une terre qui n'é-
„toit louée , il y a quelques années ,
„que 180. livres. Il y a une Ferme à
„Scultorque qui , à ce qu'on m'a
„assuré , a monté , de 18. livres , à
„240. livres sterlin. Nos terres sont
„communément louées de 9. à 10.
„sols sterlins par acre , dixième payé ,
„(c'est de 11. à 14. livres tournois ,)
„& les Fermiers sont à leur aise. Plu-
„sieurs , sur les Baux de 21. an ,
„des terres afferméées à l'ancien taux ,
„ont gagné dix-mille livres sterlin ,
„& plus.

„La glaise que nous mettons sur nos
„champs est une terre neuve , dont
„le mélange avec l'autre en fait une

„ grasse , mais en même-tems chau-
„ de & légère. Nous receüillons qua-
„ tre quartes & plus de froment par
„ acre , quoique nous labourions
„ avec des chevaux de trois livres
„ sterlin pièce. Un petit garçon les
„ conduit , & laboure deux acres
„ par jour ; tandis que dans pres-
„ que tout le reste de l'Angleterre
„ on laboure avec quatre chevaux ,
„ même six ; & deux hommes ont
„ de la peine à labourer trois quarts
„ d'acres par jour Les Provinces d'Es-
„ sex & d'Hertfort passent pour les
„ plus abondantes du Royaume ,
„ c'est ainsi qu'on y laboure. Jamais
„ on n'y fait une récolte de froment
„ sans y laisser reposer la terre ; les
„ affoüagemens y sont plus chers que
„ dans le reste du Royaume : il faut ,
„ pour que le fermier vive , que le
„ froment vaille 12. livres le last ,
„ (26. à 27. livres le septier de Pa-

„ ris ,) tandis qu'à ce prix les nô-
„ tres s'enrichissent.

„ Il ne faut pas croire que cette
„ amélioration ne dure qu'un certain
„ nombre d'années : convaincus que ,
„ si la qualité de la glaise est bonne ,
„ & que la terre soit bien conduite ;
„ c'est-à-dire , si les champs sont
„ fermés , la luzerne & les turnipes
„ sémées à propos , c'est pour tou-
„ jours. Nous avons des terres ainsi
„ améliorées depuis 30 , 40 , 50 , &
„ même 60. ans , qui sont aussi fer-
„ tiles que celles qu'on a défrichées
„ depuis peu ; il n'y a eu de la
„ différence que dans les six pre-
„ mières moissons , qui ont été réelle-
„ ment prodigieuses. Après tout , on
„ peut se procurer ce bénéfice en
„ faisant tous les trente ans la dé-
„ pense d'y répandre environ vingt
„ à trente charretées : elle est tou-
„ jours assurément bien payée.

„ J'ai dit qu'en général notre terre
„ est molle & profonde ; mais dans
„ la Partie Occidentale , elle est si
„ légère que c'est du pur sable. J'ai
„ oüi dire qu'elle n'étoit susceptible
„ d'aucune amélioration. Je n'en
„ sçai rien par moi-même : je suis
„ bien assuré seulement que je n'en
„ ai vû aucune où l'on l'ait tentée
„ en vain ; & j'en connois beau-
„ coup qui ont très-bien répondu
„ aux dépenses , quoiqu'on les eût
„ toujours regardées comme absolu-
„ ment stériles.

„ Nous avons une espèce de
„ glaise bleuâtre , extrêmement com-
„ pacte , & en général fort remplie
„ de pierres à chaux ; on dit com-
„ munément qu'elle n'est bonne à
„ rien , parcequ'elle reste en motte ,
„ & que ne se brisant jamais , elle
„ ne s'incorpore pas avec le sol où
„ elle est déposée. Tant d'honnêtes

„ gens m'ont assuré qu'on avoit en-
„ vain essayé de l'employer dans ces
„ terres sabloneuses dont je parle ,
„ que je suis obligé de le croire.
„ Ils prétendent qu'à la longue elle
„ s'est enfoncée dans la terre par sa
„ propre pésanteur , sans lui avoir
„ procuré la moindre fécondité. Avec
„ tout cela j'ai de la peine à me
„ persuader qu'une partie ne se soit
„ pas desséchée & reduite en pouf-
„ sière. J'en ai bien observé moi-
„ même qui restoit ainsi pendant
„ des années sur la terre sans se di-
„ viser ; mais je faisois alors cette
„ réflexion , dont conviennent unan-
„ nimement tous les habiles Culti-
„ vateurs , que pour améliorer , il faut
„ labourer avec art.

„ La plupart des glaïses employées
„ aux améliorations , excepté les blan-
„ ches , sont mêlées de petites pier-
„ res à chaux , qui échauffent sans
„ doute

„ doute les terres froides , où j'ai vû
„ opérer les mêmes effets que si les
„ terres eussent été chaudes. Dans ces
„ dernières elles retiennent l'humidi-
„ té , ce qui est très-convenable à nos
„ terres molles ; car , autant qu'elles
„ sont fertiles dans les années mouil-
„ lées , autant elles se comportent
„ mal dans les sécheresses. C'est une
„ chose rare en Angleterre que ces
„ années-là ; on en voit au plus une
„ sur dix : mais lorsqu'au printemps
„ seulement la saison semble se met-
„ tre au sec , le sol de nos campagnes
„ s'échauffe d'une manière étonnante ,
„ & elles dépérissent plus que d'autres
„ qui ne valent pas la moitié autant.

„ Le transport de cent-vingt char-
„ retées de glaise nous coûte environ
„ 1. liv. 4. sols sterlins. (28. liv. 14.
„ sols tournois.) La dépense de les
„ bêcher , de les charger , & de les
„ répandre , va au même prix. Ainsi

158 *Les intérêts de la France*

„ 80. charretées par acre , nous coûtent 1. liv. 12. sols sterlins. (38. liv. 12. sols tournois.) Avec les fraix de clôture & autres , il faut compter 2. liv. sterlins. (47. liv. tournois.) Nos revenus augmentent de 4. sols sterlins par acre ; (4. liv. 14. sols tournois ,) ainsi nos avances nous rentrent sur le pied de 10. pour 100. Cet intérêt paroîtra peut-être médiocre dans d'autres parties du monde : mais en Angleterre c'est la meilleure méthode de faire valoir son argent ; car les terres se vendent rarement au denier vingt , & communément fort au-dessus ; sans compter les charges & les réparations.

„ Ce changement est un des plus utiles qui se soient faits dans cette Province : mais , une chose bien remarquable , c'est que tandis que l'Agriculture nouvelle a enrichi les con-

„ trées les plus pauvres & les plus
„ éloignées de la Capitale ; ce qu'on
„ appelloit les riches terres d'Angle-
„ terre , a diminué de valeur , par le
„ moyen des prairies artificielles. Nous
„ cueillons du froment dans de mil-
„ lions d'acres qu'on croyoit stérili-
„ les. A l'aide des turnipes , nous
„ engraissons , dans toutes les saisons,
„ une quantité de bétail , aussi heu-
„ reusement que dans les meilleurs
„ pâtages ; la luzerne , la trefle , le
„ sain-foin ont doublé la quantité
„ de nos fourages. Enfin , tandis
„ que toutes choses haussent de
„ prix , les rentes seules des prairies
„ naturelles & des terres à froment
„ ont baissé.

„ C'est une observation très-judi-
„ cieuse que celle de Mr. Elliot ,
„ lorsqu'il dit dans ses Essais , qu'a-
„ près les Guerres Civiles , rien ne
„ contribua plus au prompt rétablif-

» sement de l'Angleterre , que l'usage
» introduit alors des prairies artifi-
» cielles. Mr. Hartlib vanta & pu-
» blia le premier cette méthode de
» améliorer les terres. Il vecut assez
» pour en voir des grands succès ;
» mais il est rare que ces sortes d'ex-
» périences deviennent générales en
» peu de tems.

» Depuis cinquante ans l'Agricul-
» ture est réformée sans doute ; mais
» ce n'est que depuis les dernières
» années que nous en ressentons les
» effets surprenans.

» Autrefois nous n'exportions point
» du froment , & même la Pologne
» nous approvisionnoit souvent ; nous
» sommes devenus le grenier de l'Eu-
» rope le plus abondant.

» Les biens , depuis cinquante ans,
» ont augmenté d'un tiers en sus en
» valeur , au moins ; les prairies natu-
» relles seules & les pâtures ont baissé

„ d'un tiers & baissent chaque jour.
„ Le prix du foin est considérable-
„ ment diminué , quoique la con-
„ sommation s'en soit fort accruë.

„ Le prix du pain est diminué ,
„ malgré la gratification sur la sortie
„ des grains. Enfin , pour juger de
„ la richesse de nos récoltes , il suf-
„ fit de faire attention , qu'en une
„ seule année , l'Etat a payé un mil-
„ lion sterlin en gratifications , & que ,
„ pendant plusieurs années de suite
„ cette dépense n'a pas été moindre.
„ Nous devons ce succès à la nou-
„ velle Agriculture , c'est-à-dire aux
„ prairies artificielles ; mais principa-
„ lement à la luzerne & aux tur-
„ nipes. La luzerne est sans contré-
„ dit la plus avantageuse de ces
„ prairies artificielles ; mais , dans des
„ sols particuliers, les autres ont mieux
„ réussi , comme le sain-foin dans
„ les terres sèches & qui n'ont point

» de fond. Je ne vois pas qu'on ait
» eu une confiance si générale dans
» les turnipes , excepté dans la Pro-
» vince de Nortfolk & dans les can-
» tons Adjacens ; cependant l'usa-
» ge en est connu dans tout le Ro-
» yaume , où il est plus ou moins
» commun , selon les endroits. C'est
» un fourage excellent pour les trou-
» peaux , pendant l'hyver , & une
» prairie pendant l'été : ils réussissent
» à merveille dans une terre pro-
» fonde , quoique légère , & même
» la plus légère , si elle est entretenüe ;
» enfin , depuis que nos champs sont
» enclos ; que nous joignons réguliè-
» ment une récolte de froment à une
» trefle , ou de luzerne , & cela , le
» plus souvent dans des' endroits qui
» auparavant ne produisoient ordi-
» nairement rien , nos Fermiers tirent
» cinq fois plus de leurs terres qu'ils
» n'avoient jamais fait.

„ Nous avons dans cette Province
„ au moins vingt - mille acres de
„ terre à froment , cultivées depuis
„ quelques années , qui ne l'étoient
„ point du tout auparavant ; sans
„ compter que les autres terres qui
„ l'étoient , ne rapportoient pas la
„ moitié d'à présent. Encore nos dé-
„ penfes sont - elles moins grandes
„ que partout ailleurs : nous ne la-
„ bourons & ne herfons qu'une fois.
„ Il faut avoier que c'est à l'usage
„ de la glaife que nous sommes ré-
„ dévables de la fécondité de nos
„ terres , &c.

Mais fi on remonte à la première cause de cette nouvelle méthode qui a augmenté en général les productions de la terre en Angleterre , on la trouve dans la sage politique d'une gratification établie en 1689. par Acte du Parlement , pour l'exportation de ses propres grains. Au lieu

que , dans les autres Etats , les particuliers payoient au Gouvernement pour leur sortie , celui-ci , au contraire , paya les particuliers.

Tous les moyens ordinaires , pratiqués jusqu'alors pour augmenter les productions de la terre , avoient été superflus , ou au moins peu utiles.

Avant cette époque , l'Agriculture d'Angleterre étoit au rang des médiocres de l'Europe.

Tant que cette Monarchie ne pensa qu'à sa propre subsistance , elle se trouva presque toujours au-dessous de ses besoins ; le plus souvent obligée d'avoir recours à l'étranger pour compléter ceux de la nation ; mais lorsqu'elle fit de son Agriculture un objet de Commerce , la culture de ses terres devint une des plus abondantes de l'Europe.

Sans ce coup d'Etat, le mieux com-

biné de tous ceux qui ont encore paru dans la politique moderne , l'Angleterre n'auroit jamais sémé que pour elle-même ; car , qu'auroit-elle fait du surplus de ses grains ? La gratification seule pouvoit lui en assurer la vente dans les pays étrangers ; & par-là , être la source unique de l'augmentation de ses récoltes.

On objecta contre ce système , (car il y a toujours dans les Etats des gens qui ne voyent que, le mauvais côté des Réglémens,) que, donner une gratification pour l'exportation des grains , c'étoit tenir en Angleterre leur prix plus haut qu'il ne seroit sans cela , & le donner à l'étranger au-dessous même du prix de ses propres marchés ; ce qui diminueroit le prix de la main d'œuvre des autres nations , & augmenteroit celui de la sienne.

Il a été suffisamment prouvé par

la comparaison du prix des grains ; avant la gratification , avec celui d'après , que le bled n'a point augmenté en Angleterre.

Mais quand cela eût réellement formé un inconvénient ; de quel poids pouvoit-il être mis dans la balance des avantages ? Comme , par exemple , celui d'empêcher que l'Agriculture de ses voisins ne devînt florissante ; réduire la plûpart de leurs terres en friche ; diminuer la classe de leurs laboureurs ; en un mot , faire tomber leurs Gouvernemens dans un étar précaire , en leur ôtant les moyens de subsister par eux-mêmes.

Qu'on combine tous les moyens que cette Monarchie a mis en usage , depuis un siècle , pour former sa puissance , & on trouvera que c'est à celui-ci qu'elle doit particulièrement son élévation.

Les avantages qu'elle a reçu de

sa gratification ne peuvent se dissimuler ; la face de l'Angleterre en a été entièrement changée. Ce n'est que depuis cette époque qu'elle a joué un premier rôle , & qu'elle a figuré avec les plus grandes Puissances de l'Europe.

Ce ne sera qu'en adoptant son système de gratifications , que notre Agriculture pourra jamais figurer à côté de la sienne.

Non-seulement l'augmentation de nos richesses le demande ; mais notre système politique lui-même l'exige.

Il n'est pas bien aisé de déterminer le point fixe , chez nous , de cette gratification.

Le bénéfice de celle d'Angleterre , établie depuis 66. ans , qui a déjà rempli son objet , lui donne déjà un grand avantage sur nous.

Elle y a défriché un plus grand nom-

bre de terres dans ce Royaume qu'on n'en défriché en France , proportion gardée des deux continens ; elle y a diminué la somme générale du travail , tandis qu'elle y multiplie celle des laboureurs ; elle a placé les habitans dans une proportion de distance favorable à la culture ; elle a mis comme des gradations locales dans la population générale ; elle a donné de l'aisance aux Coulons & aux Fermiers , qui , depuis , ont trouvé dans elle des moyens continuels de réparer leurs terres ; elle a rendu , par l'émulation générale qu'elle a répandu , les pratiques d'Agriculture moins composées & plus profitables ; elle a formé des canaux de communication dans l'Etat ; elle a multiplié sur mer le nombre des vaisseaux , & diminué le prix des transports pour l'étranger , &c.

D'ailleurs

D'ailleurs , l'exportation de nos grains multipliée par celle des Anglois , feroit tomber aujourd'hui dans les marchés étrangers le prix des uns & des autres ; diminution que les avantages que l'Angleterre à déjà sur nous la mettroit mieux en état de supporter.

C'est sur routes ces combinaisons que la gratification doit être établie.

Il faut sans doute que l'Etat politique , dans cette occasion, sacrifie beaucoup à l'économique.

Sans cette gratification qui assureroit la vente de cette denrée à nos laboureurs , nos récoltes ne produiront jamais que pour la subsistance d'une année : Or , une Nation qui vit ainsi au jour la journée , est dans un état précaire. Une Guerre , une augmentation des Troupes étrangères , le dérangement seul d'une saison , peuvent lui causer facilement la famine.

Quelques Auteurs économiques prétendent qu'une gratification accordée à l'exportation de nos grains ne seroit point nécessaire ; qu'il suffiroit d'ouvrir tous nos ports à leur sortie.

Cela seroit peut-être exactement vrai , si la France , dans la concurrence de cette denrée avec l'Angleterre , n'avoit d'autres obstacles à surmonter avec elle que l'abondance de ses terres ; mais la préférence que cette Nation a scû lui faire acquérir dans tous les marchés de l'Europe , par la proportion géométrique que la gratification elle-même a mis dans tous les prix des grains , leur assure le débit des siens , au préjudice de ceux des autres peuples.

D'ailleurs , cette Nation qui , jusques à présent , n'a fait qu'une seule spéculation sur cette partie de son administration , parcequ'elle n'a point

été croisée dans la première , ne manquera pas d'en faire une seconde , lorsque nous voudrons nous mettre sur le rang de concurrence avec elle.

Elle augmentera , s'il le faut , le prix de cette exportation , quoique déjà très-considérable.

Le Parlement a scû comprendre il y a long-tems , qu'à quel taux qu'on mette les gratifications qui favorisent les exportations des denrées de la Nation , leur charge est chimérique , & l'avantage réel pour l'Etat ; au lieu que la plûpart de nos Ministres sont encore à démêler les principes de cette vérité.

Cette Nation s'est accoûtumée , depuis long-tems , aux avantages que lui procure cette exportation ; ce qui le lui a rendus nécessaires. Ils sont de vingt à vingt-cinq-millions tournois tous les ans. Son système po-

litique est monté aujourd'hui sur ce nouveau ressort. Nous devons donc nous attendre à lui voir faire tous ses efforts pour ne pas se voir dépouiller du profit considérable qui lui en revient.

On a beaucoup parlé de l'établissement des greniers publics. On a crû que ce système seul pouvoit remédier , chez nous , à tous les désordres de notre Agriculture , parce qu'on a supposé que leur approvisionnement pourroit suffire pour la subsistance entière de la Nation pendant trois ans , indépendamment des mauvaises récoltes.

Il est admirable qu'en France , où il manque communément du bled pour sa population , il s'y trouve des génies assez spéculatifs pour vouloir en emmagaziner d'abord 76. millions de septiers en tout grain ; car c'est ce qu'il en faudroit pour

la demi-subsistance de ses habitans pendant trois ans ; c'est - à - dire , pour suppléer à trois mauvaises récoltes.

Mais , en supposant que les grains de sable de la mer fussent tout d'un coup changés en froment , chez nous , & qu'on pût en mettre en magasin la mesure juste de nos besoins pendant trois ans ; ne seroit-ce pas toujours un grand préjudice pour l'Etat , qu'un fonds aussi considérable demeurât continuellement mort.

Je ne parle point des sommes énormes qu'il faudroit employer en bâties de greniers publics , fraix de transport , dépenses pour les versemens , Gardes-Magazins , Employés ; &c. ce qui , en évitant la famine , n'éviteroit jamais la cherté de cette denrée.

D'ailleurs , quoiqu'on en dise , nous

n'avons pas encore trouvé de secret infailible pour conserver le bled pendant plusieurs années , parceque cette conservation dépend beaucoup de la régularité ou irrégularité des saisons.

On ne prend jamais garde dans tous ces projets de spéculation , concernant notre subsistance , que pour recüeillir , il faut commencer par faire semer.

Suivant la position présente de l'Agriculture , la France n'a pas assez des terres cultivées en bled pour la subsistance de la Nation , au hazard d'une mauvaise récolte ; il faut que la moisson générale donne de trois & demi à quatre pour un , afin qu'il n'y ait point de disette dans quelque partie du Royaume.

Le meilleur magasin public doit être dans les bonnes maximes d'Etat & le génie cultivateur de la Nation.

Le système de la gratification est d'autant meilleur , qu'il ne forme aucun superflu dans l'Etat ; car , si la récolte est abondante , on est sûr par ce moyen de vendre le surplus à l'étranger ; si , au contraire , elle est médiocre ; comme elle composoit celle de plusieurs peuples , ce qui a échappé à l'inclémence des saisons suffit toujours pour les besoins de la Nation , &c.

Mais il faut que des Réglémens préliminaires servent de préparation à toutes nos opérations sur la culture des terres.

A quoi serviroit une Chambre ou Conseil d'Agriculture en France , lorsque le fort de la population pourra toujours se porter vers un certain point du Royaume , & qu'il laissera le reste du continent dénué d'habitans ? Cette Chambre pourra bien suppléer au défaut des Loix qui y

manquent ; mais elle ne sçauroit suppléer au défaut des hommes.

De quel secours sera ce nouvel établissement , lorsque mille particuliers pourront posséder , chez nous , dix-millions d'arpens de terre ; tandis que deux millions d'autres n'en posséderont pas mille ?

Que le Clergé Séculier & Régulier engloutiront tous les biens fonds de l'Etat ?

Que les substitutions feront passer , pendant une suite non interrompue de siècles , des continens entiers aux mêmes branches de familles ?

Que les Droits Seigneuriaux & de Directe feront que les Propriétaires trouveront que c'est de leur intérêt personnel de ne pas améliorer les terres ?

Que les taxes exorbitantes , injustes , ou tout au moins mal assises , porteront le pauvre laboureur à abandonner la culture ?

Que l'établissement des tontines , ou rentes viagères , feront , qu'avec trois-mille livres de capital , nos ménagers trouveront le moyen de vivre toute leur vie fans rien faire ?

Que le gros des richesses de la Monarchie sera ramassé dans une seule Ville , tandis que l'Agriculture du reste de l'Etat en sera privée ?

Que tout , chez nous , sera militaire ; que le trentième de la Nation portera les armes ; que le gros de nos laboureurs sera enrégimenté ; que la plûpart de nos ménagers seront soldats ?

Il ne fera jamais possible à une Chambre d'Agriculture , ni à tout autre moyen que l'Etat pourra employer pour améliorer la culture , d'y réüssir , lorsque le Gouvernement ne sera point le maître de l'emploi du tems de ses sujets.

Que le système des Fermes-Géné-

rales multipliera à l'infini la classe des Employés , aux dépens de celle de nos laboureurs.

Que nos Arts & nos Manufactures feroient elles-mêmes la première cause de l'anéantissement de notre Agriculture.

Que nos premiers Seigneurs du Royaume passeroient leur vie à la Cour , notre Noblesse la plus distinguée à la Ville , & généralement tous nos Gentilshommes à l'Armée sans s'embarasser de leurs biens.

Que nos Provinces seroient dirigées par des Intendans qui ignorent jusqu'au nom d'Agriculture.

Que nos Villes seroient remplies de mendians , tandis que nos campagnes manquent de laboureurs.

Que la Monarchie n'aura point de communication intérieure pour le transport de nos grains.

Que le luxe dépeuplera nos campagnes de ménagers , pour remplir

nos Capitales de laquais , coureurs , valets-de-pied , valets-de-chambre , cochers , palfréniers , picqueurs , per-ruquiers , tailleurs , caffétiers , limonadiers , aubergistes , décroteurs , gargotiers , &c.

Il faut commencer par diminuer le nombre des Provinciaux qui habitent Paris.

Il y a près de cent-mille étrangers qui font leur résidence dans cette Capitale ; c'est-à-dire cent-mille François qui ont quitté d'autres Villes , Villages , Bourgs , Hameaux de différentes parties du Royaume , pour établir leur domicile dans cette Ville.

L'effet de cette mauvaise économie locale des hommes , tend à augmenter le prix des denrées dans une partie de l'Etat , & à diminuer la consommation dans les autres.

Ce tas prodigieux d'hommes rassemblés dans un même lieu , affoiblit l'activité de la culture générale des terres.

Il n'y a que les environs de nos principales Villes qui s'en ressentent ; la plûpart des autres cantons de l'Eat demeurent en friche.

Ces cent - mille sujets , répandus géométriquement dans les différens districts du Royaume , en feroient vivre , par l'Agriculture , cent-mille autres , qui , à leur tour , fourniroient des moyens de subsistance à un pareil nombre de manufacturiers ; & ainsi du reste.

On peut dire le même des autres Capitales de Province qui , en retirant chez elles trop de ménagers , ont fait panacher tout d'un côté , la population locale de la France.

Des vûës de Commerce ont souvent

vent porté notre Gouvernement à dégarnir ces Villes de vagabonds & gens sans aveu , pour augmenter nos Colonies de l'Amérique. Un autre objet plus pressant se présentoit , sans sortir de l'Etat , qui étoit d'envoyer des Colonies à nos laboureurs , c'est-à-dire , peupler les campagnes de la France qui , dans certains cantons , sont trop dégarnies d'habitans.

Quoiqu'il en soit , une Loi qui deffendrait à tout étranger , je veux dire à tout François qui ne seroit pas né dans Paris , d'y' fixer sa résidence , sans une permission expresse du Gouvernement , seroit très utile à l'Agriculture générale.

Par l'établissement d'une telle Loi , une infinité de gens de Province qui passent leur vie dans l'oisiveté de cette Capitale , fixés dans leur premier domicile , deviendroient de

Q

bons ménagers, dont le srevenus augmentant tous les ans , enrichiroient l'Etat dans la proportion de ces nouvelles aïssances particulières.

Mais , pour remettre notre population dans la proportion locale où elle étoit avant que Paris fût devenu le monde de la France , il faudroit en bannir les Manufactures , au lieu de les y encourager , au contraire , par toutes sortes de moyens.

L'Etat y gagneroit considérablement ; car , la main d'œuvre qui est à meilleur marché dans le reste du Royaume , en augmentant la consommation générale de ces Manufactures , augmenteroit nécessairement le produit de nos terres.

Par le même esprit , en éloigner les Academies , les Universités , les Ecôles publiques , &c. qui attirent à elles un grand

nombre de Provinciaux à Paris ,
& qui les y fixent à la fin.

Quel avantage en revient-il à l'E-
tat que ces établissemens soient
plutôt dans cette Capitale que dans
d'autres petites Villes du Royaume ?
N'est-ce pas , au contraire , comme
nous le venons de dire , ce qui dé-
peuple celles-ci ?

On alléguera les encouragemens
que le Gouvernement leur fournit ;
mais , il peut également leur faire
sentir les effets de sa bien-veillance
dans toutes les autres parties du
Royaume.

S'il y a un homme de genie dans
nos Provinces , ces Académies l'at-
tirent d'abord à Paris , & presque
toujours il s'y établit.

Tous les beaux Esprits Provinciaux
doivent au moins un Tribut de
curiosité à cette Capitale , mais
qui ne se borne pas toujours-là ;

le plus grand nombre y fixent leur demeure; ce qui prive leurs Provinces des secours qu'elles étoient naturellement en droit d'en attendre. Pourquoi, ne pas destiner, au contraire, certaines Villes du Royaume les plus dépeuplées, pour ces Universités & Ecôles royales?

Cela remettrait en partie l'équilibre de notre Population; & rendrait florissante l'Agriculture dans plusieurs districts où elle est languissante faute de Consommateurs.

Lisbonne & Venise ont adopté ce système dont elles se trouvent fort-bien.

La dépendance de tous nos Parlemens de France de celui de Paris, est une autre source inépuisable de l'augmentation des Sujets Provinciaux dans cette Capitale qu'elle peuple continuellement d'un monde de Plaideurs, au préjudice

de la consommation des denrées de toutes les autres parties du Royaume.

Le droit que les prérogatives de ce Tribunal donne à tout Particulier de s'appeller à lui en dernier ressort , ne fait qu'augmenter les jugemens , enrichir plus d'Avocats, & ruïner un plus grand nombre de Particuliers.

Il seroit peut-être tems que le Parlement de Paris lui-même , en faveur de la République , sacrifiant ce privilège incontestable au bien général de l'Etat , déclarât toutes les Chambres du Royaume habiles à juger , chacune respectivement à son département , toutes les affaires en dernier ressort.

Je n'ignore point les objections qu'on peut faire contre cette proposition. Des esprits prévenus en faveur de ce Corps respectable , ne

manqueront point de trouver la ruine totale de la Monarchie dans cette seule réforme. Mais , plus d'espérance de voir finir les abus chez nous , lorsque les principaux Tribunaux ne voudront point prendre sur eux-mêmes en faveur de la Cause commune.

*Empêcher les grands Propriétaires de
faire des nouvelles acquisitions en
Terres.*

La réunion des biens séculiers au domaine de l'Eglise , a paru d'une conséquence si évidente , que l'Etat résolut d'en arrêter les effets par un Arrêt qui défendoit aux gens de main-morte de faire de nouvelles acquisitions. Le sage conseil qui le dicta, auroit dû faire encore un pas , c'est-à-dire, étendre l'Ordonnance jusques aux grands Propriétaires des terres , leur défendant d'en acqué-

rir de nouvelles à prix d'argent.

On n'a pris garde qu'à l'augmentation des biens de main-morte du Clergé, & on n'a point fait attention à celle que les Sujets Laïques établissent tous les jours chez-nous ; car , quel autre nom peut-on donner à ces acquisitions immenses , faites à prix d'argent , & établies ensuite en substitutions.

Nous l'avons déjà dit : on trouve en France des Particuliers qui jouissent en propriété de Provinces entières , tandis qu'on en remarque qui ne possèdent pas un seul pouce de terre.

La plupart de nos laboureurs sont devenus des mercenaires , qui font valoir les terres d'autrui , & qui , par conséquent , n'ont aucun intérêt personnel que leur travail fructifie : ils ne voyent rien au-delà de leur salaire.

Règle générale : le fonds d'un Etat, rend toujours moins en proportion de la moindre quantité de Propriétaires qui le possèdent.

Ces grandes réünions qui , établies en substitutions , contiennent les portions de terre de quatre ou cinq-cents autres Citoyens , relativement à l'étenduë de notre continent , diminuent les effets de l'activité générale.

La République y perd toutes les valeurs que cinq - cents industries particulières lui auroient donné , comparées à une seule.

L'unique remède seroit donc , ainsi qu'il vient d'être dit , d'étendre l'Ordonnance du Clergé aux grands Propriétaires des fonds de terre, c'est-à-dire, de les empêcher de faire des nouvelles acquisitions à prix d'argent.

Se roidir contre les représentations des gens d'Eglise , qui demandent continuellement , sous différens prétextes , la permission de faire de nouvelles acquisitions.

Il ne manque à la sage ordonnance établie pour empêcher le Clergé d'engloutir tous les fonds du Royaume , que d'opposer une ferme résistance à ses persuasions.

Jusques ici l'Arrêt a été assez sans effet. Depuis qu'il a été rendu , une infinité de Communautés ont fait plusieurs grandes acquisitions , sous différens prétextes , avec l'agrément de la Cour.

Une seule réflexion suffiroit pour garantir nos Rois , ou nos Ministres du doute où les Mémoires qu'on leur adresse les jette ; c'est-à-dire , que plusieurs de ces Communautés ,

sur le pied de leur Fondation , n'ont pas de quoi vivre , sans y joindre des nouveaux Domaines.

Suivant le calcul qui a été fait plusieurs fois du revenu du Clergé Séculier & Régulier , combiné par le nombre de ceux qui le composent , il s'est trouvé que la somme totale , en forme une particulière de trois-cent livres , où environ , pour chacun de ses Membres. Or , on sçait assez que le Clergé , pris en Corps , se rend solidaire de la subsistance générale de ses Membres. Les Communautés qui n'ont pas assez de revenu, en prenant, pour l'ordinaire, sur celles qui en ont trop. Il faut considérer tous les Conventistes comme des enfans d'une même famille; il faut qu'ils vivent sur le produit d'un grand Domaine, dont le revenu se partage entre eux. L'emplacement des Maisons Religieuses peut bien être

quelquefois un obstacle pour empêcher qu'elles ne jouissent d'un grand superflu ; mais , jamais pour les priver du nécessaire.

Accorder plus facilement le dénombrement & la vente des biens substitués.

A n'envisager que le point de vûë du Législateur , dans le système des substitutions , on peut dire qu'il est bon en lui , & convenable peut-être à la constitution du Gouvernement Monarchique. L'Etat trouve en lui dans le besoin , des grandes ressources. La Couronne acquiert par-là comme des nouveaux degrés de sûreté ; car , les grands Propriétaires de terres ayant beaucoup à perdre , sont intéressés personnellement à maintenir le système de l'Etat.

Les grands biens de l'Eglise , que

possèdent les Seigneurs de l'Angleterre , seront toujours un des plus grands obstacles que le Prétendant trouvera pour remonter sur le Trône de ses Ancêtres.

D'ailleurs , le système des substitutions est fondé sur la Nature. C'est une Loi que chaque Propriétaire apporte en naissant ; un droit acquis à chaque Possesseur de se perpétuer , par son héritage, dans la personne de ses Descendans , &c.

On peut peut-être encore alléguer, en faveur des substitutions , que le Gouvernement s'est moulé insensiblement sur elles , & que la Monarchie appuie aujourd'hui directement sur ce système , &c.

Mais , lorsqu'on se fera une loi de n'envisager les substitutions que par leur bel endroit , on n'en apercevra jamais les défauts , & par conséquent , l'abus restera toujours.

Règle

Règle générale : il n'y a aucun avantage dans le système économique, qui ne soit balancé par quelque désavantage. C'est au Législateur à combiner les uns par les autres.

D'une distribution moins inégale & plus circulaire des terres, naîtroit une plus grande quantité de productions : voilà d'abord une richesse réelle ; or, l'Etat ne sçauroit être plus riche, sans que le corps des Particuliers ne s'en ressente, & , conséquemment, la République n'acquiesce des nouvelles forces.

Si trente millions d'arpens de terre en quarré, substitués, & qui sont entre les mains aujourd'hui de deux ou trois mille Sujets, devenant libres, se divisoient insensiblement entre deux ou trois millions de Particuliers, il est certain que la France augmenteroit par-là

les richesses générales. Ce partage , mieux proportionné à notre population , mettant plus d'égalité dans les richesses meubles & immeubles , donneroit plus d'activité à la Nation. Ce ne seroit plus une partie des Sujets ; ce ne seroit plus quelques Branches aînées qui veilleroient à la conservation de l'Etat ; ce seroit les Corps général de la Nation lui-même.

On sent d'abord combien la Monarchie pourroit par-là acquérir de degrés de nouvelles forces.

Eteindre une infinité de droits de Directe mal fondés.

Les droits de Directe forment aujourd'hui un labyrinthe dont notre Gouvernement a perdu le fil. La plupart des Particuliers qui les exigent , n'ont d'autre titre à produire

Si ce n'est que leur Ancêtres les ont perçus. Sans doute que l'établissement du droit fut d'abord utile à l'Agriculture ; mais il est certain qu'aujourd'hui il lui est onereux ; la taxe qui a toujours augmenté , est devenuë un impôt trop pèsant , qui à découragé la culture des terres.

2. Lors de l'établissement des directes, les Peuples n'étoient point chargés de cette foule d'impôts que les besoins du tems ont exigé depuis ; ce qui , joint à ceux des directes , les a accablés.

3. Les ameliorations & réparations des terres , (ainsi qu'il a été dit ,) étant plus directes au Seigneur de la directe qu'au Propriétaire , on les laisse déperir.

Ce n'est point ici l'endroit de traiter cette matière , dont les conséquences , prises dans toute leur étendue , sont d'un préjudice notable à

la culture générale. Pour remédier à cet inconvénient , il ne reste d'autre moyen que d'établir des Chambres Ar dentes dans chaque Province , pour anéantir les directes qui sont perçues abusivement , & adoucir le poids des légitimes.

*Diminuer les Taxes sur les Ménagers
& Laboureurs.*

C'est , dit-on , les terres qui payent les taxes : ce système est vrai ; mais il ne l'est pas moins que leur poids retombe toujours sur le Cultivateur ; car s'il est possesseur , la taxe qui augmente le prix des denrées , diminue la consommation ; s'il n'est que Fermier , il paye de son travail la portion de la taxe que le Propriétaire a avancé au Roi pour lui. En un mot , tout bien considéré , c'est toujours la somme du travail que l'on taxe.

Enfin , qu'on subtilise tant qu'on voudra sur cette matière ; que la manie de dire du nouveau, ait fait avancer, à la honte de l'humanité & de la charité Chrétienne, que pour rendre notre culture florissante , il faut que le Payfan , chez nous , soit accablé ; que l'on combine jusques au danger de l'aisance , & du bien être du Laboureur ; que l'on cite tant qu'on voudra de Provinces qui rendent plus depuis qu'on les a chargées d'avantage ; il sera toujours exactement vrai que la grandeur des taxes augmentant le prix des denrées , diminuë les consommations ; ce qui met des bornes à l'Agriculture , & à la population , &c.

Il est étonnant que la Politique elle même n'ait pas encore appris aux Souverains de l'Europe à connoître leurs véritables intérêts , & que la maladie des Impôts l'emporte tou-

jours sur le système même de leur propre agrandissement. On diroit qu'ils font tous leurs efforts pour éviter d'arriver à cette puissance où il semble d'ailleurs que toutes leurs démarches tendent.

Il est bien clair que c'est de la richesse de la Monarchie que dépend celle du Monarque. Cette richesse ne vient que des productions de la Terre ; or , tout ce qui met des bornes à celles-ci , diminuë nécessairement la fortune du Prince.

Il faut que les Terres payent les charges de l'Etat ; mais il faut aussi que l'Etat s'accommode aux productions de la terre ; c'est de cette combinaison que dépend tout l'édifice de l'Agriculture pratique. Il faut que ce soient toutes les terres , & non quelques terres qui payent. Il ne doit point y avoir de sujets privilégiés , parce que l'Etat veillant à la sûreté de tous , il est juste que tous con-

tribüent également aux charges de l'Etat; ce sont les biens nobles chez nous qui détruisent les roturiers , parce que le plus fort de la taxe qui retombe sur ceux-ci , diminuë leur culture dans la proportion de l'inégalité de la taxe. Enfin, qu'on calcule , qu'on combine , qu'on crée tous les jours des nouveaux systêmes d'Agrandissement , l'Agriculture ne fleurira jamais chez nous qu'après avoir établi une proportion Géométrique dans les taxes , relative à la production des terres.

Jusques au moment de cette opération , la Monarchie sera toujours dans un état naturel de foiblesse.

Défendre aux Communautés , Maisons de Ville , Hôpitaux , Confréries , Seigneurs , Gentilhommes, de recevoir des sommes pour être constituées en rentes viagères , ou autres , &c.

C'est de la somme du travail général , que dépend la richesse de la

République. Les Etats ne prennent un rang supérieur les uns sur les autres , que dans la proportion des progrès de cette somme. C'est-elle qui décide de leur grandeur , ou de leur anéantissement : l'attention du Ministère doit donc plus porter sur cette partie , que sur toutes les autres de l'Administration.

Mais nous verrons toujours cette somme diminuer chez nous lorsque nous laisserons tant de portes ouvertes à l'oisiveté.

Le système de rentes viagères & autres , qui s'accroît tous les jours en France , croise les bras à une infinité de Citoyens qui , sans lui , s'adonneroient à un travail dont le produit seroit au profit de l'Etat. Un Rentier est non-seulement inutile à la République , mais il lui est même à charge , parce que sa subsistance est prise sur l'industrie des autres sujets.

Le remède unique est , d'abolir ces rentes , dont l'effet tend à augmenter le nombre de Gens oisifs , & à diminuer considérablement la culture des terres. Ce n'est point à nous à en indiquer les moyens ; ils doivent naître de la nécessité politique de l'abolition. Sans doute qu'on les trouvera impraticables si on n'envisage que les intérêts des particuliers ; mais la difficulté disparaîtra à mesure qu'on envisagera cette reforme du côté du bien général.

*Donner plus de circulation à l'Or , &
à l'Argent.*

Tandis que la masse générale des richesses , chez nous , sera rassemblée dans un même lieu ; qu'une seule Ville , ou seulement quelques Villes les posséderont presque en entier ; quel espoir pourrons - nous jamais

avoir que notre Agriculture devienne florissante ? En France , l'or & l'argent perdent en partie leur qualité de signes. Leur masse générale ne représente pas celle des denrées , parce que leur distribution locale n'est point relative aux productions de la Terre. Ces métaux représentent trop dans certains Cantons du Royaume , & ne représentent pas assez dans d'autres.

Nous avons des Provinces en France qui , avec deux millions d'Arpens de terre en quarré ne possèdent pas originairement une somme monoyée de douze cent mille francs ; tandis que d'autres , qui n'en ont pas cinq-cent-mille , jouissent de cinq-cent-millions.

On sent d'abord combien cette disproportion doit être défavorable à la culture générale de nos terres.

Qu'on ramasse tant qu'on voudra

des raisonnemens compliqués sur cette matière , il faudra , après bien de débats , en venir à un fait démontré par , l'expérience : sçavoir, que les terres sont toujours cultivées en raison de la masse de l'or & de l'argent que chaque canton possède.

Tout le monde sçait que nos Provinces pauvres en espèces , celles qui possèdent le moins de ces métaux , donnent moins de productions d'ailleurs , toutes proportions gardées , que celles qui en possèdent d'avantage. L'aisance publique dépend de l'activité de la circulation des denrées ; cette circulation est active en raison de la répartition proportionnelle de la masse des métaux.

Ainsi on peut hardiment conclure que , tandis que cette disproportion locale des richesses existera en France , l'Agriculture générale y sera dans un état précaire , en proportion de l'inégalité des richesses.

Pour jeter donc le fondement d'une bonne culture , il faut commencer par détruire ce vice.

On n'y parviendra qu'en changeant un certain ordre des choses, & faisant plusieurs réformes dans notre administration générale : d'abord.

1. Abolir une infinité de privilèges, qui jettent les richesses de l'Etat tout d'un côté.

2. Dissoudre plusieurs grandes compagnies qui attirent continuellement à elles tout l'argent du Royaume.

3. Obliger cette foule de premiers Banquiers établis à Paris, qui par une suite de spéculations, se rendent maîtres du capital des espèces de la Monarchie, d'aller faire leur résidence dans les Provinces.

4. Fixer leur nombre dans chaque Capitale.

5. Eloigner de Paris les grandes Caisses.

6. Obliger tous les Gouverneurs de vivre dans leurs Provinces.

7. Donner ordre aux premiers Seigneurs de consommer leurs revenus dans leurs Terres.

8. Deffendre à la Noblesse de Province d'aller tous les ans dépenser son revenu à Paris.

9. S'opposer à l'établissement des manufactures dans cette Capitale.

10. Forcer les Millionnaires à aller habiter les Provinces pauvres du Royaume.

11. Pratiquer les mêmes réglemens à l'égard des autres Capitales de l'Etat, en proportion de leurs richesses locales, &c.

Diminuer les Troupes réglées, pour substituer à leur place une Milice, qui ne servît qu'en tems de Guerre.

On trouvera sans doute que c'est heurter de front la politique, que d'a-

vancer que nous avons trop de Troupes en France. Le préjugé, sur cette partie de notre administration, est reçu, & l'opinion formée. Ceux qui gouvernent l'Etat depuis un siècle, se sont accoutumés à ne voir la grandeur qu'au travers de nombreuses Armées.

C'est cependant cet état de force qui nous affoiblit. La paix, chez nous, ne fait jamais finir la guerre. Après la signature des traités, nos Laboureurs restent, comme auparavant, enrégimentés ; & par conséquent, nos terres toujours en friche. Du tems de calme, à celui des troubles, il n'y a d'autre différence que celle du bruit du canon ; des grandes Armées existent également sur pied, & accablent l'Etat, autant par les dépenses immenses qu'occasionne leur entretien, que par le vuide qu'elles causent à l'Agriculture.

La France, faute d'ennemis, est en guerre contre elle même. Les divisions qui s'élèvent en Europe la trouvent toujours en défaut ; nous ne sommes jamais préparés aux dépenses de guerre, parce que, en tems de paix, nous faisons toujours à peu près les mêmes dépenses.

Tandis que nos Ennemis respirent, & reprennent des nouvelles forces pour nous combattre, nous continuons dans l'agitation, ce qui nous conduit plutôt à l'abattement. On peut demander hardiment à la politique, ce que nous faisons, en tems de paix, de ces deux cent mille hommes que promettent continuellement nos Garnisons ?

On repondra sans doute, que la grandeur de l'Etat, la quantité de ses places fortes, & le nombre de ses Frontières les exigent. Mais la même réponse pourra servir pour tous les

Souverains. D'où vient donc qu'aucun Gouvernement de l'Europe, toute proportion gardée de grandeur & d'étenduë avec la France, n'entretient pas tant de Troupes qu'elle ? Que notre politique guerrière soit persuadée que la force seule peut repousser la force ; qu'elle mette toutes ses ressources dans le nombre de ses Armées, & celui de ses Arsénaux ; il est de fait que , si l'Etat réformoit une partie de ses Troupes réglées, pour substituer à la place un pareil nombre de Milices qui, sans quitter leurs domiciles, seroient employées, en tems de paix, à l'Agriculture, & pendant la guerre, à combattre les Ennemis de l'Etat ; la Monarchie, bien loin de s'affoiblir, aquerroit par là des nouveaux degrés de force.

Les avantages qui résulteroient de cette réforme seroient sans nombre.

1. Soixante mille hommes de plus,

employez à l'Agriculture, produiroient tous les ans une valeur de plusieurs millions à l'Etat.

2. Il seroit déchargé de la subsistance & de l'entretien de soixante mille hommes.

3. Huit à dix mille Gentilhommes Officiers , qui menent une vie oisive dans les garnisons , devenus Officiers de milice dans leurs Provinces , s'occuperoient à faire valoir leurs terres.

4. Les Provinces ne seroient point accablées par les frais d'ustenciles , logemens , & autres dégats que les Troupes réglées leur causent.

5. La Couronne épargneroit une quantité prodigieuse de pensions , que les Officiers qui ont quitté pendant vingt ans leur domicile pour parcourir les places , se croient toujours en droit de demander.

6. Il y auroit moins de Gentilhommes en France dans l'indigen-

ce : au lieu de cette foule de Chevaliers de Saint Louis , qui meurent honorablement de faim , nos Officiers deviendroient des riches ménagers.

7. L'Etat militaire feroit un corps moins à part. Il y auroit moins de distance en France qu'il n'y en a aujourd'hui , entre l'Officier & le Citoyen.

Si on allègue que des Milices ainsi délaissées dans les Provinces jusques à la guerre , formeroient des mauvaises Troupes , l'exemple de nos Grenadiers-Royaux , dans nos dernières campagnes , suffit pour détruire ce préjugé , communément reçu auparavant.

Personne n'ignore que nos Généraux leur réservoient presque tous les coups de main du premier ordre. Nous leur devons la réussite de plusieurs Sièges , & l'avantage remporté de quelques Batailles.

La gloire peut s'insinuër dans tous les cœurs ; le soldat mercenaire en est peut-être moins susceptible , que le Citoyen campagnard.

Quoiqu'il en soit , il y a si près , dans un jour d'action , d'un milicien qui vient de quitter la hotte , à un vieux militaire qui a monté la garde , & fait pendant vingt ans l'exercice , que l'avantage est presque insensible.

A la guerre le danger personnel fait naître dans tous les hommes une bravoure à peu près égale , & l'amour-propre , qui porte un chacun à s'y distinguer , acheve , pour m'exprimer ainsi , la nuance d'ardeur & de courage.

D'ailleurs , rien n'empêcheroit que ces milices ne fussent exercées les jours de Fête & de Dimanche dans chaque paroisse , &c.

Substituer des Etrangers dans les emplois subalternes des Fermes.

On aura beau écrire des mémoires contre les Fermes Royales , & établir des systèmes qui prouvent que l'Etat doit nécessairement périr par là : on aura beau crier de toutes parts contre les Fermiers ; ces traits ne feront que s'éteindre contre eux.

Les Maltotiers aujourd'hui sont à l'abri de toute atteinte; le coup est porté; l'affaire en est faite; ils ont saisi les revenus de la Couronne; toutes les richesses de l'Etat sont entre leurs mains.

Plus de retour ; pas même d'espérance que nos Rois soient jamais informés du désordre.

Les Traitans se sont emparés des premières avenues du Cabinet. Tous ceux qui environent le Souverain, ceux

qui parlent directement au Prince ,
sont à leurs gages.

La plûpart des hommes en place
ont un intérêt personnel de soutenir
les Fermiers.

Nos Ministres sont déroutés ; ils
ont perdu la clef des revenus de
la Monarchie ; il faudroit boulever-
ser l'Etat pour retrouver le fil de
l'ancien Gouvernement.

Depuis le contrat , nos Finances
ont pris un autre cours ; la percep-
tion des taxes , une autre route. Tou-
tes les branches particulières de l'ad-
ministration s'en sont ressenties , dans
la proportion de l'alteration survenue
dans leur principe.

Le génie de la Nation , qui suit
toujours la révolution des finances , a
changé ; notre population s'est moulée
sur ce nouveau système ; les principes
de notre Commerce ne sont plus les
mêmes ; ceux de notre industrie sont

différens ; nos troubles ont d'autres raisons ; nos guerres d'autres cause, &c.

En un mot, cette révolution générale en a causé une universelle dans toutes les parties de notre corps politique.

Dans le désordre présent des choses, il reste un moyen, je ne dis point pour corriger le mal, mais seulement pour l'empêcher d'augmenter ; je veux dire, de diminuër le nombre d'employés nationaux.

Il plaît à Mrs. les Fermiers Généraux de n'entendre, par le mot d'employez, que ceux qui retirent le salaire de la Compagnie, qui sont de vingt à vingt deux mille ; & lorsqu'ils ont prouvé par leur livres, que les Fermes n'employent que ce nombre de sujets, ils se croient en droit de refuter tous les mémoires qui paroissent.

Mais il est de fait , que quoi que les Fermes n'aient que vingt mille gagistes, elles ont près de deux cent mille employés , à étendre ce mot à tout ce qui a un rapport direct ou indirect avec elles.

Pour citer un exemple : Tous les Buralistes de Tabac ne sont point compris dans le nombre d'employés à salaire ; cependant , il n'est pas moins vrai que cette classe en forme une considérable. Chacun de ces Bureaux , dont le nombre , qui s'accroît tous les jours dans toutes les Villes du Royaume , est au-delà de la proportion relative des professions utiles , forme seul une famille d'employés ; de façon que, dans une Ville où il ya cent Bureaux , il y a ordinairement mille personnes employées à vendre du Tabac.

Chaque place , chaque quartier , chaque rue , chaque carfour a le sien.

On trouve toujours deux ou trois personnes dans chacun de ces Bureaux , qui , les bras croisés , attendent qu'on vienne acheter une once de Tabac.

Par l'oisiveté qui regne dans ces Bureaux , qu'un chacun à sous ses yeux dans sa Ville , multipliés par le nombre immense de ceux qui sont établis dans tout le Royaume , on peut juger , d'un premier coup d'œil , combien la somme des autres travaux nécessaires de la République , doit être diminuée.

Comme c'est le public , & non la Compagnie qui fait les frais de cet établissement , les Fermes voyent accroître leur nombre avec plaisir ; quand ce ne seroit que pour se rendre plus considérables dans le Royaume par un plus grand nombre de sujets qui leur sont attachez.

Mais la raison essentielle, est le profit.

fit exorbitant des Buralistes. Il suffit qu'une famille vende deux livres de tabac par jour , pour avoir de quoi subsister à son aise. Un Laboureur qui travaille la terre d'un soleil à l'autre , ne gagne pas le tiers de ce que le Buraliste , autour d'une table , fait dans une heure , en vendant du tabac.

Le nombre d'employés aggrégés ; les aspirans ; ceux qui obtiennent des survivances ; ceux qu'on révoque continuellement ; enfin tous les commis particuliers des Fermiers , leurs Intendants , leurs valets de chambre , leurs laquais , leurs coureurs , leur postillons ; leurs cochers : leurs palfreniers : tous ces gens-là n'ont point de paye de la compagnie ; cependant on peut les mettre au rang des employés , parce qu'ils vivent sur les Fermes.

La première réforme des Fermes,
T

puisqu'il n'est peut-être plus possible de les supprimer , doit donc porter , comme on vient de le dire , sur les employés.

Cette affaire est directement du ressort de l'administration , parce qu'elle regarde la somme générale du travail de la République , d'où dépend toujours la puissance de l'Etat.

Qu'une Monarchie régisse elle-même ses revenus , ou les mette en ferme , la chose , par elle-même , peut devenir indifférente ; mais , le plus ou le moins de sujets employés à cette Régie , est toujours un affaire d'Etat.

Tout dépend de la combinaison du nombre d'hommes employés dans les Fermes , ou Régie des revenus.

Il seroit d'abord indispensablement nécessaire d'éteindre une infinité de bureaux de Douane , qui sont répétés dans les différentes Provinces ; établissemens que la crainte seule des fraudes a formé.

On croit toujours donner une raison sans réplique , lorsque l'on dit que la Compagnie entend trop bien ses intérêts pour augmenter , sans nécessité , les frais de Régie ; & on suppose toujours ces bureaux nécessaires dès lors qu'elle les a établis.

Ce n'est point connoître l'esprit de ce corps , que de raisonner ainsi. Ces établissemens ne coûtent rien à la Compagnie ; car c'est sur le tableau des dépenses générales , qu'est établi le prix du vaut. Ce ne sont point les Fermiess qui payent ces bureaux de précaution ; c'est l'Etat.

La consommation annuelle du tabac , dans chaque Ville du Royaume , indique distinctement les bureaux qu'il conviendrait d'y laisser établis.

Si on compare le tems de l'oisiveté de nos buralistes , avec celui de leur travail , on trouvera , qu'a-

vec les deux tiers de moins de ce que nous en avons , il en resteroit suffisamment pour fournir à la consommation de cette denrée.

Mais le coup d'Etat le mieux frappé, & qui pourroit seul balancer le dommage que le système des Fermes cause à la Monarchie , seroit celui qui ordonneroit que tous ses Officiers subalternes , notamment tous les gardes des Doüanes & de tabac , fussent pris chez l'Etranger.

Ce changement seroit d'autant plus facile à faire , que nous sommes environnés d'Etats surchargés de peuples , qui ne demanderoient pas mieux que de devenir des employés.

La Suisse , par exemple , traiteroit volontiers avec la Compagnie , pour quinze mille hommes. Cette Nation est accoûtumée depuis long-tems à se vendre en détail à ceux qui veulent traiter avec elle pour de l'argent.

Je ne crois point qu'on objecte contre ce système, qu'il seroit dangereux d'accorder un corps de quinze mille Etrangers à la Compagnie. Les desseins de Maltotiers sont trop connus, pour que le Gouvernement en puisse jamais prendre ombrage. Ils n'en veulent qu'aux richesses : d'ailleurs la France a toujours deux-cens-mille hommes, même en tems de paix ; elle n'auroit donc rien à craindre des entreprises des Fermiers.

Il est superflu d'exposer ici aux yeux du Lecteur les avantages que ce changement dans les employés des Fermes, apporteroit à la Monarchie.

1. Quinze, où vingt mille sujets, n'ayant plus d'espérance de devenir des employés, s'adonneroient aux professions de premier besoin.

2. L'Agriculture aquerroit insen-

siblement de nouveaux Laboureurs.

3. L'équilibre se remettroit dans les classes des professions mécaniques.

4. La paye qu'on donneroit à ces nouveaux employés étrangers, ne feroit point de l'Etat ; leur subsistance l'y retiendrait.

5. Les Arts , l'Industrie , le Commerce , par l'augmentation de nouveaux bras , verroient croître leurs forces respectives.

6. L'Etat gagneroit tous les ans les valeurs auxquelles l'Industrie de ces nouveaux Artisans , ou Ménagers , donneroit naissance.

Porter une partie de nos Artisans à devenir Ménagers.

C'est de l'équilibre des Arts & Professions que dépend la puissance de l'Etat.

Il y a une correspondance dans toutes les classes , d'où dépend la force du corps politique. Si quelque-une de ces classes s'augmente au delà de sa proportion naturelle , cela ne peut être qu'aux dépens de quelque autre , qui dès lors , perdant sa vigueur , diminuë dans la même proportion la puissance de l'Etat.

La classe des Artisans , celle de ceux qui s'adonnent aux professions de seconde nécessité , excèdent de beaucoup celle de ceux de la profession de premier besoin. Je l'ai déjà dit : nos Villes sont remplies d'ouvriers , tandis que nos champs n'ont pas assez de Ménagers.

Il semble que l'équilibre est établi , dès lors que tous les sujets travaillent dans un état. Cependant , il est de fait qu'il n'existe point chez nous. Le travail de nos Artisans est moins relatif à notre Agriculture , qu'à celle des autres Nations.

La plus grande partie des premières matières que nous employons dans nos manufactures , ne sont point de notre crû ; elles nous viennent de l'Etranger. C'est à une combinaison , aussi mal entendue dans le principe de ses Arts , que bien dirigée dans l'exécution de leur établissement , que la France doit le désordre de son Agriculture.

L'avantage de la main d'œuvre , que nous payent les autres Nations , ne nous indemnise pas assez de la diminution des productions de la terre. Il ne falloit point s'écarter de ce principe : que les manufactures ne rendent un peuple véritablement riche , que lorsqu'elles sont fondées sur ses productions naturelles. Règle générale : l'Industrie devient elle-même préjudiciable à un Etat , lorsque son édifice a un autre fondement que celui de son Agriculture.

Après avoir marché bien avant dans la carrière des Arts , il nous reste à présent un pas à faire en arrière , c'est-à-dire , d'inviter une partie de nos Artisans à redevenir une autrefois ménagers. Je ne m'étendrai point sur les moyens ; les mêmes qui ont servi à leur faire abandonner les champs , peuvent être employés pour les y ramener.

Décharger nos Intendans de l'inspection de l'Agriculture.

La culture des terres devant être l'unique objet de ceux que le Gouvernement politique charge dans chaque Province de cette partie , il est absolument nécessaire que ceux à qui elle est confiée , ne soient point distraits par d'autres affaires. La vie de plusieurs hommes d'Etat , continuellement occupés , dans cha-

que département , de l'Agriculture ; suffiroit à peine pour la porter au degré de perfection dont elle peut être susceptible ; comment nos Intendans de Province , qui n'en font que l'accessoire de leur administration , pourroient-ils l'élever à ce point de perfection ? Ces hommes sont trop occupés d'autres choses , pour donner une attention sérieuse à celle-ci. Une relation continuelle avec la Cour ; des dépêches qui se succèdent toujours les unes aux autres ; une correspondance avec le Ministère , chargée de détails ; la police domestique ; la vigilance à faire observer les anciennes Ordonnances ; l'attention à en établir de nouvelles ; un courant d'affaires subalternes ; la distraction continuelle qu'occasionne une foule de minucies nécessairement attachées aux soins d'une Province , &c. Tout cela détourne

trop nos Intendans de ce premier objet principal.

J'ai proposé des Directeurs - Généraux d'Agriculture dans chaque Département , uniquement occupés à faire produire aux terres des nouvelles valeurs , subordonnés à un Conseil - Général économique , qui n'eût lui-même d'autre affaire que de fournir des moyens à ces Directeurs de faire fleurir l'Agriculture dans chaque District.

Ce moyen seroit peut être l'unique pour faire fleurir la culture des terres dans toute l'étendue du Royaume , &c.

*Forcer les Pauvres à s'adonner à
l'Agriculture.*

Divers projets , depuis un siècle , ont paru pour purger l'Etat de la vermine des Mandians , qui le ronge ;

mais il n'est point surprenant qu'on n'en soit pas venu à bout , puisque tous ces mémoires n'ont jamais remonté à la source du mal.

Toute la police de cette partie de notre administration , s'est reduite, jusques à présent , à donner des ordres aux Magistrats particuliers de faire sortir les Pauvres de leurs Villes ou Départemens ; c'est-à-dire que par là , chaque District tache de se décharger sur un autre , de l'inconvénient d'avoir des Pauvres.

Il ne paroît point que le projet de faire finir la classe des Pauvres ait jamais été formé ; mais de les faire subsister par tout ailleurs que la où ils sont.

La loi exercée contre eux à toute rigueur , se réduit à former un système de circulation continuelle de Mandians dans la Monarchie.

Ceux qu'on chasse de Paris vont
à

à Orléans ; ceux qu'on bannit d'Orléans viennent à Paris ; ainsi des autres Villes , &c.

Au lieu que nos pauvres étoient autrefois sédentaires , ils sont aujourd'hui ambulants : voilà tout l'effet du Règlement. On croit s'en être débarrassé , parce qu'on ne les a pas toujours devant les yeux ; mais il suffit qu'ils existent dans l'Etat , pour être à charge à la République ; car, que ces pauvres soient dans une partie du Royaume , ou dans une autre , le poid de leur subsistance tombe directement sur les autres classes ; & c'est sur le travail de celles-ci , qu'est prise leur nourriture , & l'augmentation des taxes qu'elles payent pour eux.

Le système établi de retenir les mendiants dans des Maisons de force , pour les employer au travail de quelques Manufactures , souvent inutiles ,

ou toujours , peu nécessaires à la société , ne remplit point le vuide qu'ils causent à l'Agriculture. ; les lacunes restent toujours. Tous ces pauvres , dont nos Villes & nos Hôpitaux sont remplis , tirent leur origine des ménagers de la campagne , où ils manquent aujourd'hui. Ils seront toujours à charge à l'Etat , lorsqu'on ne les rendra point au travail des champs.

Il s'agit bien moins de tirer parti du travail des pauvres , que de les faire cesser d'être pauvres.

Un coup d'Etat bien frappé , seroit celui qui ordonneroit à tous nos Intendans , Commandans de Places , Gouverneurs de Provinces , de faire faire main-basse sur tous les vagabonds , gueux , mendiants, boëmiens, gens sans aveu , diseurs de bonne aventure , &c. de leur département , sans exception quelconque ; de les

faire traduire dans les prisons , chacun relativement à leurs Provinces , où il en feroit fait un dénombrement général, à la réserve des vieillards, des estropiés, ou de ceux qui auroient des incommodités réelles , pour être envoyés par colonies dans les Provinces où notre Agriculture a besoin de bras.

Mais ce moyen feroit aussi inutile que les autres qu'on a employés jusques-ici à l'égard des pauvres , sans une suite de Réglemens relatifs à cette nouvelle population des campagnes. Les mendiants , accoutumés à une vie oisive , ne manqueroient pas de secoïer bien-tôt le joug de ce nouveau travail.

1. Il seroit assigné par chaque Communauté où on feroit passer des Colonies de pauvres , une Maison , ou des Maisons proportionnées pour les loger , où ils seroient enfermés le soir après leur travail. V 2.

2. Chaque Communauté répondroit du nombre des pauvres qui lui auroient été confiés.

3. Il seroit nommé des Commisaires de la Cour pour en aller prendre la liste tous les ans.

4. Chaque Communauté seroit taxée à une amande de cinquante livres envers le Roi , pour chaque mendiant qu'elle auroit laissé échaper.

5. Ces pauvres seroient employés, notamment au défrichement des nouvelles terres.

6. La nourriture & les vêtemens seroient fournis à chaque pauvre par le Ménager ou Colon qui l'emploieroit.

7. Le nombre des pauvres que chacun pourroit employer ; soit à la culture de ses champs , ou à en défricher de nouveaux , seroit déterminé par chaque Communauté.

8. N'y ayant plus , ou presque

plus de pauvres , il seroit pris un état de toutes les Fondations pour leur entretien , dont il seroit fait une caisse ou recette générale , & les fonds en seroient employés aux dépenses nécessaires pour cet établissement.

9. Afin d'encourager les ménagers à se prêter à ce nouveau système d'accroissement de travail , il seroit payé une gratification de vingt livres à celui qui dresseroit un pauvre au labourage , & au reste des travaux qui regardent la culture de terres.

10. Au bout de six ans de travail , chaque pauvre seroit libre de quitter le ménager qu'il auroit servi , & de vendre son industrie à quelqu'autre Colon.

On pourroit dans la suite multiplier ces Réglemens , dans la proportion que la pratique démontreroit leur insuffisance pour former de ces pauvres une nouvelle branche de laboureurs.

Former de nouveaux chemins , & augmenter les canaux de communication.

C'est de cette partie de l'administration , plus que de toute autre , que dépend les progrès de notre Agriculture générale.

A quoi pourront jamais servir les Réglemens les mieux dirigés chez nous , sur la culture des terres , lorsque la communication entre les Provinces abondantes & les stériles , sera coupée par le mauvais état de nos chemins , & le défaut du nombre des canaux particuliers.

Je veux qu'on reconnoisse aujourd'hui l'abus des Ordonnances qui défendent l'exportation des denrées d'une Province à une autre ; je suppose , que le Ministère voyant plus clair dans cette partie du Gouvernement , leve toutes ces prohibitions.

qui mettent des obstacles à notre Puissance politique , il restera toujours l'obstacle de la nature.

La source de l'augmentation des denrées est dans leur circulation , parce que c'est de celle-ci que dépend leur consommation.

Telle Province qui ne consomme qu'une portion médiocre de certaines denrées , en consommeroit d'avantage , si celles des autres Provinces pouvoient arriver jusques à elle.

Tout ce qui empêche la communication forme donc le plus grand obstacle aux progrès de l'Agriculture.

Ce n'est point de la largeur & de la beauté de nos grands chemins , qui traversent la France d'un bout à l'autre , que dépend la puissance de la Monarchie. On ne sçauroit , il est vrai , disconvenir de leur utilité ; mais , il est certain que

les sommes immenses qui ont été employées à leur construction , pouvoient être combinées à un plus grand avantage pour l'Etat.

Pour tirer , du projet général des chemins , toute l'utilité dont il étoit susceptible , il falloit commencer d'abord par donner une communication aisée à toutes les parties de la Monarchie , par un nombre convenable de chemins proportionnés à la nature des denrées , & à la quantité que chaque district en pouvoit produire ; le tout combiné sur la subsistance générale , & l'étendue de notre commerce intérieur & extérieur.

N'est-ce point une chose qui choque l'esprit d'ordre , de calcul , & d'économie , de voir que la plûpart de nos Provinces les plus abondantes ne peuvent faire parvenir leurs denrées jusques à nos chemins-royaux ,

que par des petits sentiers où un mulet, ou un cheval peuvent à peine passer, & que la moindre inondation, ou autres accidens rendent toujours impraticables.

On dit que ces grands chemins sont commodes : cela est vrai ; mais, il faut parvenir jusques à eux ; & c'est en quoi la plûpart des cantons trouvent des grandes difficultés pour le transport des denrées ; ce qui fera toujours qu'on ne les cultivera pas au-delà de la subsistance locale.

Nos chemins-royaux ne forment qu'une ligne. Les terres seules qui en sont à une certaine distance, profitent de leur commodité. Toutes les autres ne s'en ressentent point.

Ces dépenses énormes sont à pure perte pour l'Etat, parceque des millions d'arpens de terre demeurent en friche comme avant leur construction. L'emploi des sommes

pour leur entretien, est onereux, parce qu'il accable d'abord les Provinces, sans les indemniser dans la suite du dommage que cause l'Impôt.

On peut dire le même de nos canaux de navigation. Plusieurs millions ont été employés pour former celui du Languedoc. Il établit, dit-on, la communication entre les deux Mers. Le capital de cette somme eût été bien plus utile à l'Etat, si elle avoit été employée à un grand nombre de petits canaux, pour lier la communication dans l'intérieur du Royaume. Notre Agriculture en seroit devenuë florissante, dans la proportion que ces canaux eussent facilité le transports des denrées.

Au lieu donc de fixer toute son attention sur les chemins-royaux, notre administration devrait porter ses regards sur les chemins détournés, désignés communément par le nom de

chemins de traverse , qui , dans plusieurs endroits du Royaume , commencent à n'être plus praticables ; de même que sur le rétablissement des petits canaux négligés , & sur l'établissement de ceux qui peuvent être pratiqués , &c.

Diminuer le luxe des Domestiques.

Ceux qui veulent qu'un grand luxe soit avantageux , s'appuyent sur la circulation qu'il procure aux Etats. Ces politiques n'ont des yeux que pour les fixer sur les canaux particuliers qu'il ouvre aux richesses. Aucuns , ou du moins fort peu jusques ici , ont calculé le dommage qu'il cause au Gouvernement politique & civil , par la diminution des premières matières.

C'est le luxe qui forme chez nous cette classe inombrable de Domest-

tiques de tout genre ; c'est-à-dire , cette foule d'hommes inutiles à la Replublique , dont la proportion surpasse de beaucoup celles qui fournissent à l'Etat la première subsistance.

La plupart des Combinateurs de la puissance de la Monarchie donnent dans le faux , respectivement au luxe , faute d'établir des premiers principes.

Le système de la création des matières , au plus grand avantage de la Republique , doit être la première pierre fondamentale du Gouvernement politique. Tout ce qui tend à diminuer cette création, n'est jamais compensé par la circulation ; le vuide reste toujours.

Si on suppose que nous avons dans toute l'étendue de la France , y comprises ses conquêtes , cinquante mille Domestiques de pur luxe , car je ne parle point de ceux d'une absolue nécessité ;

nécessité ; il est certain qu'un pareil nombre de Citoyens inutiles cause une diminution de plus de vingt millions tous les ans dans les productions de la terre ; je dis diminution , car la branche de tous nos Laquais vient des Laboureurs. Ce sont des anciens Ménagers , à qui le luxe des villes a fait abandonner la campagne. Je demande si la circulation des richesses que cette nouvelle classe procure à l'Etat , respectivement à cette partie du luxe , équivaut au dommage qu'elle lui cause , en l'appauvrissant continuellement d'une pareille somme ?

Leur subsistance étant prise d'ailleurs sur l'industrie de leurs Compatriotes qui ont resté à la campagne , elle les oblige à redoubler pour eux leur travail , à pure perte pour l'Etat ; car toute subsistance accordée à une classe d'hommes

inutiles à la République, est nulle par elle-même, & doit être considérée en bonne politique, comme non avenue.

Ce n'est pas tout, les taxes qui servent à faire exister l'Etat étant prises, (tout bien considéré,) uniquement sur les productions de la terre, sont augmentées par-là sur les Ménagers, dont le poids augmente dans la proportion que leur nombre diminuë.

On calcule, on cherche continuellement la cause de la misère de nos Colons. On est surpris qu'avec un Continent si grand, nos productions soient en si petit nombre ; mais ne voit-on pas qu'il s'est glissé un vice dans notre Gouvernement économique ; que le luxe qui a croisé les bras à une infinité de Citoyens, fait qu'une partie des sujets est à charge à l'autre ?

En un mot , tant qu'on ne remédiera point à ce désordre , c'est-à-dire , tant que la classe de ceux qui doivent subsister sera plus considérable que celle qui doit faire subsister ; que le poids des charges tombera en entier sur celle-ci ; que le luxe des Villes dépeuplera nos Campagnes de Laboureurs ; qu'un seul homme pourra en rendre cinquante autres inutiles à l'Etat , notre Agriculture sera toujours dans un état languissant.

Le remede naturel seroit d'abord celui d'imposer une taxe sur les Maîtres , dans la proportion du nombre de leurs Domestiques de luxe ; mais cela ne remedieroit point au mal ; la plupart payeroient la taxe , qu'ils diminueroient ensuite sur les gages des Domestiques : cela formeroit tout au plus une ressource de finances , & non de productions.

Le plus sûr seroit , de fixer à chaque condition le nombre de Domestiques ; c'est-à-dire , à chaque Classe.

Dans plusieurs Etats de l'Europe , les particuliers ne peuvent pas mettre un habit d'une certaine couleur ; dans d'autres , il leur étoit deffendu anciennement d'avoir plus de deux ou trois plats à sa table ; & quel inconvénient y auroit-il qu'on déterminât en France le nombre de domestiques que chaque particulier doit avoir ?

Cette Pragmatique est déjà établie dans nos Armées ; pourquoi ne pas l'étendre à l'Etat politique ? &c.

Mais tous ces Réglemens particuliers seront néanmoins sans effet , s'ils ne sont eux-mêmes précédés de la reforme d'un vice qui , plus que tous les autres , diminuë la culture de nos terres.

Je veux parler de l'intérêt de l'argent , plus haut chez nous , que parmi la plûpart des Nations de l'Europe.

Qu'on établisse tant qu'on voudra en France des systêmes économiques ; que notre administration veille continuellement sur l'Agriculture ; que le ministère en fasse l'objet unique de son attention ; nos terres produiront toujours une fois moins qu'en Hollande , & en Angleterre , parce que l'intérêt de notre argent est une fois plus haut.

Dabord ; voici une règle générale infailible ; plus le capital de la somme générale est gêné , moins il se répand dans les différentes branches de la population ; & par conséquent , moins elle influë sur la culture des terres.

Si la France étoit un Royaume isolé , c'est-à-dire , sans aucun ra-

port avec les autres ; à quel prix que fût l'intérêt de son argent , cela seroit indifférent par lui-même ; mais dans l'état relatif où se trouvent les Gouvernemens , c'est ce bas prix qui donne la supériorité aux Etats les uns sur les autres , parce qu'il rend les terres plus abondantes.

Par exemple , en suposant d'ailleurs toutes choses égales entre la France & l'Angleterre , un Particulier qui dans la Grande-Bretagne emprunte de l'argent pour faire valoir ses terres , a un avantage sur le ménager françois de trois pour cent , dans les moyens de le mettre en valeur.

On sent que l'effet de ce bénéfice peut s'étendre à l'infini ; aussi c'est lui qui porte la vie dans toutes les parties de l'Etat politique en Hollande & en Angleterre , & leur acquiert la supériorité sur nous.

Toute terre, dit un Auteur économi-
» que,*est propre à quelque espèce de
» production ; mais si la vente de ces
» productions ne raporte pas autant
» que l'intérêt de l'argent employé à
» la culture , cette culture est négli-
» gée ou abandonnée.. D'où il résulte ,
» que plus l'intérêt de l'argent est bas
» dans un pays , plus les terres y sont
» réputées fertiles.

Je ne m'étendrai point sur cette
matière , qui a déjà été maniée par
une infinité d'habiles Ecrivains.

Cette réduction , qui est absolu-
ment nécessaire pour faire fleurir
notre Agriculture , ne peut-être l'ou-
vrage que du Gouvernement. Les
fonds d'amortissemens doivent com-
mencer l'opération ; & une Loi qui
fixe l'intérêt au même prix que la Hol-
lande & l'Angleterre , doit la finir.

Mais, dira-t-on, la chose est-elle

* L'Auteur des Elemens du Commerce.

possible en France ? Elle l'a bien été en Angleterre, où l'intérêt, qui étoit à dix pour cent, a été réduit insensiblement à trois. Ce n'est point l'effet de sa constitution qui a opéré cette diminution ; c'est celui de ses bonnes maximes d'Etat , & d'une connoissance exacte de ses véritables intérêts. Mais enfin , demandera quelque politique ; prétend-on , par une combinaison qui lie toutes les parties de notre Agriculture , porter toutes les terres du continent à leur plus haute-valeur , & par-là, donner toute la force politique possible à la Monarchie ?

Non , il ne s'agit point ici d'un tel projet , qui seroit trop vaste pour ne pas rencontrer des obstacles , peut-être insurmontables , dans plusieurs points de l'exécution ; mais seulement de mettre notre Agriculture au niveau de celle des Etats de l'Europe , qui ,

par elle , augmentent tous les jours leur Puissance.

Augmenter la classe de nos Laboureurs , dans la proportion relative de celle de ces Gouvernemens ; opposer maximes à maximes dans le système économique ; avoir le même point de vûë dans la culture des terres ; diriger toutes les branches de l'Agriculture sur les mêmes principes politiques ; former la même police de grains ; établir le même système de direction ; mettre en usage les mêmes Réglemens ; pratiquer les mêmes voyes ; se servir des mêmes moyens , &c. en un mot , à leur exemple , faire de la culture des terres , la première affaire d'Etat.

Mais , ajoutera-t'on , pour imiter ces Nations , il faut avoir les mêmes ressources ; & où trouver des fonds pour subvenir aux récompenses ou gratifications établies dans ces Etats ?

Langage ordinaire de nos Ministres ; pierre d'achoppement en France de tous nos projets de réforme , & qui rendra éternellement inutile les meilleurs systêmes d'amélioration.

La réforme de soixante mille hommes de Troupes réglées , pour substituer à leur place une Milice sédentaire sans paye , formeroit pour l'Etat une ressource considérable ; mais, sans ce moyen, la réforme d'une infinité de dépenses extraordinaires, suffiroit seule pour porter l'amélioration de nos terres au même degré de celles de nos voisins.

Le moment est peut-être plus décisif qu'on ne pense. Il y a long-tems que l'Angleterre , en nous invitant à partager avec elle ses productions de premier besoin , mine notre Puissance politique.

Le vuide que son systême d'Agriculture a aporté dans le nôtre , lui a déjà ouvert une porte de la

Monarchie. Elle nourrit continuellement une partie des Habitans de la France. Dans nos années de disette , il ne tient qu'à elle de l'affamer notre Nation, soit en lui refusant directement sa subsistance , ou en empêchant , par le moyen de sa formidable Marine, les autres Etats de la lui fournir.

Il y a chez nous une espèce d'assoupissement , dans la partie politique qui regarde ce Gouvernement ; un enchantement qui nous tient comme immobiles à la vûë des progrès rapides de cette Monarchie. Nos Bifayeuls l'ont vûë sortir du néant ; nos Peres l'ont vûë former ; & nous sommes témoins nous-mêmes des moyens qu'elle employe pour élever sa Puissance formidable , sans que nous soyons encore sortis de cette léthargie.

Ce qui en a jusques ici le plus imposé à notre Ministère, est le leurre

que cette Cour fait adroitement faire valoir auprès de la nôtre ; c'est-à-dire , que l'Angleterre ne prétend point étendre ses conquêtes ; que contente de son ancien Domaine , elle borne toute son ambition à sa seule possession ; politique déjà employée par les Romains , pour se rendre maîtres de l'Univers. Jusques à présent l'esprit de domination n'a fait la découverte d'aucun meilleur moyen pour subjuguier une Nation , que de lui donner de la confiance ; & le moyen qu'on puisse envahir un Etat , lorsqu'on lui laisse entrevoir qu'on a de l'ambition ?

L'Angleterre entend trop bien ses intérêts personnels , pour étendre aujourd'hui ses conquêtes. Sa constitution , d'où dépend sa force , feroit d'abord altérée si elle ajoûtoit des nouveaux continens à son ancien Domaine.

Le

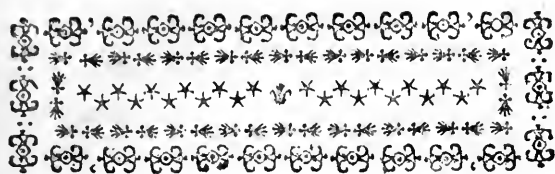
Le période qui doit fournir les moyens à cette Monarchie de frapper des grands coups , n'est pas encore arrivé; cependant elle prépare , elle combine dans le silence toutes les ressources qui doivent l'élever à la suprême grandeur. Elle ramasse , elle réunit, &, pour m'exprimer ainsi , elle joint ensemble tous les matériaux de sa force. Si l'on n'oppose de bonne heure une digue au torrent de sa formidable puissance , elle inondera tout d'un coup notre Monde politique.

Le système de l'équilibre de l'Europe, est un second leurre avec lequel elle en impose à la France, comme à une infinité d'autres Etats, qui, comme elle, se trouvent insensiblement amenés à ses fins.

En vérité, il faut vouloir non-seulement s'étourdir sur la politique , mais même méconnoître les hommes , pour croire que les Anglois ne font tant de bruit dans le monde que pour la tran-

quillité de l'Europe ; que , dans les Guerres de celle-ci , ils s'oublient toujours ; qu'ils ne versent leur sang que pour épargner celui des autres ; qu'ils ne prennent le parti du foible, que pour faire la balance avec le plus fort ; qu'ils sacrifient continuellement leurs intérêts particuliers à la cause générale ; qu'ils ne voyent rien au-delà de cet équilibre, &c. En un mot, que leur ambition est différente de celle de tous les autres hommes du monde , qui rapportent tout à eux.

Mais nous ne reviendrons point de notre erreur. L'enchantement est formé. L'expérience même sera insuffisante , pour nous faire ouvrir les yeux sur la soif insatiable qu'à cette Nation de s'agrandir. Les Traités de la dernière Paix mettoient son ambition en défaut, à notre égard ; ils lui fermoient la porte à tout prétexte de rupture en Europe : la voilà qu'elle vient d'allumer le flambeau de la Guerre dans l'Amérique.



LES INTÉRÊTS
DE LA
FRANCE,
MAL ENTENDUS,
DANS LA BRANCHE
DE LA
POPULATION.

Il n'y a point de maxi-
me plus généralement re-
çûë dans la politique ,
qu'une grande Population
peut seule former un grand Etat ; &
il n'y en a en même-tems aucune dont

on entende moins l'esprit de progression.

Cela vient du peu de connoissance que la Législation a des causes morales qui influent sur le nombre des hommes ; ce qui fait que ceux qui gouvernent les Monarchies, se bornent ordinairement à des simples Réglemens politiques généraux, presque toujours peu favorables à ce grand objet.

La population tient trop aux causes secondes , pour que le système civil doive se reposer , là-dessus , sur des maximes fondamentales invariables.

L'humeur , le génie , les préjugés , l'esprit de société , la délicatesse , l'amour des aises & des commodités de la vie , l'esprit philosophique , la sensualité , la débauche, & enfin les passions des hommes, qui varient sans cesse , parce que

les choses sur lesquelles elles sont appuyées changent toujours , mettent continuellement des gradations dans la population.

Tout est perdu , lorsque la Législation établit là-dessus des principes généraux. La meilleure Loi de population , est de n'en avoir aucune de fixe ; comme tout y est momentané , il faut que les Réglemens soient de même.

Les ressorts de la propagation, chez les hommes , se détraquent si on n'a un soin continuel de les remonter. C'est ici l'ouvrage du Législateur , comme de toutes les autres choses de la République ; des moyens qu'il employe , dépend toujours la grandeur & la puissance de l'Etat.

Ce ne sont point des Loix politiques qui nous manquent , ce sont des Loix morales.

Les Romains étoient admirables.

On trouve dans leur système de Gouvernement un esprit de prévoyance qui comprend tout. Chez eux on est toujours amené aux grandes choses par les plus petites ; c'est que leur Législateur connoissoit la correspondance que les moindres vices ont avec les plus grandes vertus.

Qui le diroit ? l'établissement des Censeurs fut ce qui soutint le plus long-tems la République.

L'inspection de ces Magistrats étoit pourtant plus tournée sur la conduite particulière de chaque famille , que sur celle de l'Etat en général : & voilà précisément ce qui empêcha ce Gouvernement de succomber à tant de causes politiques qui devoient d'ailleurs le faire périr. Les Censeurs , en corrigeant les vices des sens dans les particuliers , empêchoient la corruption générale.

De cette vigilance continuelle ,

émanoient les bonnes mœurs; or, c'est toujours du degré de pureté de celles-ci , que dépend celui de la population , c'est-à-dire , la puissance d'un Etat. Presque tous les Etats du monde ont péri , faute des petites attentions. Si on remonte au principe de ce qu'on appelle ordinairement choses indifférentes , on trouvera qu'elles sont ordinairement la source des plus grands désordres.

Lorsque la politique s'écarte un instant des rapports analogues , tout est perdu.

» Il est fort indifférent en soi ,
» dit un grand politique , * que tous
» les matins une belle - fille se leve
» pour aller rendre tels ou tels de-
» voirs à sa belle-mere ; mais , si
» on fait attention que ces prati-
» ques extérieures rappellent sans
» cesse à un sentiment qu'il est

* Le Président de Montesquieu.

» nécessaire d'imprimer dans tous les
» cœurs, & qui va, de tous les cœurs,
» former l'esprit qui gouverne l'Em-
» pire , l'on verra qu'il est néces-
» faire que telle ou telle action par-
» ticulière se fasse.

On peut dire le même à l'égard de la population. Il est fort indifférent en soi qu'un homme ait des manières libres & aisées auprès des femmes , lorsqu'il remplit d'ailleurs ses devoirs de Citoyen ; mais si on fait attention que ce sont celles-ci qui vont former l'esprit de la Nation , & la décider plus ou moins à la galanterie , on verra qu'il est nécessaire que la Législation prévienne qu'une telle ou telle action particulière se fasse plus ou moins gaîement.

Il n'y a point de point fixe chez les hommes ; ils dégénèrent , ou deviennent meilleurs.

Chez eux , les actions de chaque jour fixent leurs humeurs , & décident totalement de leur génie ; or , cette humeur & ce génie décident à leur tour de la puissance du Gouvernement politique , parce qu'elles influent nécessairement sur la population. Il est de fait , qu'un air plus gai & plus libre chez un Peuple , peut diminuer celle-ci , parce qu'il est la source d'une infinité de corruptions qui ne se trouvent point chez des Nations plus graves. C'est de ce défaut d'attention de notre Législation , que s'est formé chez nous cet esprit de galanterie , si contraire à la population , parce qu'il éteint presque le flambeau de l'Hymen.

Règle générale : on ne sçauroit remplir dans toute son étendue le devoir de Mari , lorsqu'on joue perpétuellement ailleurs le rôle d'Amant. Cela forme un contraste dans

l'état du Mariage. Cet esprit de coqueterie, chez nous, tient toujours les Maris à une certaine distance de leurs femmes ; les vûës du Mariage ne sont que foiblement remplies.

Cependant l'Etat politique perd ce qu'une moindre galanterie nationale lui eût donné de Citoyens de plus.

C'est une Loi de la nature , que le partage de nos désirs est destructif de l'objet de nos désirs même.

Qu'on compare l'Etat de population de mille graves Allemands , qui ne connoissent d'autre Loi dans l'Hymen, que celle de l'Hymen même, avec un pareil nombre de nos galans François , & on sentira dans ce rapport , de quelle conséquence il est pour l'Etat politique qu'une Nation soit plus gaye qu'une autre.

On dira sans doute, que c'est ici une affaire de climat. Mais , en sup-

posant que cela fût, la Législation n'a-t-elle aucun moyen pour corriger sa mauvaise influence ? Oüi, sans doute, elle en doit avoir ; sans quoi, une Nation manqueroit de ressource pour se racheter des vices de sa constitution, & par conséquent périroit nécessairement, indépendamment des meilleures Loix.

Les hommes viennent au monde sans caractère ; c'est le Gouvernement politique où ils naissent, qui leur en donne un.

Tel Anglois qui se fait aujourd'hui un système de sa liberté, né sous le Gouvernement Turc, s'en feroit un de sa servitude.

Tout dépend du Législateur. De cet esprit de galanterie naît, chez nous, une certaine honte attachée à la condition de Mari, qui va jusqu'à faire rougir un homme d'être uni à une Epouse.

Il n'appartient aujourd'hui en France qu'aux gens du menu-Peuple de se déclarer effrontément les Maris de leur femmes.

Parmi un certain monde, le préjugé contraire est établi. Qu'on me montre un homme assez hardi en France pour oser paroître en public avec sa femme ! Le plus brave, dans cette occasion, manque toujours de courage.

Or, il est moralement impossible, que tant de froideur en public ne dégénere en indifférence dans le particulier ; aussi, ne se marie t'on plus chez nous pour avoir une femme, mais pour vivre dans une espèce d'état continuel de séparation avec elle. Il n'y a que quelques Bourgeois qui habitent avec les leurs ; & parmi les gens d'un certain monde, l'appartement de Monsieur n'est jamais celui de Madame.

La société n'est que pour les biens, l'union que pour la fortune. Bientôt on ne se mariera une fois, que pour ne se revoir plus. Déjà tout est disposé dans le mariage, en France, pour une moindre population. Il ne manque plus que d'insérer dans le Contrat l'article de la séparation des corps.

L'envie de passer pour le peuple le plus sociable de l'Europe, manie à laquelle notre Gouvernement politique, au lieu de mettre des bornes, irrité au contraire continuellement lui-même, est la cause, & en même tems l'effet de ce désordre.

Je ferai ici une remarque. Il n'y a point de terme dans notre langue dont on entende moins la vraie signification, que celui de société.

Avec la moindre connoissance du cœur humain, je crois qu'on peut

hardiment définir la société , le degré de corruption des mœurs chez un Peuple ; parce que c'est toujours de la facilité de se voir , que dépend l'irritation des désirs.

Plus , dans une société , on augmente la communication des deux Sexes , & plus on augmente la folie de la Nation ; & par conséquent , plus on met de bornes à la population générale.

Une trop grande fréquentation en France , mettant continuellement les hommes & les femmes vis-à-vis de leurs passions , en augmente la force ; ce qui fait que la population diminue.

Ce grand penchant, chez nous, pour la société , fait que la nature est continuellement en prise avec elle-même. Elle se rencontre à chaque instant. Notre société forme un spectacle continuel. La France est tou-

jours comme sur un théâtre. La Nation, pour me servir de cette expression singulière, ne passe pas assez derrière les coulisses.

C'est la société, chez nous, qui détruit la société.

La crainte de passer pour des barbares, fait que nous sommes devenus le Peuple le plus barbare; car, je dis que les Nations qui contractent le plus de vices, sont toujours les moins civilisées. Or, chez nous, fort peu de vertus morales, encore moins de civiles; en général, dans le commerce de la vie, plus de foi, plus d'honneur, plus de probité; la galanterie & l'intérêt des passions ont tout absorbé.

De cette grande société, d'où suit toujours le désir de plaire, de se rendre agréable l'un à l'autre. naît ce penchant dans le sexe, de sacrifier tout au soin de conserver sa

beauté ; penchant destructif de la population.

Les femmes d'un certain état en France , trouvent qu'elles perdent trop à faire des enfans ; & à cause de cela même , la plûpart vivent célibataires , dans le sein même du Mariage. Mais si l'envie de se voir perpétuer dans une branche de descendans , les porte à se conformer aux vûës de l'Hymen , la population , dans cette classe , n'en est pas plus avancée , parce que leur délicatesse rend inutile leur propagation ; car , parmi les femmes du premier & second rang en France , combien y en a-t'il qui nourrissent leurs enfans ?

Elles se comptent aujourd'hui. Ce devoir indispensable de mere , a cessé chez nous d'en être un.

Or , si par l'expérience qui a été faite dans plusieurs Etats de l'Eu-

rope , entre les enfans qui sont allaités dans les Hôpitaux publics & ceux qu'on confie à la campagne à des Nourrices mercenaires , on trouve , des morts aux vivans , une différence très-désavantageuse pour la population, quelle immense difference ne doit-il pas y avoir dans celle des enfans que des Meres aisées & commodés pourroient nourrir , & qui s'en déchargent sur des Nourrices , en général toujours indigentes ?

On est étonné que la plupart de ces enfans périssent ; mais on devroit bien l'être d'avantage s'ils ne périssent pas ; il faut au contraire mettre au rang des phénomènes de la nature ceux qui échappent. Comment des enfans qui appartiennent à des Meres si délicates , pourroient-ils , dans le premier degré de leur foiblesse , résister à une nourriture , qui

pour être commune à toute l'espèce, n'en est pas plus convenable à leur constitution ?

Nos Magistrats publics n'ont qu'à faire prendre note des enfans qu'on donne à nourrir à des Nourrices mercénaires à la campagne, & de celles qu'un pareil nombre de Mères nourrissent elles-mêmes à la Ville ; & on trouvera par la comparaison des morts aux vivans, qu'il y a un désavantage pour la République, dans la proportion, de 3 à 5.

Le double inconvénient est, que ce grand nombre de Nourrices, arrête la population de la campagne ; car, tandis que tant des femmes de Ménagers & de laboureurs allaitent les enfans des Villes, elles n'en font point elles-mêmes.

Du même principe naît, chez nous, un amour démesuré pour les aises & les commodités de la vie,

également funeste à la population.

Une certaine paresse d'ame , fait trouver , à un grand nombre de personnes des deux sexes , l'Etat du Mariage incommode.

Une femme, des enfans , le soin d'un ménage , est une affaire dont une infinité de gens pensent à se débarrasser. C'est ce même amour des aises & des commodités , qui remplit aujourd'hui la France de célibataires , je veux dire , d'hommes qui disparoissent du monde avec toute leur postérité , des mauvais Citoyens, qui se voyent toujours avant la République , & qui ramènent l'Etat à leur personne.

Je ferai encore ici une remarque qui est de la dernière importance dans le Siècle où nous vivons , où un certain usage qui s'est introduit , semble avoir acquis à un chacun le droit de disposer de sa postérité.

S'il n'est pas permis de se tuer , parce qu'on se dérobe à sa Patrie ; il doit encore moins l'être de demeurer célibataire , si ce n'est pour cause de Religion , parce que c'est donner volontairement la mort à une suite de descendans.

Chaque Citoyen particulier est une portion de la population générale ; comme membre de la République , il est obligé de travailler à sa durée , & de fournir, pour m'exprimer ainsi , sa portion de sa perpétuité.

De la Loi civile , qui défend à un Citoyen de s'anéantir , naît nécessairement celle qui lui défend de sacrifier sa postérité au néant.

Notre existence nous indique là-dessus notre devoir. Elle nous prouve à tous les instans de la vie , que puisque nous sommes , nos Peres l'ont rempli.

Qu'on n'allégué point là-dessus ce qu'on entend dire tous les jours , que pour un certain nombre de Célibataires , la population ne se perdra point. Si un Citoyen a ce droit , tous doivent l'avoir ; & dès-lors les Loix deviendront inutiles , & la République s'anéantira.

D'un autre côté , le luxe qui trouve chez nous tant de Partisans , dans ceux-même qui tiennent les rênes du Gouvernement politique & civil , diminuë continuellement le nombre des Citoyens. C'est lui qui dépeuple la France , parce qu'il met en général les plus grandes entraves à l'Etat du Mariage de toutes les classes.

Depuis que ses progrès ont multiplié chez nous à l'infini , un certain superflu est devenu le premier nécessaire de l'Etat du Mariage ; on ne s'y engage aujourd'hui que

pour avoir la jouissance de beaucoup de choses de pur faste ; & comme ordinairement les facultés des personnes contractantes se rencontrent rarement suffisantes, relativement au luxe de chaque condition, la plûpart des Citoyens restent Célibataires ; un chacun cherche , en se mariant , à paroître avec plus d'éclat dans le monde , ce qui forme nécessairement un vuide dans les Mariages.

Il y a cent partis pauvres en hommes , pour une riche Héritière ; tandis que d'un autre côté il y a cent filles indigentes pour un homme riche ; cependant , le luxe donnant à un chacun les mêmes vûës , il faut nécessairement qu'il y ait , dans ce seul exemple, sur cent, quatre-vingt dix-huit Citoyens des deux sexes qui ne se marient point.

La bienfiance , qui devoit augmenter la population, est précisément,

chez nous , ce qui la diminuë.

On trouve mal-honête de ne pouvoir faire paroître une femme dans le monde avec un certain éclat ; & à cause de cela , ont conclut qu'il est plus séant de ne pas se marier.

C'est quelque chose de prodigieux que le nombre de Mariages qu'un carosse uni ou doré , un certain nombre plus ou moins grand de chevaux , de Domestiques , de Coureurs , de Laquais , empêche tous les jours. Que de Citoyens notre luxe retient dans le néant ! Que d'hommes l'Etat perd , faute d'un diamant , d'une étoffe de soye , en un mot , d'un présent de nôces ! C'est l'habit , pour m'exprimer ainsi , qui fait que l'Etat manque de Corps.

Tous nos Mariages aujourd'hui se combinent sur un luxe supérieur à la situation où l'on se trouvoit aupa-

ravant. Ce n'est pas la peine de se marier, entend-t-on dire tous les jours, pour n'être pas mieux; & parceque ce mieux ne se trouve pas toujours, on ne se marie point.

Personne ne pense à l'Etat; on diroit que le mariage est une affaire séparée de la République; on n'est occupé que du luxe & des commodités.

L'objet du Mariage est précisément ce qui empêche le Mariage. Comment donner une éducation honête à six enfans, dit-on, si on n'a un gros revenu? Et parcequ'on n'a pas ce gros revenu, on prive l'Etat de six enfans.

On ne prend point garde, qu'en multipliant le nombre des Citoyens, on augmenteroit la fortune de l'Etat; & qu'étant membre de celui-ci, on fourniroit soi-même le remède au mal qu'on craint.

C'est

C'est le luxe , en France , qui empêche que la plûpart des Citoyens ne pensent au mariage que dans un âge où l'on n'est presque plus propre à en remplir les vûës. C'est une maxime générale , qu'il faut avoir fait sa fortune avant que de s'engager dans cet état ; & comme les tems deviennent tous les jours plus difficiles , & que d'ailleurs un chacun a le même point de vûë , cet engagement , dans beaucoup de classes , est toujours porté à un tems très reculé. Cependant la Republique perd tous les Citoyens qu'un moindre luxe lui eût donné.

C'est lui qui prive de l'état du Mariage la plus grosse portion de chaque famille. Car , c'est toujours pour s'accomoder au luxe relatif , & donner un plus grand nombre de superfluités à un fils ou à une fille aînée , qu'on force trois ou quatre

autres frères ou sœurs au Célibat. La population de chaque famille particulière est ordinairement sacrifiée à cette vanité générale.

Le luxe des Domestiques , dont j'ai déjà parlé relativement au désordre qu'il cause à l'Agriculture , forme un vuide immense dans notre population.

Le premier article du contrat entre le Maître & le valet , est que celui-ci ne se mariera point. Ainsi ces hommes, pour conserver leur état, sont obligés de dépeupler l'Etat.

Cette partie de Citoyens qui s'anéantit tous les jours , épuise continuellement les autres classes de la société , qui sont obligées de suppléer à son défaut.

Notre luxe , en interdisant le Mariage aux Domestiques , anéantit une partie de notre postérité. Elle donne la mort à une portion de notre Gouvernement politique.

C'est une chose inconcevable que le nombre de jeunes filles que l'état de servantes ou de filles - de - chambre force au Célibat ! Car , ce n'est qu'à cette condition qu'on les retient en général à son service.

On compte quelque fois jusques à dix à douze de ces filles chez nos Dames de la première Condition.

Ce luxe anéantit chez nous l'espèce.

Il faut à la plupart de nos femmes du premier & du second rang, des jeunes vierges qui sacrifient à leur goût le devoir le plus indispensable du Citoyen. Elles les retiennent , pour l'ordinaire , depuis l'âge de quinze ans jusques à celui de quarante-cinq ; c'est-à-dire, qu'elles ne les rendent à la République que lorsqu'elles ne peuvent plus lui être d'aucune utilité.

En supposant que le nombre des

Domestiques des deux sexes ; dans toute l'étendue du Royaume , soit de deux-cent mille ; la quatre-vingtième partie de notre population se trouve continuellement anéantie par-là. Ce qui mène à conclure , qu'il faut nécessairement que , dans une certaine révolution de tems , la classe des valets , en France , ait entièrement absorbé celle des Maîtres.

D'un autre côté , le peu d'attention de notre Gouvernement sur les progrès des sciences , qui forment toujours une révolution dans le Gouvernement politique , par la nouvelle manière de penser qu'elles causent , n'a pas peu contribué à diminuer le nombre des Citoyens.

Les hommes , étant livrés à eux-mêmes abusent de tout. La vertu même , chez eux a besoin d'être conduite ; faute de guide elle dégénère toujours en vice. Une infinité de Su-

jets , sous prétexte que les Arts-libéraux sont incompatibles avec le soin d'une famille , se débarrassent de toute famille.

L'esprit philosophique , mais non de philosophie, diminuë tous les jours notre population.

Presque toujourns , chez nous , un Philosophe est un mauvais Citoyen.

Ce nom si respectable , qui annonçoit autrefois les devoirs des hommes; indique aujourd'hui leurs vices.

Le véritable esprit philosophique est celui qui contribuë à perpétuer l'ordre de la République.

Le devoir du Citoyen est d'un ordre supérieur à tous les devoirs.

Une vie trop contemplative , un amour violent pour les sciences spéculatives , un goût décidé pour la retraite , & un éloignement pour tout ce que les gens de Lettres ap-

pellent distractions, est toujours condamnable lorsqu'il porte avec soi l'idée du célibat absolu.

On se doit à sa Patrie avant qu'à soi-même. La première des vertus civiles est, comme je viens de dire, celle qui porte chaque Citoyen à contribuër, pour sa cote-part, à rendre éternelle la société dont-il est membre.

Enfin, les amours illicites, ou la débauche des femmes, que notre administration confie à des Magistrats particuliers, presque toujours eux-mêmes plus corrompus que ceux qu'elle cherche à corriger, met continuellement des bornes à notre population.

C'est ici une affaire de calcul. Si dans toute l'étenduë du Royaume on prend un état des femmes de prostitution publique, non mariées; on trouvera qu'il passe peut-être

cent mille. (On doit entendre par ce mot , toutes les femmes de débauche du Royaume qui sont plus ou moins publiques , suivant le degré de Police de chaque Ville , mais qui sont toujours adonnées à une sorte de prostitution;) & par conséquent, il faut qu'il y ait cent mille hommes adonnés également à la débauche , c'est-à-dire , qui auront débauché ces femmes.

Mais , ce n'est pas là le seul désordre ; car , qui peut calculer le mal que cette branche de prostitution publique cause à notre population générale ?

Il s'étend à l'infini. Chaque branche s'en ressent ; car , outre l'homme de débauche , qui est toujours analogue à la femme de débauche ; une infinité d'autres sont corrompus par l'exemple. Il n'y a aucune de nos Courtisanes qui ne reçoive

un nombre presque illimité d'hommes. Or , ce sont autant de lignes de la population générale , qui , pour m'exprimer ainsi , vont se perdre dans la prostitution particulière.

Il y a dans la Nature un point de progression dont elle ne peut s'écarter sans se détruire elle-même. Si elle est trop lente , elle dégénère ; si elle va trop vite , elle se précipite.

La dépopulation touche à l'une & à l'autre de ces deux extrémités.

Règle générale : il n'y a point de gens qui peuplent moins que ceux qui font de plus grands efforts pour peupler beaucoup.

La propagation s'use comme les autres choses.

D'où vient que les Turcs ont si peu d'enfans ? c'est qu'ils ont beaucoup de femmes. Or , de notre débauche , à la volupté Ottomane , il

n'y a aucune différence. Le contraste est seul dans le mot.

Toutes nos Villes , en France , sont autant de Serrails où chaque Citoyen peut , à chaque instant , jeter le mouchoir à une Sultane.

La débauche , chez nous , a tellement affoibli la nature , que le Royaume est rempli de vieillards de lui vingt-cinq ans.

Il semble que l'âge de la dernière décrepitude , en France , soit celui de quarante-cinq ans.

C'est-à-dire , que le tems de la propagation , chez nous , finit là où celui de la plûpart des Nations de l'Europe est dans sa plus grande vigueur.

Voyez la plûpart de nos Seigneurs , c'est-à-dire , ceux en qui la fortune n'a fermé aucune porte à la satisfaction de leurs desirs. Vous diriez voir des cadavres ambulans.

Ce ne sont point des corps , mais des ombres : ils n'existent que par artifice. Ce n'est point la nature qui les soutient , c'est l'art seul. La population s'éteint continuellement dans cette espèce ; car , comment ces êtres postiches pourroient-ils contribuër à la population , eux qui à peine doivent être mis au nombre des hommes.

Toutes les autres branches des Citoyens suivent l'exemple des Grands , dans leur débauche , proportionnellement à leurs fortunes respectives ; c'est-à-dire , que le corps général de la Nation , par son dérèglement , tend directement à la dépopulation.

Une maladie funeste , qui s'est multipliée chez nous par la débauche , a attaqué toute l'espèce. La contagion est aujourd'hui générale ; les Vierges mêmes n'en sont pas exemptes. Ses effets se font ressen-

tir jusques dans ces Maisons de paix , où la vie austere & retirée fait ignorer à de saintes Filles jusques au nom de débauche ; car personne n'ignore que cette maladie est héréditaire , & passe des peres aux enfans.

Or , si cette maladie ne tuë pas toujours , elle affoiblit du moins tellement la nature , qu'elle met des bornes très-étroites à notre population.

Des enfans , malades avant même que de venir au monde , devenus des hommes , n'en sçauroient produire que des mal sains ; ainsi , à la seconde ou troisiéme génération , toute population est éteinte dans les branches des Sujets qui en sont attaqués.

La medécine s'applaudit beaucoup de la découverte d'un remède , qui , par la perfection où on a porté sa préparation , s'il ne gué-

rit pas toujours radicalement , est au moins un Palliatif efficace.

Mais , je ne sçai si notre population doit s'en féliciter également.

Peut - être seroit-il plus avantageux à la puissance de nos Rois , que ce remède dont-on nous vante tant les effets , fût encore à découvrir.

Le mal étant alors plus terrible , à cause du peu d'espérance qu'il y auroit de le soulager, on en auroit une crainte salutaire à la population. La mort , toujours imminente , mettroit des bornes à la volupté des hommes.

Ils sçauroient que s'ils s'abandonnent à leurs sales désirs, le crime seroit toujours suivi d'un terrible châtimement dans ce monde même , par la privation de la vie ; au lieu que la facilité du remède , fait qu'on s'y livre facilement.

Ce

Ce mal est trop commun , pour passer aujourd'hui pour honteux. On en parle , non pas comme d'une maladie , mais comme d'un accident qui fait qu'on ne se porte pas bien.

Passons aux autres Causes qui font que la Monarchie est moins peuplée qu'elle ne devoit l'être.

Suivant le calcul de Monsieur le Maréchal de Vauban , il manquoit , de son tems , à la France , cinq millions , cent-soixante-&-quinze mille Habitans.

Si on suit le plan de supputation , sur lequel il appuyoit alors son système , * on trouvera qu'il lui en

* Il établit pour principe qu'une lieue quarrée de 4688. arpens , 82. perches pouvoit nourrir 800. personnes ; cependant il n'y en avoit que 627. Comme il fonde cette supputation sur l'Agriculture d'alors , qui s'est si fort perfectionnée depuis en Angleterre , que tel arpent de terre qui donnoit autrefois 6. boisseaux , en donne aujourd'hui dix-

manque aujourd'hui plus de dix millions.

La France , malgré ses titres pompeux de riche , d'opulante , est donc exactement la moitié moins puissante qu'elle ne pourroit l'être ; & par conséquent , toutes ses vûes d'agrandissement & de fortune, jusqu'ici, n'auront été que de vains noms ; les projets de ses plus grands Ministres, de chimères ; ses négociations , ses intérêts politiques , ses combinaisons , dénuées de principes ; ses Guerres de Mer & de Terre , ses Sièges , ses Batailles , ses Conquêtes inutiles , &c.

Cependant , notre politique s'applaudit beaucoup du numeraire de notre population.

huit , & que nous n'avons pas suivi le progrès , on peut dire que , suivant les premiers principes de Mr. le Maréchal de Vauban , il manquoit cinq millions d'Habitans à la France.

Mais la force d'un Etat , n'est point dans le grand nombre d'hommes ; elle est dans le plus grand nombre , comparé à celui des autres Nations. En effet , dans l'Etat présent de liaison de l'Europe , la supériorité , de ce côté-là , est dans le rapport de la population générale de tous les Gouvernemens , mise en parallèle avec chacun relativement à son étenduë particulière.

Ce principe indubitable posé , il est clair que la France , eu égard à sa grandeur, est le Royaume le moins peuplé de l'Europe.

L'Angleterre, avec deux tiers moins de continent , a une population presque de moitié aussi grande que celle de la France.

La Hollande , proportionnellement à son étenduë, est quatre fois plus peuplée que la France. L'Espagne , dans une certaine comparaison , a relativement plus d'Habitans.

Le Portugal , ce désert de l'Europe , est mieux peuplé.

Tous les Etats d'Italie , sans excepter même celui du Pape , ont plus de monde.

Pour en être persuadé , il n'y a qu'à diviser la Monarchie Françoisse en autant de portions que les Etats que je viens de nommer ; & on verra que chaque portion séparée ne répondra pas à la population de chacun de ces Gouvernemens en particulier. Par exemple , le Portugal n'a guères plus d'étendue qu'une de nos Provinces : il contient cependant environ deux millions d'Habitans.

Or , on ne trouvera jamais en France deux millions d'hommes dans un enclos de terrain aussi petit que celui du Portugal.

Si on subdivisoit la France en autant d'Etats différens qu'il y en a

actuellement en Italie , & qu'on répartît sa population dans la même proportion , ce feroient autant de déserts, comparez aux Etats de cette partie du monde que nous trouvons si dégarnis d'Habitans , parce que nous comparons toujours la population de chacun de ces Etats en particulier , avec la masse de notre population générale..

Or , il est exactement vrai qu'un Etat dont l'étendue est de cinquante millions d'arpens de terre , est plus fort , avec une population de huit millions d'Habitans , qu'un autre qui , avec cent - cinquante millions d'arpens , en a seulement vingt millions : funeste vérité , qui tend à prouver que la France est plus foible que la plûpart des Etats qui l'entourent , parce que , dans sa population , elle n'a point suivi géométriquement celle des autres Etats. La dépopulation.

a des causes , comme toutes les autres choses ; pour les découvrir , il suffit d'établir ces principes dont la politique convient ; sçavoir.

1. Que c'est du degré général de subsistance que dépend toujours le nombre d'hommes.

2. Que la population d'un Etat ne sera jamais considérable , quand celle des Laboureurs ne sera point florissante.

3. Que c'est de l'aisance de celle-ci , que dépend tout l'édifice de la population générale.

Ces maximes ont-elles été jusques ici celles de notre administration ? Pour en décider , il n'y a qu'à jeter ses regards en général sur nos Ménagers ou Païsans.

On voit sur la surface de la terre , en France , des Etres mal nourris , mal vêtus , a qui il manque jusques au nécessaire physique , & qui

ont à peine la figure humaine : voilà le portrait de nos campagnards.

» En France , (dit un Auteur *)
» les Laboureurs n'ont pas même la
» subsistance nécessaire ; c'est une es-
» pèce d'hommes qui commencent
» à dépérir avant quarante ans , faute
» d'une réparation proportionnée à
» leur fatigues ; l'humanité souffre en
» les comparant aux autres hommes.

Le défaut de subsistance dans cette classe , attaque la propagation dans son principe. La nature y dépérit faute d'alimens.

La plupart de nos campagnes sont désertes , & plusieurs de nos Provinces manquent de Laboureurs , parce que les Mariages , dans cette classe , diminuent tous les jours ; car , tel est l'effet de l'indigence qu'elle décourage , & , en affligeant l'ame , elle porte la mort dans le sein même

* Monsieur d'Angeüil.

de la vie. On ne sçauroit jeter des regards fixes sur sa postérité, lorsqu'on n'est pas sûr de sa propre existence. En effet, comment des hommes qui sont dans la misère, pourroient-ils penser de mettre au monde des enfans dont-ils sentent d'avance, par eux-mêmes, les malheurs.

Notre Législation s'est trop reposée ici sur la nature qui, dit-on, incline d'elle-même à la propagation de l'espèce. Mais, quand même il seroit vrai que nos Laboureurs fussent beaucoup portés au Mariage, il ne s'en suivroit pas de là que leur population fût plus nombreuse; car, comme la misère est égale dans les deux sexes, & que ces hommes qui manquent de tout, ne peuvent épouser que des filles aussi indigentes qu'eux; quel fonds la propagation peut-elle faire sur un pareil assemblage.

On a coûtume de dire , que les Laboureurs & les Pauvres ont beaucoup d'enfans. Il y a toujours ici équivoque dans le terme : on veut dire qu'ils font beaucoup d'enfans ; mais ce n'est pas là une preuve de population dans cette branche ; car , la plupart de ces enfans périssent , pour l'ordinaire , dans le bas âge.

Ils ne font que paroître dans la République , & en sortent avant d'être en état de lui rendre aucun service. Semblables à ces Acteurs , qui finissent leur rôle au premier Acte de la Pièce.

Tous ces accouchemens , au contraire , sont à charge. Ils ne servent qu'à diminuër la somme du travail auquel les femmes de la campagne sont employées ; car , tout vuide dans l'Industrie générale , cause un dommage quelconque ; & bien que ce

désordre ne se fasse pas sentir, & semble se perdre dans l'immensité de son néant, il n'en existe pas moins.

Tout est physique : les arbres, les plantes croissent, ou dépérissent à proportion de l'abondance ou de la disette des suc qui les nourrissent. Il en est de même des hommes, qui ne sont autre chose que des plantes d'un ordre supérieur ; lorsque le suc leur manque, ou que leur qualité est précaire, le nourrisson périt.

Et quels suc peuvent avoir ces infortunés enfans de la campagne, allaités par des Meres qui sont réduites, pour toute nourriture, à du mauvais pain, & qui, souvent, n'en ont pas assez ?

On sçait, par une expérience reconnue dans la médecine, qu'une nourriture mal-saine dans les Nourrices, rend toujours les enfans (s'ils ne meurent pas d'abord) maladifs, foibles, languissans, le reste de leur jours.

La Loi est générale chez tous les hommes , parce que le système de l'humanité est par-tout le même.

Et quelle raison peut-on avoir pour se persuader que nos Laboureurs peuvent contribuer à une grande population , tandis que chaque Citoyen , à la Ville , peut se convaincre , par sa propre expérience , de la dépeuplation de la campagne.

Lorsque j'étois en Angleterre , je fis prendre un état de la propagation de mille Laboureurs. Arrivé en France , je la comparai avec celle de mille de nos Ménagers d'une de nos Provinces des plus abondantes ; & je trouvai , toute proportion gardée d'âges , & des dattes de Mariages , que l'avantage , dans la population , étoit en faveur de l'Angleterre dans la proportion de 3 à 2. Cela vient de ce que l'aifance des Laboureurs , dans ce Ro-

yaume , est supérieure à celle des nôtres , dans cette proportion. Et voilà , pour le dire en passant , ce qui explique mieux que tous les systèmes politiques , pourquoi l'Angleterre est plus peuplée que la France.

Je pourrois tirer les mêmes conséquences des autres classes , & en les parcourant toutes , démontrer la dépopulation de chacune , dans la proportion du défaut des moyens relatifs à chaque condition ; mais j'aime mieux passer d'abord aux vices généraux de notre Législation.

Sans doute que les Loix civiles d'un Etat sont mauvaises , lorsqu'elles n'ont pas assez de force pour faire naître dans chaque Citoyen un certain amour pour la Patrie , sans lequel il ne sçauroit y avoir de République.

Qu'on parcoure l'Univers , on ne trouvera aucun Peuple sur la terre
qui

qui s'expatrie plus facilement que le François.

On diroit que nous n'appartenons à aucun Gouvernement, que nous n'avons point de Patrie, ou, pour mieux dire, que le monde entier est la nôtre.

L'Europe, l'Asie, l'Afrique, & l'Amérique, semblent s'être partagées notre population.

Il n'y a point de continent sur le Globe de la terre où on ne trouve des François résidens ou établis.

Dans les Indes Orientales & Occidentales, il y en a beaucoup. On en rencontre à la Chine, au Japon, & au Mogol. La Russie, la Laponie, la Livonie en sont remplies. La Perse, la Turquie, la Transylvanie, la Dalmatie, l'Archipel, en regorgent. La Pologne, la Saxe, le Dannemarck, la Suède, & généralement tous les Etats du Nord

en sont farcis. Bien-tôt il y aura plus de François en Angleterre que de Brétons même. L'Italie, L'Espagne, le Portugal en fourmillent, &c.

Cette inconstance, dit-on, tient au génie national ; mais, n'est-ce point encore ici à la Législation à reformer celui qui tend directement à la destruction de la République ?

C'est tout comme si on disoit en d'autres termes, qu'il y a un vice dans notre climat qui nous empêche de devenir un grand Peuple. Ne reviendra-t-on jamais de cette vieille erreur que le Phisique absorbe tout, & que l'air est plus fort que les plus fortes maximes politiques ?

A quoi pourront jamais servir, chez nous, les Loix les mieux combinées, tandis que la masse des hommes de l'Etat se fondra continuellement dans celle des autres Etats ?

Si la postérité de nos Compa-

tristes , répanduë sur la surface du reste de la terre , existoit dans notre continent , la France seroit aujourd'hui un des plus puissans Empires du monde.

On dira que les autres Peuples s'expatrient aussi , & viennent habiter chez nous ; & qu'ainsi , si la Monarchie perd d'un côté un certain nombre de Sujets , elle en gagne de l'autre.

Mais , il s'en faut bien que la balance soit égale. Nous perdons considérablement , dans celle-ci , avec toutes les Nations de l'Europe.

Si l'on compare le nombre des François qui sont en Angleterre avec celui des Anglois qui sont en France , on trouvera que le désavantage pour nous , est considérable.

En 1738. il y avoit dix mille François dans les Etats du Grand Sei-

gneur , tandis que nous n'avions pas cent Lévantins dans toute la France.

On compte actuellement en Russie un nombre prodigieux de François ; peut-être on ne trouveroit pas vingt Russiens en France.

Des dénombremens de l'Espagne , assurent qu'il y a dans ce Royaume au-delà de huit mille François. Il est incertain si en France on trouveroit huit cents Espagnols établis.

Il y a à présent en Portugal cinq ou six cents François dans les deux seules Villes de Lisbonne & du Porto ; je ne sçache point que dans la Monarchie entière ont découvrît vingt Portugais. *

A Rome , Naples , Florence , Boulogne , Venise , Milan , Turin , Livourne , Genes , en un mot , dans toute l'Italie , résident au-delà de quinze mille François ; il n'y a peut-être

* Si l'on excepte les Juifs de Bordeaux & la Maison de l'Ambassadeur , à Paris.

pas deux mille Italiens aujourd'hui établis en France.

Ce qui fait qu'on prend le change là-dessus , c'est le nombre de Voyageurs qui abordent de toutes parts chez nous. Mais , ces Etrangers ne demeurent pas dans le Royaume. Ils n'y sont , pour m'exprimer ainsi , qu'en visite ; au lieu que nous allons vivre & mourir chez les autres Peuples.

Mais , comme si ce penchant naturel de s'expatrier, chez nous, n'étoit pas assez fort , le Gouvernement a souvent donné lui-même des secousses à la nation qui ont jetté une grande partie des Sujets hors de l'Etat. Telle fut la fameuse transmigration des François , sur la fin du Siècle passé , par la révocation de l'Edit de Nantes.

Lorsque , sous le Règne où cet événement arriva , on voulut donner une couleur à la chose : voici

comme la politique d'alors s'exprima. La Constitution du Gouvernement Monarchique , dit-on , est différente de la Républicaine. Dans l'un , il est nécessaire que les Loix ramènent tout à un point ; dans l'autre , il convient qu'elles s'éloignent d'un centre unique.

Dans les Etats Monarchiques , il ne faut qu'un Prince & qu'une Religion ; la sûreté des Républiques dépend de la multitude des Magistrats , & de la différence des opinions sur les choses même de l'autre vie.

Le parti Protestant , en France , (c'est toujours la même politique qui parle) faisoit ombrage à la Couronne. Il falloit détruire cette branche , pour conserver le Trône , &c.

J'aimerois autant qu'on dît qu'un Prince doit se couper un bras , sur l'opinion qu'il s'est formé qu'une maladie dans ce membre , peut le tuer.

La force du Gouvernement Monarchique, comme celle du Républicain, est dans le nombre des Sujets. Dans l'un comme dans l'autre, c'est toujours une politique affreuse de détruire une branche de sa population, sur la simple probabilité que son anéantissement pourra contribuer à conserver les autres.

S'il y a une faute irréparable dans la politique, celle-ci est du nombre, parceque, presque toujours, lorsqu'on s'apperçoit du désordre, on n'est plus à tems à y apporter le remède.

Dans la position présente de liaison de l'Europe, un Etat ne sçauroit s'affoiblir par la diminution de ses Sujets, sans qu'un autre n'en devienne plus fort.

Je supplie qu'on ne m'accuse pas de Machiavelisme ; ce que je vais dire, n'est qu'une supposition théorique, relative au désavantage qu'é-

prouvent les Souverains , lorsqu'ils forcent leurs Sujets à passer chez l'Etranger.

Si lors de la révocation de l'Edit de Nantes , tous les Protestans qui sortirent alors de la France , eussent péri , le coup eût été moins funeste pour la Monarchie ; l'affoiblissement eût été en lui-même peu considérable ; c'eût été seulement un nombre de Sujets de moins pour l'Etat , & voilà tout ; le mal étoit qu'ils alloient peupler d'autres Gouvernemens , & , qu'indépendamment de la révocation de l'Edit , ils existoient toujours en Europe.

Nous avons éprouvé du depuis les tristes effets de cette mauvaise politique.

La branche des Protestans François , en Angleterre , (pour ne parler que de celle-ci) n'a pas peu contribué à diminuer notre Puissance.

Ces Réfugiés sont nos plus cruels ennemis. Dans les Guerres que nous avons avec cette Nation , ils s'acharnent à nous détruire. La haine qu'il portent au seul nom François , leur donne des nouvelles forces. Un soldat, ainsi animé par des motifs particuliers de ressentiment & de vengeance particulière , en vaut quatre des autres.

Notre politique a fourni elle-même des fortes armes à nos ennemis pour nous détruire.

C'est elle qui est cause que leur population s'est augmentée , & que la nôtre a diminué ; c'est elle qui a fait que nos ennemis ont aujourd'hui quatre cent mille combattans de plus pour nous attaquer , tandis que nous les avons de moins pour nous défendre.

Qu'on ne parle point surtout des motifs de Religion. Dans ces oc-

caſions, elle ſert toujours de prétexte à un Parti qui veut devenir le dominant.

On a beau faire valoir les intérêts de Ciel; ceux de la Terre ſe montrent toujours

La véritable Religion n'a point tant de fiel. On ne peut pas ſ'y tromper. Elle eſt douce, aimable, compatiffante, & porte toujours avec ſoi le caractère de la charité. D'ailleurs, la ſéparation de l'Egliſe * n'entraîne point, dans les Sujets, celle de l'Etat. L'Histoire des Peuples de tous les Tems, de tous les Empires du monde, prouve qu'un Hérétique peut être un bon Citoyen. Mr. de Turenne, (je ne citerai que lui,) avant ſa réunion à l'Egliſe, avoit rendu les plus grands ſervices à la

* La Révocation de l'Edit ne portoit point banniſſement, mais elle interdisoit aux Proteſtans tout Exercice de leur Religion, ce qui étoit la même choſe.

Couronne. Actuellement, dans une infinité d'Etats qui sont remplis de Sujets qui sont Hérétiques, ceux-ci n'en méritent pas moins la protection de leur Gouvernement.

L'esprit de Profelitisme, chez les Souverains, (s'il est vrai qu'il puisse quelque fois s'accomoder avec les maximes du Gouvernement politique & civil,) doit être fondé sur l'extirpation de l'Hérésie, & non sur sa Localité.

Dans quel païs de la Terre qu'habite une Secte qu'on croit offenser l'Etre suprême, la chose, par rapport au lieu & à l'offense, est très indifférente par elle-même, parce que tout l'Univers n'est qu'un point devant lui.

Qu'importe après tout, pour la propagation universelle de la Foi, que les Protestans d'un Royaume soient repoussez dans un autre Ro-

yaume ? La Secte n'en existe pas moins dans le monde.

Il ne seroit pas même bien difficile de prouver , qu'à la révocation de l'Edit de Nantes , la Religion Catholique, Apostolique, & Romaine y a perdu. Dumoins , on peut démontrer , qu'une Secte fera toujours moins de progrès dans un Etat où elle ne sera point la dominante , que par-tout où elle dominera.

Toutes choses égales d'ailleurs , il est bien plus aisé de ramener les Hérétiques à la Foi dans un pays Catholique , que lorsqu'ils habitent un continent d'où la Religion Romaine est entièrement bannie.

Si tous les Souverains de l'Europe s'étoient entendus pour forcer les Juifs à se retirer dans quelque coin de la Terre où leur Religion eût été l'unique , plusieurs millions de
de

de Juifs qui se sont faits Chrétiens, seroient morts Juifs.

La plûpart , au contraire , ont sagement fait , de cette Secte , un objet de population.

Enfin , si on examine mûrement & sans prévention tous les effets de cette fameuse Révolution , on trouvera peut-être que , chez nous , le Spirituel y perdit autant que le Temporel.

On parle continuellement du dommage que souffrit alors la Monarchie , par la sortie de tant d'Ouvriers Protestans qui portèrent nos Arts & nos Manufactures chez les autres Nations ; ce qui a mis toujours depuis des bornes à notre Industrie. Notre politique forme tous les jours là-dessus des regrets. Cependant , de ce côté-là , le mal n'est peut-être pas irréparable : mais comment réparer celui qui fut occasion-

né par la perte sans retour d'un si grand nombre de Sujets ?

Quelle combinaison pourra jamais indemniser l'Etat politique de la diminution qui s'est faite depuis dans la consommation générale des denrées , & par conséquent , dans l'Agriculture , graduellement au vuide , que cause la sortie de tant d'hommes ?

Quelle autre partie de notre administration pourra balancer le dommage que la culture a souffert par l'absence de tant de Sujets ?

Où sont les ressources qui puissent établir une indemnisation réelle pour la diminution de nos richesses qui ont passé chez l'Etranger , & dont les autres Etats jouissent aujourd'hui , au préjudice de la France ?

Enfin , on aura beau faire valoir des préjugés à ce sujet , il sera toujours exactement vrai que la Mo-

narchie ayant aujourd'hui six cents mille Sujets de moins , sa puissance est diminuée dans la proportion de ce nombre d'hommes , qui ne se trouvent plus dans l'Etat.

Mais , un autre défaut capital dans notre Législation , a diminué encore d'avantage notre population.

On voit , dans le système des Romains , un plan toujours suivi pour augmenter le nombre des Citoyens. La République étoit perdue , & cette maxime subsistoit encore.

César-Auguste encouragea le Mariage par toutes les voies qui peuvent y porter les hommes.

Quelques Gouvernemens modernes ont suivi là-dessus l'esprit des Romains.

Pour nous , on diroit que notre Législation se soit totalement éloignée de ce point de vûe général de population.

Au lieu d'établir des Loix excitatives ou coactives, pour porter chaque Citoyen à cet engagement, elle semble, au contraire, avoir pris un chemin tout opposé.

Du moins, tel est l'effet de cette Loi qui défend, chez nous, aux enfans de se marier sans le consentement des Peres & Meres, si ce n'est dans un âge où la nature a perdu le tems le plus précieux de la fécondité.

Loi contraire à notre Puissance politique, puisqu'elle détruit la population dans sa source la plus légitime.

C'est cette funeste Loi qui détermine la plûpart des Citoyens au Célibat, qui peuple les Couvens de l'un & de l'autre sexe, bien plus par les dépit qu'elle cause de ne pouvoir s'y soustraire, que par des vocations déterminées.

C'est elle qui cause cette désertion continuelle de Sujets , qui , dans une union que l'Eglise elle-même approuve , sont obligez d'aller chercher dans les Etats étrangers une protection que leur Patrie leur refuse.

On a beaucoup parlé d'une Loi d'Angleterre qui permettoit aux filles de se marier à sept ans.

Cette Loi , toute prématurée qu'elle est , est moins contraire à la politique, que celle qui fixe , chez nous , le point de liberté dans ce sexe à vingt-cinq ans ; car, il est de fait, que si on compare l'Etat de fécondité de cent filles qui se marient à sept ans , avec le même nombre de celles qui se marient à vingt-cinq , on verra , qu'à l'âge de quarante ans , celles qui se sont engagées dans cet état à sept ans auront eû beaucoup plus d'enfans , que celles qui n'y seront entrées qu'à vingt-cinq.

Or, le premier objet du Législateur doit être la population. Dans nos Gouvernemens modernes, où les passions & une infinité de vices concourent à l'anéantissement de l'espèce, toute autre considération doit céder à celle-ci.

Quelle espérance la France pourra-t'elle jamais avoir de voir augmenter le nombre de ses Habitans, lorsque les Peres & Meres seront autorisés, par la Loi même, de sacrifier la population de l'Etat à leurs vûes d'ambition?

Nous avons tous les jours devant les yeux les exemples des victimes que chaque famille particulière immole à la dépopulation générale.

S'il y a six filles dans une Maison; quatre, & souvent cinq sont destinées pour le Célibat.

Cet Arrêt des Peres est irrévocable, parce qu'il a pour lui la voix

même du Prince ; dumoins ces filles ne peuvent en appeller qu'à l'âge de vingt-cinq ans. C'est-à-dire , comme je l'ai déjà remarqué , lorsqu'elles ont perdu les dix années les plus précieuses de leur fécondité

» Le consentement des Peres , disent quelques Auteurs , est fondé » sur leur puissance , c'est-à-dire , sur » le droit de Propriété.

C'est oublier que les enfans appartiennent plus à la République qu'à leur Peres , parce qu'ils lui sont redevables de leur sûreté , & de tous les moyens qui concourent à leur conservation. Or , ce qui assure l'existence , est au-dessus de l'existence même. La création n'est qu'un Point ; ce qui la perpétuë est éternel. Le droit Paternel doit finir où celui de la République commence. L'intérêt de l'Etat est la suprême Loi. Tous les Réglemens civils & politiques doivent

être mesurez sur ce principe. Il faut bien prendre garde de ne pas confondre les choses. Il y avoit une différence de cette Propriété des Peres sur les enfans avant l'établissement des Gouvernemens, ou après cet établissement.

C'est la Société elle-même qui leur a fait perdre le droit dont-il s'agit ici.

La réunion générale de toutes les Familles a exigé des Loix supérieures à celles de chaque famille particulière ; le bien général a demandé que les Peres fissent à chaque instant des sacrifices à la nature ; car le Législateur est ici dans un état forcé ; il est obligé de se conformer aux dispositions de population des autres Gouvernemens, sans quoi, sa République pourroit bientôt être détruite.

Si les Loix des Peuples qui en-

environnent sa société, favorisent la propagation générale, il doit l'encourager par les mêmes voies; car, c'est toujours des rapports analogues de population, que dépend la sûreté des Gouvernemens. C'est en quoi notre Législation a manqué, puisque toutes les Loix des Peuples qui nous environnent, donnent la liberté aux enfans de se marier sans le consentement des Peres & Meres.

Il ne s'agit point d'examiner si ces Loix choquent, dans quelques endroits, la nature; il lui suffit de les trouver établies, pour s'y conformer.

La Propriété des Peres, chez nous, ne s'étend pas jusques au droit de donner la mort à leurs enfans: pourquoi leur seroit-il permis d'ôter la vie à l'Etat politique?

D'ailleurs, il y a ici contradiction dans la Loi même.

Il est permis , chez nous , aux mâles , de se marier à l'âge de trente ans , * & aux femelles , à vingt-cinq. Voilà donc un état de liberté , avoué par la Loi même ; & , pour m'exprimer ainsi , une cessation du droit de Propriété ; ainsi , le droit de Propriété des Peres sur les enfans , en France, n'est point exécuté ; & cependant l'Etat souffre de la Loi.

Je ne sçaurois quitter ceci. Le consentement des Peres au Mariage de leurs enfans , ajoute-t'on , est fondé sur leur amour , sur leur raison , & sur l'incertitude de celle de leurs enfans , que l'âge tient dans l'état d'ignorance , & leur passions , dans celui d'ivresse.

D'ailleurs , continuë-t'on , la prudence des Peres , dans le cas de Mariage , est au-dessus de toute autre prudence.

* En faisant trois Actes de respect.

Cela est toujours exactement vrai à l'égard des aises & des commodités de cet état ; mais jamais , ou presque jamais relativement à la population générale.

Car , où est le Pere , en France , qui ne préfère pour sa fille un homme de soixante ans , avec vingt mille livres de rente , à un autre qui n'a que trente ans , avec seulement trois mille livres ?

Cependant, voilà deux postérités particulières d'éteintes pour la République.

En général , les Parens pensent plus à la conformité des fortunes, qu'à celle de l'âge & des inclinations.

L'intérêt est le premier ressort qui fait mouvoir cette prétendue prudence , toujours préjudiciable à l'Etat.

» Si l'on compte quelques Mariages ,
» (dit l'Auteur des remarques sur les
» avantages & désavantages de la

324 *Les intérêts de la France*

» France ,) que l'avis des Parens
» ait mieux assortis que l'inclination
» des enfans , (ce qui est presque
» toujours indifférent à l'Etat ;) ne
» fera-ce pas un grand poid , de l'au-
» tre côté de la balance , que le
» nombre des Mariages que le luxe
» des Parens , le desir de jouir , le
» chagrin de la privation peuvent
» supprimer.

On appelle toujours , chez nous ,
un Mariage inégal , celui où une
fortune considérable est jointe à une
richesse médiocre ; & c'est contre
ceux-ci ordinairement que les Peres
& Meres font valoir la Loi qui leur
permet de refuser leur consentement
à leurs enfans ; mais , ce sont préci-
sément ceux qui conviennent tou-
jours mieux à l'Etat politique , &
que la Loi devroit le plus encou-
rager.

Qu'on prene un état de propa-
gation

gation de mille de ces Mariages, faits par les Parens dans les vûës qu'on vient de voir, & qu'on le compare avec un pareil nombre de ceux que l'âge & l'inclination seule des enfans à formés ; & on sentira quel énorme préjudice il en résulte pour la population.

Règle générale : deux grandes fortunes unies ensemble détruisent toujours un troisième Mariage.

La combinaison des richesses la plus favorable à l'Etat, est celle qui contribue à lui fournir un plus grand nombre d'hommes.

D'un autre côté, le droit de primogéniture, établi dans beaucoup de nos Provinces, est également funeste à la population. C'est lui qui diminue tous les jours le nombre des Sujets, parce qu'en ôtant aux cadets les moyens de se marier, il les force au Célibat.

C'est toujours de la subdivision des aïssances particulière , que dépend les progrès de la population générale.

Par exemple , une fortune de dix mille livres de rente , partagée entre dix enfans , donnera bien plus de Citoyens à l'Etat , que si elle passe en entier à un seul.

Dans la plûpart de nos Provinces où cet usage est établi , un Pere qui a eu six enfans des deux sexes , a presque toujours à peine un petit fils à qui il puisse, en mourant , transmettre son nom avec son héritage

Par la disposition de cette Loi destructive , les cadets n'ont guère d'autre parti à prendre que de se faire Moines , ou Soldats ; Professions directement opposées au système de population. La plûpart , honteux de cette énorme différence que la Loi a mis entre-eux & leur

aînés , vont se cacher dans les Païs étrangers; ce qui prive l'Etat d'une infinité de Sujets.

Le droit de primogéniture tend à réduire toutes les lignes de propagation de chaque famille à une seule.

On diroit que son esprit est de réduire la population de l'Etat au plus petit nombre d'hommes qu'il est possible.

C'est ce droit , dit-t'on , qui perpétuë les branches aînées des familles , qui soutiennent l'Etat ; mais une grande population le soutiendrait bien mieux , &c.

Je passe aux autres branches de notre population. Nos Colonies de l'Amérique n'ont pas peu contribué à diminuër le nombre des Citoyens.

Lorsqu'on a dit que nos plantations de l'Amérique ont augmenté notre Commerce de cent cinquante

millions , on croit toujours avoir prouvé démonstrativement l'utilité de nos Colonies. Mais il est clair que ce Commerce a diminué notre Puissance politique , parce qu'il s'est formé aux dépens de notre population.

Une branche considérable de celle-ci s'est fonduë dans la formation de ces établissemens.

Un Etat exact de tous les Sujets qui ont péri d'une mort prématurée , sans laisser de postérité à la France depuis que nous travaillons à peupler l'Amérique , effrayeroit nos Ministres. Il n'y a nul doute qu'un tel Etat ne rompît le charme , & ne fît enfin ouvrir les yeux à nos Rois.

Mais , sans lui , une seule réflexion peut suffire.

Personne n'ignore que l'Air , le Ciel , le Païs , la qualité des Ali-

mens auxquels les hommes s'accoutument en naissant , forment , chez eux , une seconde nature , à laquelle la première est toujours subordonnée.

L'expérience démontre tous les jours , que la différence du climat du Midi au Septentrion de la France , abrège la vie de ceux qui y changent leur résidence ; à plus forte raison , quel ravage ne doivent pas faire dans notre population ces établissemens formés dans ces nouveaux Mondes toujours mal-sain , quand il n'y auroit que le renversement des Saisons , respectivement aux nôtres , & où il faut nécessairement , pour y résister , que la nature change de système ?

Si le Gouvernement fait prendre un état des Sujets qui passent à l'Amérique , il verra que de cent , il y en a soixante qui périssent en arrivant.

Comment a-t-on pu supposer que des plantations de Canes pouvoient indemniser l'Etat des brèches qu'elles font à la population ?

L'avantage du Commerce de nos Colonies, est en quelque façon idéal ; mais la perte des Sujets est effective.

Ce Commerce n'a point contribué à augmenter la masse de nos richesses , parce que la plûpart des Etats de l'Europe à qui nous pourrions vendre nos denrées de l'Amérique , y ont, comme nous, des établissemens. Nous sommes obligés de les consommer nous-mêmes ; ce qui rend la plus grande partie de ce Commerce nul par lui-même.

Le seul avantage réel qu'il procure à l'Etat politique , est de soutenir un peu le reste infortuné de notre Marine expirante.

De tout ceci , il résulte une con-

séquence bien triste pour nous ; je veux dire , qu'en entretenant continuellement nos Colonies au nombre de vingt mille Habitans seulement , il faut que notre population générale en Europe diminuë tous les Siècles au-delà de cinq cents mille Citoyens , dont la branche est perduë sans retour pour la Monarchie. C'est-à-dire donc , (les choses restant sur le pied présent ,) qu'il faut qu'après , un certain période de tems révolu , l'Amérique ait entièrement dépeuplé la France.

Nos Facturies dans les autres parties du monde , ne sont pas si funestes à notre population ; mais , il n'est pas moins , vrai qu'elles contribuent continuellement à diminuër le nombre des Habitans en France , parce que elles attirent à elles une quantité prodigieuse de Sujets que l'Etat principal perd.

yaume ? La Secte n'en existe pas moins dans le monde.

Il ne seroit pas même bien difficile de prouver , qu'à la révocation de l'Edit de Nantes , la Religion Catholique, Apostolique, & Romaine y a perdu. Dumoins , on peut démontrer , qu'une Secte fera toujours moins de progrès dans un Etat où elle ne sera point la dominante , que par-tout où elle dominera.

Toutes choses égales d'ailleurs , il est bien plus aisé de ramener les Hérétiques à la Foi dans un pays Catholique , que lorsqu'ils habitent un continent d'où la Religion Romaine est entièrement bannie.

Si tous les Souverains de l'Europe s'étoient entendus pour forcer les Juifs à se retirer dans quelque coin de la Terre où leur Religion eût été l'unique , plusieurs millions de
de

de Juifs qui se sont faits Chrétiens, seroient morts Juifs.

La plupart , au contraire , ont sagement fait , de cette Secte , un objet de population.

Enfin , si on examine mûrement & sans prévention tous les effets de cette fameuse Révolution , on trouvera peut-être que , chez nous , le Spirituel y perdit autant que le Temporel.

On parle continuellement du dommage que souffrit alors la Monarchie , par la sortie de tant d'Ouvriers Protestans qui portèrent nos Arts & nos Manufactures chez les autres Nations ; ce qui a mis toujours depuis des bornes à notre Industrie. Notre politique forme tous les jours là-dessus des regrets. Cependant , de ce côté-là , le mal n'est peut-être pas irréparable : mais comment réparer celui qui fut occasion-

né par la perte sans retour d'un si grand nombre de Sujets ?

Quelle combinaison pourra jamais indemniser l'Etat politique de la diminution qui s'est faite depuis dans la consommation générale des denrées , & par conséquent , dans l'Agriculture , graduellement au vuide , que cause la sortie de tant d'hommes ?

Quelle autre partie de notre administration pourra balancer le dommage que la culture a souffert par l'absence de tant de Sujets ?

Où sont les ressources qui puissent établir une indemnisation réelle pour la diminution de nos richesses qui ont passé chez l'Etranger , & dont les autres Etats jouissent aujourd'hui , au préjudice de la France ?

Enfin , on aura beau faire valoir des préjugés à ce sujet , il sera toujours exactement vrai que la Mo-

narchie ayant aujourd'hui six cents mille Sujets de moins , sa puissance est diminuée dans la proportion de ce nombre d'hommes , qui ne se trouvent plus dans l'Etat.

Mais , un autre défaut capital dans notre Législation , a diminué encore d'avantage notre population.

On voit, dans le système des Romains , un plan toujours suivi pour augmenter le nombre des Citoyens. La République étoit perdue , & cette maxime subsistoit encore.

César-Auguste encouragea le Mariage par toutes les voies qui peuvent y porter les hommes.

Quelques Gouvernemens modernes ont suivi là-dessus l'esprit des Romains.

Pour nous , on diroit que notre Législation se soit totalement éloignée de ce point de vûe général de population.

Au lieu d'établir des Loix excitatives ou coactives, pour porter chaque Citoyen à cet engagement, elle semble, au contraire, avoir pris un chemin tout opposé.

Du moins, tel est l'effet de cette Loi qui défend, chez nous, aux enfans de se marier sans le consentement des Peres & Meres, si ce n'est dans un âge où la nature a perdu le tems le plus précieux de la fécondité.

Loi contraire à notre Puissance politique, puisqu'elle détruit la population dans sa source la plus légitime.

C'est cette funeste Loi qui détermine la plûpart des Citoyens au Célibat, qui peuple les Couvens de l'un & de l'autre sexe, bien plus par les dépit qu'elle cause de ne pouvoir s'y soustraire, que par des vocations déterminées.

C'est elle qui cause cette défection continuelle de Sujets , qui , dans une union que l'Eglise elle-même approuve , sont obligez d'aller chercher dans les Etats étrangers une protection que leur Patrie leur refuse.

On a beaucoup parlé d'une Loi d'Angleterre qui permettoit aux filles de se marier à sept ans.

Cette Loi , toute prématurée qu'elle est , est moins contraire à la politique, que celle qui fixe , chez nous , le point de liberté dans ce sexe à vingt-cinq ans ; car, il est de fait, que si on compare l'Etat de fécondité de cent filles qui se marient à sept ans , avec le même nombre de celles qui se marient à vingt-cinq , on verra , qu'à l'âge de quarante ans , celles qui se sont engagées dans cet état à sept ans auront eû beaucoup plus d'enfans , que celles qui n'y seront entrées qu'à vingt-cinq.

Or, le premier objet du Législateur doit être la population. Dans nos Gouvernemens modernes, où les passions & une infinité de vices concourent à l'anéantissement de l'espèce, toute autre considération doit céder à celle-ci.

Quelle espérance la France pourra-t'elle jamais avoir de voir augmenter le nombre de ses Habitans, lorsque les Peres & Meres seront autorisés, par la Loi même, de sacrifier la population de l'Etat à leurs vûes d'ambition?

Nous avons tous les jours devant les yeux les exemples des victimes que chaque famille particulière immole à la dépopulation générale.

S'il y a six filles dans une Maison; quatre, & souvent cinq sont destinées pour le Célibat.

Cet Arrêt des Peres est irrévocable, parce qu'il a pour lui la voix

même du Prince ; dumoins ces filles ne peuvent en appeller qu'à l'âge de vingt-cinq ans. C'est-à-dire , comme je l'ai déjà remarqué , lorsqu'elles ont perdu les dix années les plus précieuses de leur fécondité

» Le consentement des Peres , disent quelques Auteurs , est fondé » sur leur puissance , c'est-à-dire , sur » le droit de Propriété.

C'est oublier que les enfans appartiennent plus à la République qu'à leur Peres , parce qu'ils lui sont redevables de leur sûreté , & de tous les moyens qui concourent à leur conservation. Or , ce qui assure l'existence , est au-dessus de l'existence même. La création n'est qu'un Point ; ce qui la perpétuë est éternel. Le droit Paternel doit finir où celui de la République commence. L'intérêt de l'Etat est la suprême Loi. Tous les Réglemens civils & politiques doivent

Sujets qui se présentent de toutes parts à leurs regards ; & à cause de cela même, ils croient l'Etat très Puissant ; car les Ministres sont comme le reste des hommes , qui ont les idées extrêmement réfléchies sur les objets présens.

Mais il seroit à fouhaiter , qu'à chaque commencement de leur ministère , ils parcourussent une fois le Royaume , afin qu'ils vissent par eux-mêmes les vastes déserts que cette population florissante de Paris cause elle-même au reste de la Monarchie.

On a beau donner des calculs sur la population de cette Capitale. Il est de fait , que l'état des morts l'emporte annuellement sur celui des naissances.

On a beau dire aussi que le mal est insensible ; s'il existe , comme on n'en sçauroit douter , on ne dispute

alors que sur le tems ; car , il faut que dans une révolution plus ou moins grande , Paris absorbe tous les Habitans de la France.

Ainsi , Monsieur George Petti , qui inclinoit à mettre toute la population d'Angleterre dans la seule Ville de Londres , n'y entendoit rien. Il eût détruit à la fin la Monarchie , au lieu de la rendre florissante , &c.

Poursuivons les autres causes de dépopulation.

Les Rentiers privent la France d'un accroissement d'Habitans. En général , les viagers , comme on les appelle , ne se marient point. Toute la branche de leurs descendans finit avec eux.

C'est notre Gouvernement , comme je l'ai dit ailleurs , qui a ouvert lui-même la porte à ce désordre. Les besoins réels ou chimé-

riques de l'Etat, ont enfanté ces rentes.

Plus de cinquante mille Sujets ont vendu leur postérité au Roi, à raison de dix pour cent, pour m'exprimer ainsi. Quel marché ruineux pour l'Etat ! Nos Ministres n'apprendront-ils jamais à connoître les véritables intérêts de nos Rois ? Oublieront-ils toujours que leur Puissance est dans le nombre de leur Sujets ; que tout ce qui diminue celui-ci, affoiblit cette Puissance ! &c.

Mais , notre Clergé fait encore de plus grandes brèches à notre population.

Ceux qui ont fait des énumérations de nos Prêtres, Clercs, Religieux, en font monter le nombre à cinq-cents-mille.

Si on veut faire attention que l'état de l'Eglise est aujourd'hui le

dominant en France ; qu'il n'y a presque aucune famille dans le Royaume qui ne tienne à lui par quelque endroit ; on trouvera sans doute que ce calcul est modéré.

La Monarchie est pleine de Clercs célibataires , qui rendent toujours moindre le nombre de ses Habitans.

Toutes nos Villes , Bourgs , Villages & Hameaux fourmillent de Couvens remplis de Citoyens qui mettent continuellement des bornes à notre Puissance politique ; de ces hommes qui sont toujours les derniers de leur Ligne , & qui ne laissent après eux aucune trace d'avoir existé sur la terre.

Mais cette matière est trop usée ; elle a fait trop souvent le Sujet des observations , de nos Ecrivains politiques pour m'y arrêter.

Je ferai seulement ici une réflexion,

La France étant composée de dix-sept millions d'Habitans , & son Clergé de cinq cents mille Citoyens ; une trente-quatrième partie de la Nation se trouve par-là continuellement anéantie , sans être jamais réparée ; il faut donc nécessairement à la fin , que notre Clergé absorbe toutes les autres branches de notre population.

Ceci est susceptible de démonstration.

Qu'on jette trente-quatre familles dans une petite Isle dépeuplée.

Qu'on établisse dans cette nouvelle République la même proportion qui est , chez nous , entre le Clergé célibataire & les autres classes qui doivent fournir à la propagation de l'espèce.

Etablissons d'abord des principes généraux ; sçavoir.

1. Que dans l'état présent du monde , la population se perpétue ,

sans augmenter au-delà de son premier numéraire ; c'est - à - dire , que la génération d'un homme , au bout de cent ans , se réduit à un autre homme.

2. Que la vie des hommes , prise en blot , est de vingt ans.

3. Que les gens du monde vivent autant que les Célibataires , & que les Célibataires , en général , ne vivent pas plus que les gens du monde.

En suivant ceci , on trouvera que , dans cent ans , l'abstraction faite de Pestes , Famines , & de tout autre accident furnaturel , les trente-quatre familles de l'Isle dont nous venons de parler , seront réduites à vingt-neuf ; & ainsi des autres , de siècle en siècle , jusques à l'extinction entière des trente - quatre familles.

ABREGE' DE L'HISTOIRE DE LA DEPOPULATION GE'NE'RALE DE LA FRANCE COMBINE'E PAR SON CLERGE'.

L'état Militaire , en France, est une autre espèce de Clergé, non guères moins destructif. Le Célibat y est ordonné par le Prince. Nos soldats n'ont point la liberté de se marier; en général , ils meurent sans laisser de postérité.

Si on suppose que la France tiene communément cent cinquante mille hommes sur pied ; il s'ensuit de ce calcul , que tous les siècles , elle doit éteindre une branche de sa population de sept cents cinquante mille Sujets.

Enfin nos Guerres. Il est certain , que toutes proportions gardées d'ailleurs , elles sont plus funestes à notre population , qu'aux autres Puissances qui s'y engagent avec nous.

1. Parce que, vû notre position, nous sommes obligés de mettre sur pied de plus nombreuses Armées.

2. Parce que nos Guerres se font presque toujours chez l'Etranger , où le changement de climat tuë plus de nos Soldats que le Canon.

3. Parceque la Nation étant moins robuste que celles du Nord, avec qui nous avons presque toujours affaire , succombe plus facilement aux fatigues.

4. Parce que les vivres de nos Armées étant devenus un monopole , il y attire un nombre prodigieux de Commis.

5. Parce que notre luxe peuple nos Armées d'une infinité de gens superflus, qui y périssent.

Regle générale : si nos Ennemis ont cent mille hommes sur pied , nous en avons toujours trois cens mille ; car nos Garnisons, qu'on peut bien affoiblir un peu , mais non pas dégarnir entierement , nous occupent considérablement du monde ; ce qui fait que, tandis que les autres Etats nous atta-

348 *Les intérêts de la France*

quent avec toutes leurs forces , nous ne pouvons leur opposer qu'une partie des nôtres.

L'Angleterre, dans toutes ses divisions avec nous, n'emploie que dix mille hommes contre trente mille de notre part.

Or, il est de fait que la population générale d'une Nation , en tems de Guerre , souffre dans la disproportion de grandes Armées.

L'obligation où nous sommes toujours d'aller attaquer nos Ennemis dans des continens qui nous sont étrangers, détruit nos Armées sans combat.

L'Italie qui, depuis plusieurs siècles, est le siège de nos guerres , a toujours été le tombeau des François.

Les playes que la Monarchie a fait à sa population saigneront long-tems.

Le climat du Nord n'est pas moins funeste à nos Troupes. Trois de nos Armées consécutives se sont fonduës en dernier lieu en Allemagne. Nos
Ennemis

Ennemis, sans coup ferir, remportoient tous les jours des nouvelles Victoires. Ils n'employent d'autres armes pour détruire nos Soldats que celles des saisons.

Outre les Armées de nos Soldats, nous en avons une autre immense de vivriers. Cette Troupe, pour ne pas essuyer le feu de l'Ennemi, n'en périt pas moins par les fatigues inséparables de l'avidité de s'enrichir par les voyes courtes.

Tout est entreprise aujourd'hui dans nos Armées, jusques à la vie des hommes.

La partie de nos Hôpitaux est devenue une espèce de marchandises, qui forme un trafic. Elle est délivrée à l'enchère. Ce n'est point l'entreprise qui a le plus de soin des malades, qui a la préférence, mais celle qui s'en charge à meilleur marché, ou, ce qui est la même chose, qui employe

moins des moyens pour opérer leur guérison.

Il est difficile de comprendre comment on a pû supposer que des entrepreneurs penseroit moins à leur fortune qu'à la conservation des Soldats. On peut dire qu'un Etat ne connoit point ses véritables intérêts , lorsqu'il confie la moindre branche de sa Population à des Compagnies Mercenaires. La vie des hommes est trop précieuse pour permettre qu'elle devienne l'objet d'une spéculation pécuniaire.

L'Intérêt que chaque entrepreneur a sur les Hôpitaux de l'Armée , se vend comme un effet ; & comme chacun veut gagner sur son Contrat , dans la proportion du premier entrepreneur , à peine le dernier peut-il donner du bouillon aux Malades.

Le Luxe de nos Officiers généraux ; celui de nos Intendants , Com-

missaires - ordonnateurs , Munitionnaires , Directeurs , Regisseurs , grands & petits Commis , forme une troisième Armée de Valets , Cuisiniers , Palfreniers , Coureurs , Muletiers , Vivandiers , Caffetiers , Colporteurs , Goujats , garçons - Hôteliers , Limonadiers , qui , à la seconde Campagne , est ordinairement fondue , & qui est remplacée par une autre , qui périt également.

Si, à l'état des morts Militaires qu'on envoie à la Cour à la fin de chaque Campagne, on y joignoit celui des hommes qui, sans être de l'Armée, ont péri à l'Armée, nos Rois seroient effrayez de la brèche que chaque Guerre fait à la Population , & par conséquent , à leur Puissance. Il n'y a nul doute qu'un tel tableau, dans les discussions que notre Gouvernement a avec les autres Souverains de l'Europe , ne leur fît sacrifier une infinité de petits in-

352 *Les intérêts de la France*
térêts Politiques , au plus grand de
tous.

On assure que les dernières guerres ont coûté à la Monarchie au-delà de neuf cents mille Sujets, tandis que nos Ennemis n'en ont pas perdu trois cents mille.

A quoi nous servent les traités de Paix les plus avantageux ? Y a-t'il aucune compensation qui puisse nous indemniser de semblables pertes ? Le calcul des avantages que nos Ennemis ont remporté sur nous dans les dernières guerres , est bien clair. Ils ont diminué la force de notre Etat politique d'un dix-huitième , tandis que la leur ne s'est affoiblie que d'un quarantième. Ils ont donc acquis plusieurs degrés de force sur nous. Par conséquent , ils sont aujourd'hui plus en état de nous attaquer , & nous moins en état de nous défendre. Il ne seroit peut-être pas impossible à

l'esprit de calcul , de fixer l'époque de la dépopulation générale de la France , par un certain nombre de Guerres à venir , combinées par celles qui viennent de se passer sous nos yeux.

En ne changeant rien au système que nous venons de suivre , peut-être qu'après trente Campagnes en Allemagne , & vingt en Italie , il ne resteroit en Europe , de la France , que le seul nom de François.

*Nécessité de faire revivre les usages
des Anciens , pour exciter chez nous
les Citoyens au mariage.*

Le seul coup d'Etat qui ait été frappé en France , depuis l'établissement de la Monarchie , pour exciter les Citoyens au mariage , est précisément celui qui les y a le moins portés.

Louis XIV. ordonna des pensions pour ceux qui auroient douze enfans. (a) Il étoit difficile d'imaginer un moyen moins propre à augmenter notre population.

Regle générale : lorsqu'on établit des récompenses pécuniaires , il faut toujours qu'elles soient proportionnées aux dépenses que doivent faire les Sujets pour les acquérir ; sans quoi , le Législateur a manqué son plan. Les hommes se voyent toujours avant l'Etat ; il n'y a point d'autre route pour les conduire au bien général , que de les y amener par le chemin de leur intérêt particulier.

Outre les besoins physiques ; communs à tous les hommes , chaque classe a un Luxe relatif , nécessaire. Or , plus une famille est nombreuse , moins les moyens du chef sont suf-

(a) Par un Edit de 1666.

hans pour satisfaire à ce luxe.

D'ailleurs, depuis que l'envie de paroître , & que le désir de se distinguer sont devenus la passion dominante chez toutes les Nations policées , il a fallu que les sciences , les talents , les qualités , les manières , les agrémens entraissent dans le système de l'éducation ; ce qui , en général , l'a renduë plus coûteuse.

Toutes les classes se sont ressenties de cette augmentation , dans une certaine proportion. L'éducation d'un fils de Laboureur est différente , de nos jours , de celle que ces hommes donnoient à leurs enfans il y a cent ans.

Il n'y a point de Citoyen aujourd'hui en France , qui ne se crût ruiné d'avance , si , en se mariant , il avoit quelque probabilité qu'il aura douze enfans ; & qui , à cause de cela même , ne préférât de rester Célibataire.

La dépense d'élever douze enfans excédant le bénéfice de les avoir , a fait que la gratification a manqué son coup ; & elle l'a si bien manqué , que j'établis comme un fait certain , que depuis la publication de l'Edit , il n'y a pas eu un seul homme en France qui se soit marié dans l'intention d'en jouir.

Ainsi , on peut mettre cette dépense au nombre de celles qui sont onéreuses à l'Etat. Car si plusieurs aujourd'hui jouissent de cette pension , elle n'est pas la cause première qui fait qu'ils en jouissent.

Je dis onéreuse , parce que les Princes ne peuvent donner mal , sans donner aux dépens de la masse de leurs sujets.

Toute récompense qui ne remplit pas son objet , est nécessairement destructive de ce même objet.

Les révenus de la Monarchie n'étant pas assez considérables pour fournir à un chacun des moyens, pour m'exprimer ainsi, de propagation, il falloit leur en accorder de ceux qui sont toujours au pouvoir du Prince, je veux dire, des rangs & des distinctions.

Dans un Gouvernement fondé sur l'honneur, l'honneur seul peut contribuer à former une grande population.

Pour donner un esprit général qui portât au Mariage, il falloit accorder, dans toutes les Classes, des préférences à ceux qui se distingueroient dans l'état de Mariage.

Ceux qui connoissent le genie François, & qui sçavent combien la vanité a d'empire sur toutes les principales actions de sa vie, se persuaderont aisément, que les Reglemens suivans seroient plus pro-

pres à augmenter notre population , que toutes les récompenses pécuniaires les mieux combinées.

1. Que le Roi , ou son Ministre , écrivît à tout Particulier du Royaume , de quelle qualité & condition qu'il fût , qui auroit huit enfans vivans , pour le remercier d'avoir contribué (autant qu'il a été en son pouvoir) à augmenter la population de l'Etat ; & à cause de cela , le déclarât Citoyen d'un ordre distingué.

2. Que tout Sujet qui auroit actuellement dix enfans existans dans le Royaume , outre la lettre de remerciement , seroit fait-Chevalier de l'ordre de établi pour cela.

3. Que tout Sujet , de quelle qualité & condition qu'il fût , qui auroit douze enfans , acquérroit par-là la Noblesse , & à la quatrième génération pourroit entrer à Malthe.

4. Que dans les assemblées, lieux de délibérations, festins publics, les places d'honneur fussent réservées pour ceux qui auroient le plus d'enfans, respectivement à chaque rang.

5. Que dans les processions des Villes, cérémonies, fonctions, les gens en charge qui auroient la famille la plus nombreuse, auroient le pas sur ceux qui en auroient des moindres.

6. Que dans la concurrence des Charges gratuites, toutes choses d'ailleurs égales, ceux qui auroient un plus grand nombre d'enfans, les obtiendroient de droit.

7. Que dans le cas de venalité, ceux qui auroient dix enfans auroient la préférence sur ceux qui n'en auroient que neuf; ceux qui en auroient huit, sur ceux qui n'en auroient que sept; & ainsi du reste.

8. Que dans l'exercice des Charges jusques ici annuelles , ceux qui auroient un certain nombre d'enfans , ne pourroient être relevés par ceux qui en auroient un moindre.

9. Que tout Citoyen qui auroit quatre enfans , ne payeroit point de Capitation , & seroit relevé d'un cinquième de la Taille , s'il possédoit des biens - fonds.

10. Que tout Artiste qui auroit six enfans , seroit admis gratuitement à la maîtrise de sa Profession , sauf au Roi ou à la Province d'indemniser le Corps du métier.

11. Que tout Sujet , de quelle qualité & condition qu'il fût , qui auroit huit enfans , pourroit porter l'épée.

12. Que dans les Assemblées & délibérations publiques des Maisons-de-Ville du Royaume , les gens exerçants des Arts-mécaniques , s'ils avoient plus d'enfans , pourroient donner leur
voix

Voix avant les Marchands ; ceux-ci avant les Bourgeois ; & les Bourgeois avant les Gentilshommes ; chacun respectivement au plus grand nombre d'enfans.

Mais ce ne seroit pas encore assez de déterminer les Sujets à la population par des motifs de rangs & de distinctions particulières ; il faudroit encore y porter les Sociétés générales. C'est-à-dire.

1. Accorder certains privilèges ou honneurs à telle Communauté ou Ville du Royaume dont la population seroit plus considérable que celle des autres , relativement à sa grandeur.

2. Envoyer des Députés de la Cour dans ces Villes , pour remercier leur Gouvernement , au nom du Roi , de ce degré de puissance qu'elle lui acquiert.

3. Leur permettre , dans cette oc-

caſion , d'élever un monument pour rendre cet honneur éternel.

4. Décharger ces Communautés ou ces Villes d'une partie des Impôts qu'elles payoient auparavant.

Que ſi on attache des diſtinc-tions à l'état du Mariage , il faut en même-tems établir une eſpèce d'ignominie à ceux qui fuient cet état ; c'eſt-à-dire , créer des Loix par leſquelles.

1. Tout Sujet non marié fût déclaré inhabile à exercer aucun Em-ploi ou Charge publique.

2. Tout Célibataire ſéculier fût tenu à payer le double des taxes publiques des autres Citoyens mariés.

3. Qu'il fût incapable de pou-voir hériter des Etrangers, ni même des Parens au troiſième degré.

4. Que tout homme de Lettres, non marié , fût hors d'état d'être reçu Aca-démicien, & de remplir aucune chaire

de Professeur dans quelle Université du Royaume que ce fût.

Sans doute que toutes ces nouvelles prérogatives bouleverseroient d'abord la Monarchie. Tant de Rôtureurs, devenus Nobles ; tant de gens de néant qui , par des nouvelles prérogatives paroîtroient sur les rangs , cauferoient une infinité de nouveaux abus ; mais , la population répareroit tout ; ce feroient des inconvéniens particuliers qui disparoîtroient devant l'utilité générale qu'ils procureroient.

C'est par ces distinctions que la France parviendrait bien-tôt à une grande population.

L'humeur , le génie , le caractère national , cette foule de préjugés qui empêchent tant de Citoyens de s'engager dans l'état de Mariage , ou à ne pas en remplir les vûes lorsqu'ils s'y sont engagés ; la délica-

tesse , l'amour de la vie , l'esprit philosophique , &c ; tout céderoit au ressort de l'honneur , qui faisant mouvoir toutes les parties de la propagation , augmenteroit les forces du Corps politique.

Je me trompe cependant lorsque je dis que tout céderoit à ce principe.

Il y a des vices de dépopulation qui sont plus chers que l'honneur & la vie ; tels sont ceux qui tiennent aux sens , & qu'on ne peut détruire que par des réformes relatives à ces mêmes sens.

Nécessité de Réglemens sur les Mœurs.

J'ai dit ailleurs qu'il nous manque des Loix sur l'incontinence ou la débauche des sens ; mais , comment en établir , chez nous , si nous n'avons pas même une idée bien distincte de ce terme.

En général : celui de débauche est toujours appliqué , chez nous , à la prostitution des femmes de mauvaise vie. Sans doute que cette incontinence publique , comme je l'ai démontré , diminue notre population ; cependant , comme sa publicité même l'expose à la vûe des Magistrats , les Réglemens pour remédier au désordre qu'il cause ne sont pas , à beaucoup près , impossibles.

Mais , comment en former pour cette foule d'intrigues de galanterie dont toutes nos Villes sont remplies , où la prostitution se couvre d'un voile épais , où le crime emprunte les livrées de la vertu , & où la débauche se cache sous le masque de l'innocence même ? Comment établir des Réglemens pour ce tas de prudes , qui sont dans le monde comme sur un théâtre

continuel , où leur rôle n'est point d'être vertueuses , mais de les paroître ; dont l'unique maxime , est de sauver les apparences , & la seule affaire , de tromper le Public ; qui vont à la débauche par un chemin détourné , & qui jouissant dans le monde de la satisfaction que donne la réputation de la vertu , goûtent continuellement en particulier les plaisirs des sens que procure le vice ? Désordre d'autant plus irréremédiable pour l'Etat politique , que l'incontinence agissant par des voies plus sourdes & plus cachées , ne laisse aucune trace à la Législation pour remonter à la source de ce désordre.

Ceux qui connoissent le cœur humain se persuaderont aisément que la prostitution publique est moins défavorable à la population que cette incontinence.

La débauche publique porte avec soi une certaine horreur qui dégoûte jusques aux hommes les plus perdus.

D'ailleurs , ces fortes de passions tombent d'elles-mêmes , parce qu'elles sont dénuées de supports.

Mais , il n'en est pas de même de cette volupté prétenduë-délicate , qui a toujours autour d'elle une foule d'autres passions qui la soutiennent ; qui d'un côté a l'amour propre pour appui , & de l'autre la satisfaction de sens ; de cette volupté où tout est actif , rémuant , parce que sa satisfaction étant placée , pour m'exprimer ainsi , au centre des désirs , on ne satisfait cette passion qu'en contentant toutes les autres.

D'un autre côté , le vice des sens a ses préjugés , que la politique elle-même semble respecter.

Bien-tôt , chez nous , l'incontinence ne fera plus incontinence. La corruption a déjà sa morale établie. La volupté , ses modifications , ses tempéramens , ses distinctions. Écoutez les Héroïnes de vertu du siècle présent ; elles nous disent en termes précis : *Qu'une surprise en amour est pardonnable ; qu'une passion unique ne fait point de tort ; qu'un amant seul ne deshonne point.*

Voilà aujourd'hui , en fait de sens , le Texte le plus sacré de nos femmes d'honneur.

Or , qu'on étende ces maximes , & qu'on les rende générales aux deux sexes , on trouvera qu'elles renferment , pour m'exprimer ainsi , un Corps complet de débauche , parce que , par elles , la moitié de la Nation sera corrompuë par l'autre.

Les femmes ont beau s'étourdir sur cette matière ; se faire une mo-

rale à leur fantaisie ; s'appuyer sur le goût ; se retrancher sur le sentiment ; il sera toujours vrai que, d'une femme qui a un Amant à une femme publique , il n'y a d'autre différence que le degré de prostitution.

D'un autre côté , à quoi pourront servir les Réglemens sur cette partie de notre administration politique puisque c'est une expérience éternelle , que la rigueur des Loix , là-dessus , ne tombe jamais que sur des malheureuses créatures chez qui la bassesse de la condition fait le plus grand crime. Nos maisons de correction sont moins faites pour les coupables que pour les infortunées.

Les femmes d'un certain ordre sont toujours au-dessus des Loix établies pour régler les mœurs. Leur condition est la caution de leur débauche.

Le spectacle manquoit à la corruption ; la débauche a levé le masque , & le crime est porté aujourd'hui en triomphe.

Toutes nos Villes sont pleines de femmes d'un certain ordre, qui s'affichent ; d'affiduités scandaleuses ; de commerces criminels ; de ménages d'impudicité , montés depuis nombre d'années ; de &c. Mais j'oubliois qu'il y a peine de pédantisme pour tout Ecrivain politique qui ose entrer dans ces détails de morale. Cette matière est renvoyée aujourd'hui aux Prédicateurs, qu'on écoute toujours , & qu'on ne suit jamais.

Je ne dirai donc plus qu'un mot. Je demande comment , chez nous , les Loix sur la continence pourroient avoir leur effet , puisque ceux même que l'administration établit pour veiller aux bonnes mœurs,

font les premiers à donner l'exemple d'une débauche affreuse ? Le moyen de contenir les autres , lorsqu'on ne se contient pas soi-même ? Comment se flatter d'établir dans un Etat la modération des désirs dans le Peuple , lorsque les Supérieurs se livrent sans ménagement à leurs sales voluptés ?

On doit faire , dit-t'on , ce qu'ils ordonnent. Maxime usée : on fait toujours ce qu'ils font.

C'est de la conduite des gens en place , que dépendent toujours les mœurs d'une Nation ; lorsqu'en général celles de ces hommes sont corrompuës , l'Etat est perdu.

Qu'on lise l'histoire de l'Univers ; qu'on parcoure celle de tous les Empires du monde , on trouvera toujours un rapport analogue entre les défauts de ceux qui commandent & les vices de ceux qui obéis-

sent. Rome fut perdue lorsque les Chefs de la République furent corrompus.

Règle générale : chaque Particulier règle sa conduite sur celui qui lui est supérieur. Ce qui conduit tous les Sujets d'un Etat , a un point de vûë unique.

Ceux qui gouvernent une Société sont les miroirs de cette Société. Si la glace est fautive , chaque homme s'y voit tout de travers.

Les Loix sur la continence sont nécessairement impuissantes dans un Etat où les mauvaises mœurs trouvent de la protection dans la Législation même.

Nos théâtres sont des lieux privilégiés de prostitution publique. C'est là que la débauche est comme dans son pays natal , & que le crime est à son aise , parce qu'il y jouit de l'immunité.

Qu'une

Qu'une femme de mauvaise vie ait scandalisé toute une Ville par ses débauches , elle a un moyen sûr pour se soustraire aux Loix de la Police : elle s'adonne au théâtre.

C'est dans ce lieu où elle se livre plus qu'auparavant à toute sorte de désordres , & où elle vend en détail ses désirs , & fait un commerce général de sa volupté.

C'est là où se confond une quantité prodigieuse de fortunes , & où toutes les richesses de nos Villes vont se perdre , comme dans un gouffre. Ce sont nos théâtres qui font que tant de familles sont indigentes , & que tant d'honnêtes femmes manquent du nécessaire , tandis que ces créatures jouissent d'un grand superflu.

Comme on a supposé que les spectacles formoient une partie de la

grandeur de la Nation , & qu'à cause de cela , on les a considérablement augmentés , on peut dire que toutes nos Villes aujourd'hui ont des causes nécessaires de dépopulation.

Il faut un amusement à un grand Peuple , disent ceux qui sont à la tête de notre Administration. Une inquisition trop sévère sur ceux qui exercent leurs talens sur le théâtre , pourroit à tout moment les interrompre : maxime qui a diminué , plus que toute chose , notre population.

C'est cette tolérance qui a naturalisé chez nous la débauche. Celle des femmes de théâtre est aujourd'hui si fort à la mode en France , qu'un Seigneur n'oseroit se montrer en Public , s'il ne comptoit parmi ses autres dissipations , celle de se ruiner avec une actrice. On a vu , il n'y a pas long-tems , un fameux Géné-

ral en traîner jusques à soixante à sa suite. *Achmet* lui-même n'eût pas marché avec un plus grand *ferrail*.

Cette débauche , dira-t'on , ne ternissoit point ses vertus : je veux le croire ; mais elles ternissoit celles des autres. L'exemple de la corruption du général , entraîne toujours celle des Officiers , qui , de-là , passe aux soldats.

Qu'on n'ajoute point que cette volupté ne jette aucune ombre sur la gloire d'une Nation. Il est impossible , quoi qu'en disent nos systèmes modernes , que les soldats soient effeminés, incontinens, sensuels , & en même tems patriotes , braves , courageux , & intrépides. Si les vices qui corrompent le cœur , n'éteignent les vertus du Citoyen , Rome , qui n'existe plus , existeroit encore.

Il y a des Loix immuables dans

la société civile , qui sont indépendantes des tems , des lieux , & des circonstances. Qu'on établisse tant qu'on voudra des principes dans les trois Gouvernemens que nous connoissons ; qu'on dise que la vertu est le ressort du Républicain ; l'honneur , celui du Monarchique ; & la crainte , la base du despotique : si tout cela ne conduit pas le peuple de chacun de ces Gouvernemens aux bonnes mœurs , on n'aura fait qu'un Roman politique.

La corruption des mœurs porte avec soi un vice nécessaire de dépopulation. Or , un état ne peut-être puissant que par un grand Peuple.

Pour revenir à mon sujet , je dis que notre population ne sera jamais florissante lorsque l'incontinence Nationale sera regardée chez nous comme un vice indifférent ; la volupté , comme un Luxe nécessaire ;

que les égards sur les rangs & les distinctions rendront , là-dessus , inutiles les meilleurs réglemens de police ; que la femme la plus qualifiée d'une Ville , pourra être impunément la plus prostituée.

Je dis que cette population ne sera jamais florissante lorsque l'Administration générale ne se mêlera point des mœurs de la Nation , qu'elle les confiera , en grande partie , à des simples clercs, qui en général n'envisagent l'incontinence que dans le rapport des choses de l'autre vie , & fort peu dans l'influence qu'elle a sur les choses de celle-ci.

Que les Supérieurs civils seront les premiers , comme je l'ai déjà dit , à donner l'exemple d'une débauche affreuse.

Que nos Magistrats meneront une vie plus scandaleuse que le reste des Citoyens.

Enfin , qu'il n'y aura point dans cette partie essentielle de notre Administration , un Tribunal supérieur à tous les Tribunaux particuliers , ou , pour mieux dire , une police qui veille sur la police.

J'ai fini : quand nos réglemens sur la continence ne comprendront point cette foule de femmes de théâtre , dont la débauche diminue continuellement notre population.

Je ne dis point qu'il faille réformer les spectacles ; ces établissemens ont d'ailleurs des bons endroits ; mais qu'il faut soumettre aux Loix de la police des mœurs , les femmes de théâtre.

On sent , par cette ébauche , le nombre de réglemens nécessaires qu'il faudroit pour arrêter le désordre que la débauche cause dans toutes les branches de notre population.

C'est à la politique à en tracer le Plan. Je ne suis ici qu'Ecrivain économique.

*Nécessité d'établir des Pragmatiques
dans les différentes Classes.*

C'est aujourd'hui une maxime généralement reçue, qu'un Etat ne peut se soutenir florissant, que par son Luxe relatif.

Pour le prouver, on entre dans une analyse des avantages de circulation, qu'occasionne le Luxe, sans lesquels, dit-on, l'Etat politique ne sçauroit se soutenir.

Cette foule de raisonnemens qu'on allegue toujours là-dessus, pourroit établir une conviction générale, si le monde, pour parler ainsi, eût été fait depuis cents ans, & qu'il n'y eût eû jusques ici d'autres Gouvernemens sur la terre, que

380 *Les intérêts de la France*
ceux qui existent actuellement en Europe.

Les deffenseurs du Luxe , n'ont qu'à ouvrir l'histoire ancienne. Ils veront que les Peuples les plus puissans , furent ceux qui eurent plus de soin à bannir le Luxe.

Il seroit admirable , que le contraire de ce qui fut la cause de leur grandeur , fût la source de la nôtre.

Etablir des pareils sistèmes , c'est renverser celui de la nature elle-même.

Le cœur humain ne change point ; ce qui contribue à corrompre les hommes dans un tems , sert toujours à le corrompre dans un autre.

Je ne dis point qu'un Gouvernement Monarchique doive faire là-dessus de réglemens personels ; car si la Législation prétendoit regler le

Luxe de chaque Sujet, elle entreroit par - là dans un labyrinthe où elle ne sçauroit avoir de fil, parce que ce qui est Luxe pour un homme, ne l'est point pour un autre.

Mais, autant qu'il est difficile d'établir des Loix pour chaque particulier d'une société, autant il est aisé d'en former pour chaque Classe de la société.

C'est même le seul *moyen* qui reste à la politique, pour arrêter les effets pernicioeux du Luxe.

La Déesse Minerve voulant prévenir ses désordres, dans le Gouvernement civil, régla celui de chaque classe.

Par - là, tous les inconvéniens du Luxe particulier sont subordonnés à des Loix générales, & ses désordres ne sortent plus de l'enclos où le réglemeut les a enclavés.

Tous les hommes tiennent à d'une

conditions : or , c'est celles-ci que les Loix somptuaires doivent avoir en vûe.

Je dis , que pour prévenir le désordre que notre Luxe cause à notre population , il faut établir des Pragmatiques relatives aux facultés de chaque classe.

Par - là , les Mariages , dans chaque une de celles-ci , n'étant plus arrêtés par la difficulté de fournir à une foule de choses superflues , un plus grand nombre de Citoyens , au lieu de rester célibataire , s'engageroit dans cet état ; ce qui augmenteroit considérablement notre population.

Mais , un de réglemens essentiels , relativement à celle-ci , seroit de taxer chaque Maître , en raison des Domestiques non - mariés qu'il entretiendrait à son service ; taxe non égale par tête , comme dit fort bien

un Auteur , mais proportionnelle à leur nombre , comme 1. 4. 16. 64. &c. C'est-à-dire , qu'un Citoyen qui auroit six Domestiques non - mariés , payât une somme considérable ; ce qui feroit rentrer les choses dans l'ordre ; car , ou chaque particulier , pour payer moins , se contenteroit d'un seul Domestique ; ou , s'il en avoit d'avantage , les obligeroit lui-même au Mariage ; ou enfin , s'il vouloit en avoir plusieurs Célibataires , il indemniferoit l'Etat d'un côté , du désordre qu'il lui causeroit de l'autre.

Je dis , indemniferoit : pour cet effet , il faudroit que la taxe des Maîtres fût distribuée , dans chaque Province , aux gens de la campagne , ou servît d'indemnisation pour soulager des tailles les pauvres Ménagers ; sans quoi cela ne formeroit qu'une ressource de finance , inutile par elle-même.

Par-là , la classe des Laboureurs ayant plus d'aisance , sa population feroit plus nombreuse.

Nécessité d'établir un nouveau Cadastre , pour augmenter la Population des Gens de la Campagne.

L'abondance que Henri IV. vouloit répandre sur le Laboureur , n'étoit pas seulement le projet du meilleur de tous nos Rois ; mais celui du plus grand politique qui ait paru. Ce projet renfermoit la maxime de toutes les maximes d'Etat , & son système , celui de tous les systèmes.

Car , comme nous l'avons dit plusieurs fois , c'est de cette classe que dépend tout l'édifice de la population d'un Etat. Lorsque l'indigence y régne , il faut nécessairement que toutes les autres parties du Gouvernement

nement politique, & Civil s'affoiblissent.

Il n'y a point de tempérament de milieu ; pour jetter l'aisance nécessaire dans cette classe , il faut , comme je l'ai dit plusieurs fois , la décharger du poids des Impôts sous lequel elle gémit.

Le projet (si souvent mis sur le tapis) de réfondre notre Ancien Cadastre , pour en former un nouveau sur l'état présent de l'Agriculture , seroit le seul moyen pour remédier à ce mal.

La plûpart des terres qui furent taxées dans notre ancien Cadastre , comme l'a remarqué fort bien Mr. le Maréchal de Vauban , n'ont plus aujourd'hui la même valeur ; la plûpart ont été négligées par ceux qui les ont possédées successivement ; ce qui a diminué leurs productions , & a mis les deniers propriétaires hors

d'état de payer la première taxe.

Or, ce ne sera jamais par des emprisonnemens, qu'on remédiera à ce désordre ; les Receveurs des tailles, par des exécutions, ne rendront point à la terre une valeur qui n'existe plus ; au contraire, ils ne font qu'augmenter le mal ; car les frais de saisie & d'emprisonnement qui son payés par le Laboureur, retombent toujours sur les productions de la terre, dont la culture est diminuée de plus en plus. C'est la taxe elle-même aujourd'hui qui empêche qu'on ne paye la taxe. Ici l'Etat est accablé par l'Etat.

Demander pourquoi ces particuliers ont négligé la culture de ces terres, ce qui les met hors d'état de payer, c'est demander raison à l'homme de sa légèreté, de son inconstance ; pourquoi il chérit ses intérêts dans un tems, pour les né-

glier dans un autre ; en un mot pourquoi il est homme ?

D'ailleurs , une infinité de causes physiques ont pû influencer beaucoup sur ces nouvelles non - valeurs. Des inondations , des ouragans , des grêles , &c , ont rendu incultes , pour plusieurs années , beaucoup de terres ; & souvent, à cause de cela-même , pour toujours ; car une infinité de possesseurs , qui ont été long - tems en souffrance , ne sont plus en état de les faire valoir.

D'un autre côté , plusieurs terres qui ont considérablement augmenté en valeur , ne payent presque rien , eû égard au prix des denrées d'aujourd'hui , comparé à celui du tems où le Cadastre fut fait.

On croit toujours par-là l'Etat indemnisé. On se trompe ; ces riches Propriétaires sont , pour m'exprimer ainsi , les tirans de l'Agriculture. Ils

tiennent comme sous le joug les pauvres Laboureurs.

La fortune de l'Etat n'est point dans celle de quelques riches Cultivateurs. Elle dépend absolument de l'aisance générale de toute la classe des Laboureurs.

Qu'il faut des Réglemens pour prévenir la sortie des Sujets.

On ne corrige point les vices nationaux par des simples invitations. Il faut des Loix précises. Le Roi de Prusse défend expressément à ses Sujets de sortir de l'Etat, sous quelque prétexte que ce soit. Il faut pour cela qu'ils aient de lui un ordre exprès.

Ce n'est point - là le tableau de la servitude, mais au contraire, l'image de la liberté; car la liberté, dans les Sujets, ne consiste pas à

faire ce qu'ils veulent, mais à faire ce qu'ils doivent vouloir.

Chaque Citoyen est une portion de la Puissance politique. Diminuër celle-ci, est un crime de Leze-Majesté au premier Chef.

Les Loix générales, en veillant à la sûreté publique, ont rempli leurs obligations. Les Sujets ont jouï à chaque instant du Bénéfice de celles-ci, qui leur ont assuré leur bien, leur fortune, & leur existence.

Ils contractent par-là avec elles une dette immense, qui ne peut-être acquittée que par une correspondance continuelle aux devoirs de Citoyen. Or, le premier de tous, est l'amour pour la Patrie.

Sans doute qu'on trouve des Reglemens établis en France pour prévenir la sortie des Sujets; mais, c'est à peu - près comme s'il n'y en avoit point, parce qu'ils ne sont jamais exécutés.

Tous nos Gouverneurs des Frontières ont des ordres pour ne laisser passer aucun François chez l'Etranger , sans Passe-port ; mais , comme on donne ces Passe-ports à tous vénans , sans distinction , cela ne diminuë point la sortie des Sujets. Il n'en coûte qu'un prétexte , & le moindre suffit toujours pour cela.

Ces Réglemens ne ferment point la porte de nos Frontières ; elles sont toujours ouvertes à ceux qui veulent s'absenter.

Il est surprenant que la partie la plus importante de l'administration soit confiée en entier à une douzaine de Commandans de Frontières , qui peuvent , à leur gré , augmenter ou diminuër la population , par le plus ou le moins d'attention qu'ils apportent à prévenir ou à faciliter la sortie des Sujets.

Il y a une dénomination géné-

rale , qu'on a attache à notre population , dont on se sert depuis plusieurs siècles , & qui ne change jamais , quoique le nombre des Sujets diminuë tous les jours.

On lit dans presque tous les Auteurs économiques , que la France à vingt millions d'Habitans ; & c'est parce qu'on l'a dit une fois , qu'on le croit toujours. Cependant, on n'auroit qu'à jeter les yeux sur cette foule d'Habitans qui s'expatrient continuellement , pour se persuader qu'il faut nécessairement que ce numéraire diminuë , à moins que, comme du tems de la Fable , on ne se persuade qu'il sort continuellement , chez nous , des hommes de dessous la terre.

Notre Gouvernement ne sçaura jamais à quel degré est notre population , lorsqu'il ne veillera pas lui-même à cette première partie de

l'administration. Il ne sçaura point à quel taux est le nombre des Habitans , parce qu'il n'a pas , d'une manière assez présente , l'état de ceux qui sortent continuellement du Royaume.

Les Réglemens suivans , pourroient seuls remédier à ce désordre ; sçavoir.

1. Qu'à l'avenir aucun Sujet ne pourroit sortir de l'Etat , sous quel prétexte que ce fût , pas même de Commerce , sans un ordre exprès de la Cour , signé d'un Ministre d'Etat proposé pour cet effet.

2. Qu'aucun Passe-port ne pourroit être accordé pour plus d'un an ; au bout du quel tems , si celui qui l'auroit obtenu ne revenoit pas dans l'Etat , perdrait son droit de Citoyen , & ses biens seroient confisqués au profit du Roi.

3. Que tout François qui en de-

mandant un Passe-port , prouveroit qu'il a des affaires essentielles chez l'Etranger , qui ne pourroient être finies que dans trois ans , ne pourroit l'obtenir qu'en donnant une caution dans le Royaume qu'il retourneroit au bout desdits trois ans ; & faute d'exécution , la caution seroit tenuë à payer une amende de vingt-mille livres envers le Roi , & tous ses biens seroient confisqués.

4. Que tout Sujet qui sortant du Royaume avec un Passe-port d'un ou de trois ans , se marieroit dans cet intervalle chez l'Etranger , son Mariage seroit déclaré nul ; à moins qu'au bout du terme expiré , il ne rentrât en France avec sa femme & ses enfans.

5. Que Messieurs les Ambassadeurs qui résident dans les Cours étrangères , ne prendroient , à leur départ de la France , qu'un certain nom-

bre de Sujets à leur suite , dont ils rendroient compte à leur retour.

6. Qu'aucun Capitaine de Vaisseau de tous les Ports du Royaume , ne pourroit embarquer dans son bord aucun Sujet de l'Etat , pas même le Bourgeois à qui le Vaisseau appartient , sans un Passeport signé de la Cour , sous peine d'être démis de sa fonction de Capitaine , & de ne pouvoir plus l'exercer dans aucun Port ni Havre de la Monarchie.

7. Que tout Sujet , de quelle qualité , condition , âge , & sexe qu'il fût , qu'on surprendroit s'embarquer sans Passeport , seroit condamné à six ans de prison.

8. Que tout Capitaine étranger , de quelle Nation que ce fût , qui recevrait sur son bord un François de passage , sans Passeport , seroit

condamné à trois ans de prison ,
& son Vaisseau confisqué , &c.

Sans doute que ces Réglemens étonneroient le Commerce ; quelque branche même en souffriroit d'abord ; mais ce mal seroit bientôt la source d'un grand bien , parce qu'il contribueroit à augmenter notre population.

Nécessité de faire le Commerce de nos Colonies avec le moins de Sujets de l'Etat principal qu'il est possible.

Le Commerce de nos Colonies de l'Amérique est entré trop avant dans le système de l'Etat politique , pour qu'il soit désormais possible de l'anéantir.

Ce Commerce, par les grands intérêts qu'il lie chez nous avec les autres Etats, qui comme la France ont des éta-

blissemens dans ce nouveau monde , sert en quelque façon à tenir le Royaume en équilibre ; d'où il résulte , qu'éteindre aujourd'hui celui-ci , ce seroit le même que renverser la Monarchie.

Mais , comme d'un autre côté nos Colonies portent un vice avec elles qui mine ce même Etat politique , on doit se précautionner contre lui , en employant le remède que la position présente des choses peut comporter.

J'ai dit que nos Colonies de l'Amérique absorbent tous les siècles une grande branche de notre population.

L'unique moyen pour prévenir les suites funestes d'un si grand désordre , c'est de faire valoir nos plantations de l'Amérique avec le moins de sujets de l'Etat principal qu'il est possible.

Depuis un demi-siècle , une maladie

die nouvelle s'est répandue en France ; elle a attaqué une grande partie de la Nation. Je veux dire , la manie presque générale , chez nous , d'aller faire fortune aux Isles. Un homme qui a acquis un capital de mille écus , fait ordinairement une pacotille , & s'embarque pour ce nouveau monde , où , en arrivant , manquant d'une certaine aisance , (& elle y manque toujours dans ce continent , où le premier nécessaire physique est plus cher que le superflu dans nos climats ,) il y périt , & par-là prive l'Etat principal d'un Citoyen , & de l'avantage que son industrie auroit pû lui procurer.

Je ne parle point de ceux qui y passent sans aucune ressource , & qui n'ont d'autre objet que d'y aller jouir de l'hospitalité , qui est plus grande là que dans aucun autre climat de la terre.

Cependant la Monarchie perd tous les ans un nombre prodigieux de ses Habitans.

Nos Isles de l'Amérique ont bien moins besoin d'un grand nombre d'Habitans pauvres, que d'une moindre quantité de riches.

L'unique remède à ce désordre, seroit un Règlement qui défendît à tout Sujet François d'aller s'établir en Amérique, à moins qu'il n'eût un capital suffisant pour se procurer un certain nombre d'Esclaves.

Je n'ignore point la foule d'objections qu'on peut faire là-dessus.

1. On dira que la réussite de nos défrichemens de l'Amérique, dépend en entier de l'activité des Habitans, & que celle-ci n'est grande que relativement dans la proportion du nombre.

2. Que les hommes qui commencent leur fortune, sont plus

laborieux & plus vigilans que ceux qui l'ont déjà commencée.

3. Que ceux qui sont dans une certaine aisance en France , ne voudront pas la quitter pour aller s'établir en Amérique.

4. Que cette partie du monde ne semble faite que pour les malheureux , &c.

Tous ces raisonnemens pourroient être de quelque considération , si notre Etat politique n'avoit une foule de petits intérêts , qu'il lui convient souvent de sacrifier à des plus grands.

Il faut toujours en revenir à un premier principe : si l'Amérique dépeuple la France , comme cela n'est pas douteux , il convient au Gouvernement de porter le remède dans la source même du désordre , sans s'arrêter à droit ni à gauche.

Il faut cependant que je répon-

de à quelques-unes de ces objections.

Il est exactement vrai qu'en France , où les naturels du païs défrichent eux-mêmes la terre, l'Etat florissant de la culture dépend du plus grand nombre ; mais cette maxime n'est point applicable à nos Colonies.

Tout le monde sçait que ce sont les Affriquains qui défrichent l'Amérique. Les François qui y passent, ne sont proprement que les directeurs de leur travail.

Or , cette direction peut être aussi active avec six mille Sujets de l'Etat principal , qu'avec vingt mille.

Les Portugais qui occupent au-delà de vingt-mille Noirs au travail de leur mines, n'employent que huit cents Blancs pour les conduire. Dire que ceux qui jouïront d'une certaine aisance en France, ne voudront pas la quitter pour aller s'établir dans nos

Colonies , c'est ignorer la nature du cœur humain. En général , ce ne sont pas les hommes qui n'ont rien , qui ont le plus d'ambition ; mais , au contraire ceux qui ont déjà beaucoup.

Cette partie du monde , ajoute-t'on , ne semble faite que pour les malheureux. Cela est exactement vrai , si on entend par - là qu'ils mettent fin à leurs disgraces ; car , en général , ils y périssent tous d'une mort prématurée. Je dis , au contraire , qu'il n'y a point de continent sur la terre qui convienne moins aux gens mal-aisés. On sçait par une expérience reconnue , que communément ceux qui ont assez de facultés pour y vivre dans une certaine aisance , échapent presque tous aux mauvaises influences du climat.

Qu'il conviendrait de fixer les Maisons françoises de Commerce, chez les Nations étrangères où la France a des Facturies.

Les mêmes raisons politiques qui portent notre administration à soutenir nos Colonies de l'Amérique, doivent la décider également à donner des encouragemens à nos Facturies en Europe.

Mais, il faut que ce soit avec des restrictions qui les empêchent de nuire à la population générale.

Sans doute, comme je l'ai dit ailleurs, que la France n'a pas de plus sûr moyen pour obtenir la préférence dans la concurrence de ses Manufactures, que l'établissement des Maisons chez les Etrangers. Mais si, d'un autre côté, la privation d'un trop grand nombre de Nationaux

cause plus de mal à l'Etat politique qu'il ne lui procure de profit, il n'y a pas à balancer : il faut les rappeler, ou dumoins en diminuer le nombre.

Les raisons de dépopulation que j'ai allégué à l'égard de nos Colonies, étant à peu - près les mêmes à l'égard de nos Factories étrangères, je dis hardiment qu'il conviendrait de fixer le nombre des Maisons dans chacune.

Ce système a déjà été adopté par la Cour, dans le Levant, où le nombre des Maisons françoises est fixé dans toutes les Echelles, sans que cela ait diminué le Commerce de Turquie; car, s'il a souffert depuis quelque altération, cela vient de ce qu'au lieu de fixer seulement le nombre de Commissionnaires, on a fixé aussi celui des Fabriquans.

Il y a une grande différence en-

tre diminuër le nombre des Manufacturiers , ou les Façteurs des Manufactures. Les Arts n'en sont pas moins florissans dans un Etat , lorsqu'au lieu de dix mille mains qui en doivent recevoir le produit des Etrangers , elles sont réduites à un moindre nombre.

Par exemple , notre Factorie de Cadix , est composée d'environ deux mille François. * J'avance comme un fait , que dix de nos Maisons y pourroient faire le même Commerce que cette foule de Nationaux y fait. Je dis plus : J'établis qu'elle contribue à diminuer notre Commerce dans cette branche.

On compte que la dépense générale de notre Factorie de Cadix est d'un million de livres tournois par an.

* Y compris les Domestiques , Valets , Commis , &c.

C'est un million de diminué sur nos Manufactures.

Qu'on dise tant qu'on voudra que cette somme est prise sur les profits que fait la Nation dans cette branche de Commerce ; il n'est pas moins vrai que cette dépense épargnée par la diminution des Maisons , entreroit de plus dans la masse de nos richesses, ou qu'elle diminueroit le prix de nos Marchandises en Espagne ; ce qui augmenteroit leur consommation , & par conséquent , formeroit , chez nous , des nouvelles branches de population.

Dix hommes ont bien moins de besoins à remplir que mille. En fixant les Maisons françoises à Cadix à un petit nombre , notre Commerce y gagneroit toute la dépense qu'un plus grand nombre y fait aujourd'hui.

Qu'on ne dise pas non plus que

tel Négociant François qui envoie aujourd'hui des effets à Cadix , n'y en enverroit point, s'il n'y avoit un Correspondant qu'il veut favoriser.

Regle générale : les intérêts généraux des Nations sont toujours indépendans des considérations particulières.

Si le Commerce que la France fait dans cette partie de l'Espagne, lui est avantageux , il se soutiendra , indépendamment du plus ou du moins de ses Commissionnaires établis à Cadix ; s'il ne l'est point , le grand nombre, au contraire, hâtera sa ruïne.

J'aurois une infinité d'autres choses à dire sur cette matière ; mais les bornes que je me suis prescrites dans cet ouvrage ne me le permettent pas. Je ne dirai donc plus qu'un mot. Les Banqueroutes continuelles , occasionnées par le Luxe & les dé-

penſes extravagantes de nos François qui compoſent ces Facturiers , font un tort infini à notre Commerce général , parce qu'elles mettent des bornes très étroites à la confiance des Etrangers.

Ces Facturiers compoſent comme des petites Républiques où tout le monde ſe croit égal. On n'y régle point ſa dépenſe ſuivant ſes facultés , mais ſuivant le plus grand Luxe de celui qui gagne le plus. Cependant , les Nations étrangères reprennent d'une main ce qu'elles donnent pour nos Arts de l'autre , & l'Etat principal ſe trouve par-là dépeuplé à pure perte.



*Qu'il n'en résulteroit aucune Lésion
de la Puissance souveraine , d'ac-
corder la liberté des Mariages.*

J'aurai d'abord fait sur la Loi qui défend, chez nous, aux enfans de se marier sans le consentement des Peres & Meres.

Cette Loi ne tient point à la constitution ; le Gouvernement politique & civil n'est point moulé sur elle ; il n'y a donc aucun inconvénient de l'abolir.

D'ailleurs, je le dis de nouveau, & il semble que je n'aye fait cet ouvrage que pour le prouver : tous les Souverains, depuis la division de l'Europe, étant dans un état forcé, ils sont obligés de se conformer aux maximes d'Etat du plus grand nombre des autres Puissances, quand même celles-ci seroient contraires à
une

une foule de leur autres petits intérêts.

Qu'il n'y auroit de même aucun inconvénient d'éteindre le droit de Primogéniture.

Je n'ai qu'un mot à dire sur le droit de Primogéniture. Ce droit n'est point établi dans quelques unes des Provinces de la France. La Monarchie n'en reçoit cependant par-là aucun échec.

Au contraire , ces Provinces , par une suite des principes que j'ai établi sur l'égalité des fortunes , en sont plus peuplées , & rendent plus au Roi que les autres. Il n'y auroit donc aucun inconvénient de rendre la Loi générale , en l'étendant dans toutes les autres Provinces du Royaume.

Maxime pour faire naître des hommes là où il n'y en a point , par l'emplacement des Arts.

Notre administration ne remédiera jamais à l'économie locale mal entendue de nos Arts , qu'en ayant un dénombrement général de tous les Artistes qui composent la masse générale de notre industrie , pour les distribuer dans le Royaume , non point relativement à la grandeur de nos Villes , mais à l'étendue de la Monarchie ; ce qui formeroit des nouvelles branches de population dans une infinité de Cantons de notre Continent , qui dans la position présente des choses , n'en sont guères susceptibles.

On verroit bien-tôt par-là s'élever des Villes , là où il n'y a aujourd'hui que des Hameaux , & se former

des hommes dans des lieux où on ne trouve à présent que des arbres.

Que le seul moyen de rétablir l'ordre de population, c'est de dégarnir les Capitales d'Habitans, pour en garnir les Provinces.

Je n'ajouterais qu'un mot à ce que j'ai déjà dit sur l'immensité des Habitans de nos Capitales.

Presque toutes nos Provinces se sont dépeuplées pour elles. Le seul moyen qui reste donc pour repeupler celles-ci , c'est de dépeupler celles-là; c'est-à-dire, de rendre à chaque partie du Continent les branches de population que chacune de ces Villes lui a enlevé.

Des Viagers.

J'ai dit ailleurs que , pour multiplier notre Agriculture , il falloit détruire les rentes. Je dis ici , que

412 *Les intérêts de la France*
pour augmenter notre population ,
il faut anéantir les rentiers.

*Nécessité d'établir d'autres Réglemens
sur le trop grand nombre de Moines.*

La Loi établie depuis peu pour
fixer les Professions Religieuses , dans
les deux Sexes , à un certain âge ,
ne diminuera point la dépopulation
que le Monachisme cause à la France.

Il auroit fallu que la Législation
eût pris un chemin moins détourné.

Le Clergé , pris en général , a un
intérêt personnel que le nombre des
Sujets qui le composent augmente
tous les jours. Plus ses parties se
multiplient , & plus son tout est
relativement grand.

Le Clergé & l'Etat civil , en
France , sont deux Corps qui mé-
surent continuellement leur Puif-
sance.

Dans l'anéantissement des Sujets par le Célibat , le Clergé gagne tout ce que l'Etat politique perd ; & par conséquent , l'Etat politique perd tout ce que le Clergé gagne.

Le Clergé Régulier , pour éluder la disposition de cette Loi , dont l'esprit est la diminution des Célibataires , aura par-tout des pensionnaires , dont ils entretiendra les vocations à ses dépens , jusques à l'âge marqué par les Loix. Ce ne seront pas encore des Moines , mais , pour m'exprimer ainsi , des pierres-d'attente de Moines. Rien ne coûte à ce Corps lorsqu'il s'agit de soutenir son existence dans une certaine proportion.

D'un autre côté , fixer directement le nombre des Moines , Prêtres , & Clercs , seroit le même que sonner le Tocsin de l'hérésie. Il y a des préjugés vulgaires que la Lé-

gillation politique doit respecter. Le Peuple , (je parle de la partie la plus ignorante & la plus superstitieuse) s'est accoutumé à croire que la sainteté de la Religion dépend beaucoup du nombre de ses Ministres. Or, heurter de front celui-ci, ce seroit autant que renverser tout.

Mais , si le Peuple ne souffre pas qu'on attaque directement les prérogatives du Clergé , il permet presque toujours qu'on s'en prenne à ses richesses.

C'est le seul moyen qui reste à la Politique pour faire rentrer l'Etat civil dans ses droits.

Pour faire en sorte qu'avec un grand Clergé , qu'il n'est peut-être plus au pouvoir de nos Rois de diminuer , la France eût une grande population , je croirois les deux Réglemens suivans admirables ; sçavoir.

1. Que chaque Communauté ou

Couvent de filles , payât le cinquième de la somme établie pour la reception de chaque Religieuse.

2. Que les Moines rentés , de quel Ordre que ce fût , payassent cent livres à chaque profession d'un Citoyen.

Pour cet effet , il seroit établi une caisse dans chaque Ville , des sommes que les Communautés fourniroient à chaque prise d'habit , lesquelles seroient employées à faire des dots aux pauvres garçons & aux pauvres filles de la Ville ou de la campagne qui n'auroient pas les moyens de se marier , & qu'on marieroit immédiatement lors de chaque Profession , afin qu'il n'y eût pas un moment de perdu pour la population ; c'est-à-dire que , dans l'instant même que deux Sujets embrasseroient le Célibat , il y eût deux personnes de plus de mariées dans l'Etat.

Il n'importe en rien au Gouvernement politique dans quelle classe naissent les Sujets , pourvû qu'il en naisse.

Ce seroit du mal même , faire le remède.

Par-là les Célibataires donneroient eux-mêmes des enfans à la République , & tout rentreroit dans l'ordre.

Et certes , il seroit bien juste , une fois pour toutes , que ceux qui contribuent à diminuër la population , fournissent eux-mêmes les moyens de la réparer.

Les Communautés de l'un & de l'autre sexe ne manqueroient pas d'alléguer que cette contribution leur ôteroit les moyens de subsistance; mais cette objection prouve elle-même l'avantage du Règlement; car , à cause de cela même , on ne recevroit plus tant de Moines & de Religieuses ;

ou , si on continuoit d'en recevoir beaucoup , l'Etat politique seroit indemnisé par le nombre même.

Oter le Célibat des Troupes..

Voyons les inconvéniens qu'il en résulteroit pour l'Etat Politique , de permettre au Militaire de se marier.

1. Le soin d'un Domestique , chez le Soldat , seroit capable de le détourner de quelques-uns de ses devoirs.

2. L'embarras d'une femme , & d'enfans , pourroit prendre trop sur sa profession.

3. L'affection pour une famille pourroit , dans les combats , le décider pour la nature plus que pour l'honneur ; ce qui seroit capable de diminuër son courage & sa bravoure , &c.

Mais toutes ces considérations doivent être les mêmes chez tous les Souverains. Cependant, la plupart de ceux qui, en Europe, ont les plus fortes raisons pour adopter les maximes qui peuvent maintenir la milice dans le plus haut degré de force qu'il soit possible, ont adopté le système contraire.

Notre politique a beau vouloir calculer les avantages que nos Généraux peuvent tirer dans une affaire, en commandant une Troupe dégagée de tout soin domestique, des Soldats toujours d'autant plus prêts à courir à la mort, qu'aucun lien, pour m'exprimer ainsi, ne les attache à la vie; il sera toujours vrai que cette ardeur, ce courage, cette force, sera pour notre Gouvernement politique un état de foiblesse, parce qu'étant fondée sur le Célibat militaire, elle diminuë continuellement notre population.

Le sublime de l'administration n'est point de s'éloigner de certains inconvéniens , mais d'éviter les plus grands.

Si le préjugé là-dessus n'étoit pas si fort enraciné , je dirois , qu'au lieu de deffendre à nos Soldats de se marier , on devroit au contraire leur donner les encouragemens suivans , pour les porter au mariage. Par exemple ,

1. Accorder une ration de plus à un Soldat qui auroit femme.
2. En distribuër deux de plus à ceux qui auroient trois enfans.

Sans doute qu'il en résulteroit d'abord une infinité d'inconvéniens ; mais la population , ici comme ailleurs , répareroit tout.

Cependant , quoiqu'on en dise , cette méthode ne manqueroit pas d'avantages , du côté même du Gouvernement Politique & Civil.

1. Nos Soldats seroient fils de Soldats.

2. Nos Armées naîtroient des Armées.

3. Cette profession passant alors de pere en fils , seroit une profession de famille.

4. On la sçauroit mieux , parce qu'on l'apprendroit d'abord en naissant.

5. Nos Guerres ne formeroient point de vuide dans l'industrie générale , parceque nos Soldats seroient toujours Soldats , & nos ouvriers toujours ouvriers.

Système politique de paix.

Si on peut démontrer que nos victoires elles-mêmes sont la source de notre foiblesse , parcequ'elles font plus de ravage à notre population que les défaites n'en causent

à

à celle de nos ennemis , il est certain que la première maxime d'Etat , chez nous , doit être d'éviter la Guerre , autant que l'ambition de nos voisins peut nous le permettre.

Nécessité de rappeler les Juifs en France , pour augmenter la population.

Enfin , il n'est pas bien aisé de dire pourquoi notre Gouvernement s'est fermé lui-même la porte à une branche de population à laquelle une infinité d'autres Etats de l'Europe l'ont ouverte.

Les raisons qui firent qu'on chassa autrefois les Juifs de la France , n'existent plus. L'Etat se conduit aujourd'hui par d'autres maximes. Ses ressources d'industrie sont plus considérables. Il a des moyens pour

employer une infinité d'étrangers, qu'il n'avoit pas alors.

Les raisons alléguées autrefois contre les Protestans , ne sçauroient avoir lieu à l'égard des Juifs.

Cette Secte , établie chez nous , ne sçauroit donner du mouvement à l'ambition d'un parti. L'intrigue & la cabale lui sont entièrement inconnuës. C'est dans la nature de la chose. Sa sûreté le demande ainsi. Si les Juifs cessioient un moment d'être fidèles , ils se perdroient pour toujours.

Errans , sans Chefs , sans patrie , & par conséquent , sans moyens pour résister à la plus petite Puissance qui voudroit les détruire , la première maxime politique pour eux , est celle de n'en avoir aucune.

A la différence de tous les autres Peuples de la terre , leur sûreté dépend du degré de leur servitude.

Il se répandit un bruit en Europe, il y a vingt ans, que les Juifs s'intriguoient pour devenir Souverains de l'Isle de Corse. Ce n'étoit guère connoître leur esprit, que de leur donner ce projet.

La domination demande nécessairement un système de Gouvernement Politique & Civil, des Loix, des Tribunaux, l'Art de la Guerre, une milice, &c. Or, tout cela n'est point dans le génie de ce Peuple, qui, abîmé aujourd'hui dans des détails de Commerce, ne sçauroit élever ses regards au-dessus de la marchandise.

La crainte d'ailleurs où la France pourroit être que les Juifs, par leur activité, ne diminuassent celle des sujets naturels, est mal fondée.

Il en est de l'industrie comme de l'esprit, dont les productions peuvent s'étendre à l'infini. Plus on emploie

de bras dans un Etat , plus il se découvre de moyens d'en employer davantage.

Quand il n'y auroit que les besoins d'un plus grand nombre d'hommes , cela seul suffiroit pour augmenter les anciennes branches de l'industrie ; ce qui est le même que d'en former de nouvelles.

Si quelque Royaume a besoin des Juifs dans le monde , c'est assurément la France. Comme elle a des intérêts plus grands que toutes les autres puissances de l'Europe , elle est obligée de mettre en usage des plus grands moyens pour les soutenir.

Or , en tems de guerre , notre Commerce & nos Finances sont toujours dans un désordre affreux , faute d'un fonds d'hommes suffisant , qui remplace le vuide qu'elle cause dans toutes les classes relatives à l'industrie.

Nous sommes surpris que l'Angleterre , la Hollande , & l'Allemagne supportent des Guerres longues , sans que leur Commerce général en souffre presque aucun échec ; tandis que le nôtre , à la troisième campagne , est toujours aux abois. La raison de cela est cependant bien simple ; c'est que les Juifs de ces Etats , pendant les Guerres , en redoublant leur activité , suppléent aux bras des sujets qu'elles leur enlèvent ; & par-là , tiennent le Commerce dans un certain équilibre ; au lieu que , faute de cette ressource , le nôtre dépérit.

Mais la première cause de la protection que notre Gouvernement devoit accorder aux Juifs , c'est leur grande population.

Il n'y a point de Peuple sur la Terre qui multiplie plus qu'eux.

Cette grande propagation a des causes naturelles.

1. Il n'y a point de Célibat chez les Juifs. Tous se marient.

2. Les enfans y sortent plutôt d'une certaine tutelle que ceux des Chrétiens ; ce qui fait qu'en général ils se marient à meilleure heure.

3. Ils ne peuvent point faire des acquisitions. Or , toutes les richesses se trouvant chez-eux en argent , il faut qu'ils s'adonnent à l'industrie : & comme les progrès de celle-ci dependent du plus grand nombre de bras , il est de l'intérêt des Juifs d'avoir beaucoup d'enfans.

Mais ce ne sont pas là précisément les seules causes de la grande population des Juifs. Les véritables, ce sont la modération de leurs desirs, une certaine continence nationale , & un éloignement naturel de la débauche. Il n'y a point d'hommes sur la Terre qui , avec tant de défauts , ayent si peu de vices.

Je ne veux pas dire par-là qu'il convient à tous les Etats d'employer , pour m'exprimer ainsi , ce remède de population ; je dirai même à ce sujet , qu'il y a un défaut dans la politique de l'Europe sur la protection accordée aux Juifs. On en trouve dans une infinité d'Etats , où ils sont nuisibles , & on n'en rencontre point dans ceux où ils pourroient être nécessaires.

Ce ne sont point les petits Etats pauvres à qui il convient d'avoir des Juifs.

Ces établissemens ne sont utiles qu'à un Gouvernement déjà riche & opulent. Dans les premiers , ils détruisent l'industrie ; au lieu que dans le second , ils contribuent à l'augmenter.

Lorsque le Duc de Modène est pressé d'argent , il envoie sommer les Juifs de lui fournir une certaine

somme, qui lui est toujours accordée ; preuve certaine , dit-on toujours dans cette Cour , de l'utilité d'avoir des Juifs. Mais , c'est une stupidité dans ce ministère de ne pas voir que cet argent est celui de l'Etat , dont l'industrie des Juifs a dépouillé les Sujets , qui , à cause de cela , ne peuvent plus le donner eux-mêmes.

La promptitude avec laquelle les Juifs payent la somme , ainsi que sa grandeur , indiquent un vice dans le Gouvernement économique ; car les Juifs ne donnent beaucoup au Prince , qu'en retenant encore d'avantage pour eux ; ainsi le paiement de l'Impôt même , est une preuve de la grandeur de celui que les Juifs mettent sur le Peuple.

Ce sont les Juifs qui ont ruiné un petit Etat tout près de la Fran-

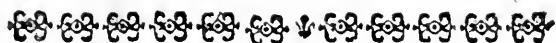
ce ; Etat qui par sa situation & ses richesses naturelles , devoit être un des plus puissans , & qui est cependant aujourd'hui un des plus pauvres de l'Europe.

Il est vrai qu'une infinité d'autres causes ont dû contribuer à sa décadence , à laquelle le bannissement des Juifs aujourd'hui ne remédieroit point , ni peut-être les meilleures Loix politiques. Il faudroit réfondre entièrement cet Etat pour le réformer.

Car , par où commencer cet ouvrage chez un Peuple sans République , un Etat sans Citoyens ? où tous les ressorts du Gouvernement politique & civil sont démontrés , les pouvoirs intermediaires subordonnés, dépendans, détruits ; chez un Peuple où les sçiences n'ont point de lieu , les Arts point de place , qui n'a ni dequoi se nourrir, ni dequoi

s'habiller , à qui les voisins fournissent jusques à son nécessaire phisique ; un Etat qui ne connoît point l'abondance , qui touche toûjours au moment de la disette , où les vertus morales sont aussi corrompuës que les politiques , où la vanité a détruit jusques aux premiers germes de l'industrie , & où l'orgueil , qui tient tous les hommes à une certaine distance du travail , fait du corps de la Nation , un Peuple de Spectateurs.

Fin du Tome premier.



T A B L E

DES MATIERES

Contenuës dans ce premier Tome.

Q U'elle est la vraie Puissance d'un Etat.	Pag. 1
La France n'a jamais connu ses véritables intérêts relativement à l'Agriculture.	10
Immenses ressources qu'auroit ce Royaume sur tous les autres de l'Europe.	11
D'où vient que la France ne jouit pas des avantages qu'elle a sur ses voisins.	12, 13
La Monarchie n'en est pas devenue plus Puissante pour s'être agrandie.	15
Avantage que l'Angleterre prend sur la France.	18, 19
Politique de ce Gouvernement, pour détruire notre Agriculture.	25
Que les Anglois en recevant d'abord nos Manufactures diminuerent la culture de nos terres.	26
Le système des Arts en France à diminué la Puissance de l'Etat politique.	27
Afin que les Arts élevassent la Monarchie à la grandeur, il falloit qu'ils fussent fondés sur l'Agriculture.	30
Raisons pourquoi l'Agriculture merite la	

préférence sur toutes les autres parties de l'administration.	33
Que la distribution locale des Habitans , en France, est très-défavorable à la Population.	36
Que les terres y sont mal distribuées.	41
Le système des successions adopté en France.	52
Les droits Seigneuriaux , & de Directe.	55
Les Taxes.	56
L'établissement des Rentes.	59
L'inégale distribution des richesses.	61
Le système politique.	64
La forme d'administration.	69
Le Luxe.	95
Moyens que l'administration devrait mettre en usage pour rendre la Monarchie florissante.	97
Projets d'un Conseil ou Chambre d'Agriculture , composée de soixante de meilleurs Cultivateurs pratiqués du Royaume , pris dans les différentes Provinces , conduite par un Intendant général d'Agriculture , & dirigée par un Secrétaire d'Etat , créé uniquement pour cette partie , &c.	112
Méthode d'Agriculture qu'on suit en Angleterre dans la Comté de Nortfolk.	136
Nécessité d'établir une gratification sur l'exportation à l'exemple de l'Angleterre.	167
Qu'avant d'établir des Reglemens sur l'Agriculture , il faut remédier à la foule des	

T A B L E. 433

des inconvéniens qui l'empêchent de fleurir.	176
Il faut commencer de diminuer le nombre des Provinciaux qui habitent à Paris.	179
Empêcher les grands Propriétaires de faire des nouvelles acquisitions en terres.	186
Se roidir contre les représentations des gens d'Eglise , qui demandent continuellement, sous différens , prétextes, de faire des nouvelles acquisitions.	189
Accorder plus facilement le dénombrement & la vente des biens substitués.	191
Eteindre une infinité de droits de Directe , mal fondés.	194
Diminuer les Taxes sur les Ménagers & Laboureurs.	196
Defendre aux Communautés , Maisons-de-Villes, Hôpitaux , Confréries , Seigneurs , Gentilshommes , de recevoir des sommes pour être constituées en rentes viagères.	199
Donner plus de circulation à l'or & à l'argent.	201
Diminuer les Troupes réglées , pour substituer, à leur place, une Milice qui ne servît qu'en tems de Guerre.	205
Substituer des Etrangers dans les Emplois subalternes des Fermes.	212
Porter une partie de nos Artisans à devenir menagers.	222
Décharger nos Intendans de l'inspection de	

l'Agriculture.	225
Forcer les Pauvres à s'adonner à l'Agriculture.	227
Former des nouveaux chemins , & augmenter les canaux de communication.	234
Diminuër le luxe des Domestiques.	239
De la Population.	256
L'esprit de Galanterie diminuë la Population.	261
Que la Societé, en France , diminuë le nombre de ses Habitans.	265
Que l'envie de plaire , chez les femmes , & le soin de conserver leur beauté , empêche la fécondité.	267
L'amour des aises & des commodités de la vie , prive l'Etat d'un plus grand nombre de Sujets.	270
Le Luxe cause le même désordre.	273
L'esprit philosophique diminuë la Population.	281
Les amours illicites , ou la débauche des femmes.	282
Qu'il manque plus de dix millions d'hommes à la France.	290
Que la France est moins peuplée que les autres Etats de l'Europe , relativement à sa grandeur.	291
Que la classe des Laboureurs manque de moyens de Population.	294
Du penchant naturel qu'ont les François à	

TABLE.

435

l'expatriation.	300
La révocation de l'Edit de Nantes , en diminuant notre population , augmenta celle de nos voisins.	305
Que la Loi qui défend chez nous aux enfans de se marier sans le consentement des Parens , est funeste à la Population.	317
Que nos Colonies de l'Amérique ont diminué notre Population.	328
Nos Factories , dans les autres parties du monde , ont contribué aussi à dépeupler l'Etat.	331
L'Industrie , faute de Reglemens pour tenir les Ouvriers à une certaine distance , a également diminué notre Population.	333
L'immensité de nos Capitales , est une autre source de dépopulation.	336
Les rentes viagères ont éteint une grande partie de la postérité des Sujets.	342
De l'immensité de notre Clergé.	343
L'état Militaire qui ne se marie point , est très-défavorable à la Population.	346
Nos Guerres dépeuplent plus l'Etat , que chez nos Ennemis.	347
Nécessité de faire revivre , chez nous , les usages de Anciens , pour exciter les Citoyens au Mariage.	355
Nécessité de Reglemens sur les mœurs.	364
Nécessité d'établir des Pragmatiques sur les différentes classes.	379

Neceſſité d'établir un nouveau Cadaſtre, pour augmenter la Population des gens de la campagne.	384
Il faut des Réglemens pour prévenir la ſortie des Sujers.	388
Neceſſité de faire le Commerce des nos Co- lonies avec le moins de Sujets de l'Etat prin- cipal qu'il eſt poſſible.	395
Qu'il conviendrait de fixer les Maisons Fran- çoises de commerce, chez les Nations étran- geres où la France a des Façturiers.	402
Qu'il n'en reſulteroit aucune Lézion de la Puiffance ſouveraine, d'accorder la liberté des Mariages.	408
Qu'il n'y auroit de même aucun inconve- nient d'éteindre le droit de Primogeni- ture.	409
Maxime pour faire naître des hommes là où il n'y en a point, par l'emplacement des Arts.	410
Que le ſeul moyen de rétablir l'ordre de Po- pulation, c'eſt de dégarnir les Capitales d'Habitans, pour en garnir les Provinces.	411
Des Viageres.	<i>idem.</i>
Neceſſité d'établir d'autres Réglemens ſur le trop grand nombre des Moines.	412
Oter le Célibat des Troupes.	417
Syſtème politique de Paix.	420.
Neceſſité de rappeler les Juifs en France, pour augmenter la Population.	421

Fin de la Table.







